



# **RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**B**

**R**

**B**

**Exercice 2020**





**BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**RAPPORT ANNUEL**

**EXERCICE 2020**

# CONSEIL GENERAL



WAGARA Melchior  
Premier Vice-Gouverneur



CIZA Jean  
Gouverneur



SENDAZIRASA Annonciate  
Deuxième Vice-Gouverneur



RUGERINYANGE Eloi  
Membre



NZOPFABARUSHE Melchiade  
Membre



NGENDAKUMANA Jacques  
Membre



NSHIMIRIMANA Florence  
Membre



NIMBONA Léon  
Membre

Cette page a été intentionnellement laissée vide!



## MISSIONS DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

1. Définir et mettre en œuvre la politique monétaire ;
2. Définir et mettre en œuvre le régime de change ;
3. Détenir et gérer les réserves officielles de change ;
4. Réglementer et superviser les banques, les établissements financiers et les institutions de microfinance ;
5. Emettre les billets de Banque et les pièces de monnaie ;
6. Promouvoir un système financier stable et solide ;
7. Promouvoir un système de paiement national fiable, efficace et solide ;
8. Agir en qualité de Caissier de l'Etat ;
9. Réaliser toute autre tâche prévue par les statuts qui la régissent ;
10. Réaliser toute tâche que toute autre loi confierait à la Banque, sous réserve de sa compatibilité avec son autonomie.

## VISION DE LA BANQUE :

« Etre une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise ».

Cette page a été intentionnellement laissée vide!

# Préface



## ***Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi,***

*La cinquante-septième édition du Rapport annuel de la Banque de la République du Burundi, que j'ai l'honneur de Vous présenter, porte sur l'exercice 2020.*

*Ce rapport montre l'évolution de l'activité économique internationale, la conjoncture économique et financière du Burundi ; les principales activités réalisées par la Banque au cours de l'année 2020 ainsi que les perspectives économiques de l'année 2021.*

*L'activité économique mondiale s'est repliée de 3,3% en 2020 alors qu'elle s'était accrue de 2,8% en 2019. Cette récession est principalement liée aux effets néfastes de la pandémie de la Covid-19 qui a sévi dans tous pays du monde aussi bien dans les pays avancés (-4,7 contre +1,6%) que dans les pays émergents et en développement (-2,2 contre +3,6%), à l'exception de la Chine dont la croissance du PIB a décéléré (+2,3 contre +5,8%). En Afrique subsaharienne, le PIB a reculé de 1,9% contre une croissance de 3,2% en 2019.*

*De même, la pandémie de la COVID-19 a fortement perturbé le commerce mondial dont le volume a sensiblement baissé (-8,5 contre +0,9% en 2019), en particulier le commerce international des services en raison des restrictions imposées sur les voyages et le tourisme.*

*L'inflation mondiale a fléchi en 2020, s'établissant à 3,0 contre 3,6% en 2019 suite à la faiblesse de la demande globale liée à la pandémie de la Covid-19 et de la diminution des prix des produits de base, en particulier les produits pétroliers au premier semestre 2020.*

*En vue de soutenir les économies fortement affectées par la pandémie de la COVID-19, les principaux pays avancés ont maintenu leur politique monétaire accommodante. Les taux d'intérêt directeurs sont restés inchangés aux Etats-Unis, dans la Zone Euro et au Japon.*

*Grâce à cette politique monétaire accommodante soutenue par une politique budgétaire expansionniste, le système financier mondial a résisté à la pandémie de la COVID-19 contribuant ainsi à maintenir le flux de crédit aux ménages et aux entreprises dans des conditions plus assouplies.*



*Ainsi, le secteur financier a réalisé des rendements élevés sur le marché des actions qui a, notamment, tiré parti du soutien financier des pouvoirs publics, du déploiement des vaccins contre la COVID-19 et de l'aboutissement de l'accord commercial sur le BREXIT. Toutefois, les rendements sur les marchés obligataires ont reculé en raison de la faiblesse des taux d'intérêt des banques centrales.*

*Sur les marchés des changes, le dollar américain s'est déprécié par rapport à la plupart des principales devises. Il s'est déprécié de 3,1 et de 8,9% par rapport à la livre sterling et à l'euro, respectivement. Toutefois, il s'est apprécié de 4,9% par rapport au yen japonais.*

*Dans les pays de la Communauté Est Africaine (CEA), l'activité économique s'est contractée (-0,2 contre 6,5% en 2019), en raison du contexte économique mondial défavorable lié à la pandémie de la Covid-19.*

*Concernant la conjoncture économique et financière nationale, l'activité économique s'est contractée de 0,5% contre une croissance de 4,5% en 2019, principalement en liaison avec la décroissance de l'activité du secteur tertiaire (-2,7 contre +7,2%). Toutefois, l'activité économique s'est améliorée dans le secteur primaire (3,0 contre 2,8%) et a décéléré dans le secteur secondaire (0,4 contre 1,1%).*

*L'amélioration de l'activité du secteur primaire a, essentiellement, porté sur l'agriculture d'exportation (11,0 contre -18,4%), l'élevage (+5,0 contre -11,9%) et la pêche (4,0 contre -2,5%). Le ralentissement dans le secteur secondaire a, notamment, concerné la branche des industries (+0,4 contre 0,5%) et celle de la construction (+0,8 contre +3,0%).*

*La décroissance dans le secteur tertiaire est, essentiellement, liée à la baisse de la valeur ajoutée de la branche commerce (-6,0 contre +3,9%), transport et communication (-1,1 contre +10,2%) ainsi que de l'hébergement, restauration et autres services marchands (-40,0 contre +4,6%).*

*L'inflation globale a augmenté au cours de l'année 2020, s'établissant à 7,5 contre une déflation de 0,7% enregistrée en 2019, en raison principalement de la hausse des prix des produits alimentaires (+12,5 contre -2,9 %) et, dans une moindre mesure, de la hausse des prix des produits non alimentaires (+2,6 contre +1,8%).*

*La balance des paiements de l'année 2020 s'est soldée par un besoin de financement moins élevé que celui de l'année précédente (-353.076,6 contre -393.504,4 MBIF en 2019) grâce à l'allègement du solde déficitaire du compte courant (-612.271,7 contre -644.244,0 MBIF) et de l'amélioration du solde excédentaire du compte de capital (259.195,1 contre 250.739,6 MBIF).*

*Le solde déficitaire du compte courant s'est allégé de 31.972,4 MBIF, passant de -644.244,0 à -612.271,7 MBIF en 2020, en liaison avec l'accroissement des excédents des comptes des revenus secondaires (799.563,9 contre 662.281,0 MBIF) et primaires (32.444,8 contre 16.000,3 MBIF) ainsi qu'à la diminution du déficit des services (-296.547,7 contre -327.416,8 MBIF) qui ont contribué à l'atténuation du solde déficitaire des biens (-1.147.732,7 contre -995.108,5 MBIF). L'excédent du compte de capital de 259.195,1 contre 250.739,6 MBIF l'année précédente est le résultat de l'augmentation des dons projets au profit de l'administration publique (253.936,9 MBIF). Exprimé en pourcentage du PIB, le solde du compte courant représente 9,2 contre 10,4% enregistré une année avant.*

*Le solde déficitaire du compte financier s'est allégé par rapport à celui de l'année précédente, s'établissant à -389.718,3 contre -425.335,9 MBIF, en liaison avec la diminution du solde déficitaire des autres investissements (-335.507,6 contre -506.208,6 MBIF).*

*Au cours de l'année 2020, le déficit budgétaire (dons compris) a augmenté par rapport à celui de l'année précédente (-404.270,0 contre -270.521,4 MBIF). Rapporté au PIB, le ratio du déficit global (dons compris) s'est établi à 6,1 contre 4,4% en 2019. Par conséquent l'encours de la dette publique s'est accru de 19,0%, s'établissant à 3.887,2 contre*

3.265,9 Mds de BIF en 2019. Cette augmentation a porté aussi bien sur la dette intérieure (+23,0%) que sur la dette extérieure (+9,2%). Rapportée au PIB, la dette publique totale représente 58,4% en 2020 contre 52,5% en 2019.

L'augmentation de la dette intérieure (+23,0%) est liée à l'accroissement des engagements de l'Etat envers les banques commerciales (+339.694,6 MBIF) et des engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (+148.188,4 MBIF).

La hausse de la dette extérieure (9,2) a résulté des tirages sur emprunts extérieurs (46.381,7 MBIF) et des plus-values de réévaluation (60.059,7 MBIF) qui ont contrebalancé l'amortissement de la dette en principal (18.905,8 MBIF).

La masse monétaire M3 a augmenté de 23,8%, passant de 2.202,8 à 2.728,0 Mds de BIF à fin décembre 2020 contre 22,6% à la fin de l'exercice précédent. Cette progression a été tirée, à la fois, par l'agrégat monétaire M2 (25,1 contre 23,9%) et les dépôts en devises des résidents (10,2 contre 9,7%). S'agissant des composantes de M2, l'accélération a concerné les dépôts à vue (27,7 contre 17,0%) alors que la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (20,6 contre 21,8%) et les dépôts à terme et d'épargne (+23,2% contre 40,6%) ont ralenti leur rythme de croissance.

S'agissant des contreparties de la masse monétaire, le crédit intérieur s'est accru de 22,9%, passant de 2.827,6 à 3.475,3 Mds de BIF, suite à l'expansion des créances nettes sur l'Etat (25,1 %) et des créances sur l'économie (19,9%).

La liquidité de l'économie s'est accrue de 25,0 contre 20,1% en 2019, s'établissant à 3.056,9 contre 2.446,2 Mds de BIF, en liaison avec l'augmentation de la liquidité active (24,8 contre 18,1%) et la liquidité passive (25,2 contre 24,1%).

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé en 2020, en liaison avec l'amélioration des fonds propres de base nets qui se sont fixés à 435, 4 contre 336,1 Mds de BIF à fin 2019. Le Produit Net Bancaire s'est accru de 14,4%, s'établissant à 292.926,0 contre 256.013,6 MBIF. Les rendements des actifs et des fonds propres ont légèrement baissé, passant de 3,7 à 3,6% et de 32,6 à 30,0%, respectivement.

Selon les projections du cadrage macroéconomiques 2021, l'activité économique pourrait se redresser (3,3 contre -0,5% en 2020), en rapport avec l'amélioration de l'activité dans le secteur primaire (3,6 contre 3,0%), secondaire (2,5 contre 0,4%) et tertiaire (3,4 contre -2,7%).


L'amélioration de l'activité dans le secteur primaire serait tirée par l'augmentation de la valeur ajoutée de la branche de l'agriculture vivrière (3,5 contre 2,5%), par celle des autres cultures d'exportations (5,0 contre -20,0%), de l'élevage (6,0 contre 5,0%), de la branche forêt (6,0 contre 5,0%) ainsi que celle de la pêche (5,0 contre 4,0%).

Dans le secteur secondaire, l'amélioration de l'activité serait principalement tirée par la progression de la valeur ajoutée dans la branche des industries (1,7 contre 0,4%), de la branche extractions (5,0 contre -7,2%) ainsi que celle de la construction (4,0 contre 0,8%).

La reprise de l'activité économique dans le secteur tertiaire est due à l'amélioration de la valeur ajoutée dans la branche commerce (2,0 contre -6,0%), de la branche hébergement, restauration et autres services marchands (4,0 contre -40,0%), transport et communication (2,8 contre -1,1%) ainsi que celle de la branche banques et assurances (12,0 contre 9,0%).

Dans les perspectives, la Banque de la République du Burundi poursuivra la politique monétaire accommodante pour soutenir cette reprise de l'activité économique attendue après la récession économique enregistrée en 2020 suite aux effets néfastes du Covid-19. En outre, la Banque va continuer à soutenir le financement des secteurs porteurs de croissance, notamment, l'agriculture et l'élevage, l'industrie, les infrastructures, l'hôtellerie et tourisme et les logements sociaux dans l'objectif d'impulser et de relancer l'économie nationale.

Jean CIZA



GOVERNEUR.

Cette page a été intentionnellement laissée vide!



# SOMMAIRE

<b>CONSEIL GENERAL</b>	<b>i</b>
<b>Préface</b>	<b>v</b>
<b>SOMMAIRE</b>	<b>ix</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES</b>	<b>xi</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b>	<b>xii</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES</b>	<b>xiv</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL</b>	<b>2</b>
<b>I.1. Production économique et commerce dans le monde</b>	<b>3</b>
<b>I.2. Prix des matières premières et inflation mondiale</b>	<b>3</b>
<b>I.3. Politique Monétaire et Marchés Financiers</b>	<b>4</b>
<b>I.4. Activité économique dans les pays de la communauté est africaine</b>	<b>5</b>
<b>II. ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI</b>	<b>7</b>
<b>II.1. Production et prix</b>	<b>9</b>
II.1.1. Production	9
II.1.2. Demande	14
II.1.3. Evolution de l'inflation	15
<b>II.2. Balance des paiements</b>	<b>16</b>
II.2.1. Compte des transactions courantes	16
II.2.2. Compte de capital	21
II.2.3. Compte d'opérations financières	21
<b>II.3. Finances Publiques</b>	<b>23</b>
II.3.1. Recettes et dons	24
II.3.2. Dépenses	25
II.3.3. Solde global et financement	25
II.3.4. Dette publique	25
<b>II.4. Secteur monétaire et financier</b>	<b>28</b>
II.4.1. Situation monétaire	28
II.4.2. Facteurs autonomes de la liquidité bancaire	31
II.4.3. Liquidité de l'économie	32
II.4.4. Activité du secteur bancaire	33
II.4.5. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire	33
II.4.6. Activité et solidité du secteur de la microfinance	34
II.4.7. Crédits à l'économie	35
II.4.8. Taux d'intérêt bancaires	37
<b>III. ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE</b>	<b>39</b>
<b>III.1. Politique monétaire : Objectif et instruments</b>	<b>41</b>
III.1.1. Objectif de politique monétaire	41
III.1.2. Instruments de politique monétaire	41
III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire	42

<b>III.2. Marché des changes et taux de change</b>	<b>43</b>
<b>III.3. Circulation fiduciaire et systèmes de paiement</b>	<b>44</b>
III.3.1. Circulation fiduciaire	44
III.3.2. Systèmes de paiement	45
<b>III.4. Supervision du secteur bancaire et de microfinance</b>	<b>46</b>
III.4.1. Renforcement du cadre légal et réglementaire	46
III.4.2. Supervision bancaire et stabilité financière	46
III.4.3. Supervision du secteur de la microfinance	47
III.4.4. Supervision des Etablissements de paiement	47
<b>III.5. Recherche et statistique</b>	<b>47</b>
<b>III.6. Projets de la banque</b>	<b>47</b>
III.6.1. Projets de Modernisation des Systèmes de Paiement	47
III.6.2. Projet de développement du marché financier	48
<b>III.7. Intégration régionale et Coopération Internationale</b>	<b>48</b>
III.7.1. Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe	49
III.7.2. Coopération avec le Fonds Monétaire International	49
<b>IV. ADMINISTRATION DE LA BANQUE</b>	<b>51</b>
<b>IV.1. Conseil Général</b>	<b>53</b>
<b>IV.2. Comité de Direction</b>	<b>53</b>
<b>IV.3. Organes de contrôle</b>	<b>53</b>
<b>IV.4. Gestion des risques</b>	<b>54</b>
<b>IV.5. Plan stratégique de la Banque</b>	<b>54</b>
<b>IV.6. Gestion des ressources humaines</b>	<b>55</b>
IV.6.1. Effectif du personnel	55
IV.6.2. Politique sociale	55
IV.6.3. Formation	55
<b>CONCLUSION GENERALE</b>	<b>56</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>57</b>

# LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières
- Graphique 2 : Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)
- Graphique 3 : Evolution du prix moyen de vente du café par campagne (en cts/lb)
- Graphique 4 : Evolution annuelle du taux d'inflation
- Graphique 5 : Composition des recettes fiscales (en % du Total)
- Graphique 6 : Structure des dépenses courantes (en %)
- Graphique 7 : Dette extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)
- Graphique 8 : Masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)
- Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens
- Graphique 10 : Evolution du taux de change du BIF/USD (fin de période)
- Graphique 11 : Volume des paiements réglés dans le système ATS
- Graphique 12 : Valeur des paiements réglés dans le système ATS (en Mds de BIF)
- Graphique 13 : Temps moyen d'exécution d'une transaction de paiements (en secondes)
- Graphique 14 : Liquidité moyenne des banques en BIF, en USD et en Euro
- Graphique 15 : Répartition de l'effectif du personnel par catégories
- Graphique 16 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge



# LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 : Taux de croissance du PIB et du commerce dans le monde (en %)
- Tableau 2 : Taux d'inflation dans le monde (en %)
- Tableau 3 : Croissance du PIB des pays de la CEA (en %)
- Tableau 4 : Produit Intérieur Brut et croissance économique du Burundi
- Tableau 5 : Principales productions vivrières (en T)
- Tableau 6: Evolution de l'effectif du cheptel
- Tableau 7: Production du café arabica par campagne à fin décembre 2020 (en T)
- Tableau 8 : Production de coton (en T) et superficies exploitées par région
- Tableau 9 : Production du thé (en T)
- Tableau 10 : Vente de thé sec
- Tableau 11 : Indice pondéré de la production industrielle
- Tableau 12 : Trafic à l'aéroport international Melchior NDADAYE
- Tableau 13 : Ressources et Emplois
- Tableau 14: Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs en % du PIB
- Tableau 15 : Epargne nationale brute en Mds de BIF
- Tableau 16 : Taux d'inflation par composantes (base 2016/2017)
- Tableau 17 : Balance des paiements (en MBIF)
- Tableau 18 : Exportations des biens
- Tableau 19 : Importations des biens
- Tableau 20 : Répartition des exportations par zone géographique (en % du total)
- Tableau 21 : Répartition des importations par zone géographique (en % du total)
- Tableau 22 : Exportations des services (en MBIF)
- Tableau 23 : Importations des services (en MBIF)
- Tableau 24 : Solde des revenus primaires (en MBIF)
- Tableau 25 : Revenus secondaires (en MBIF)
- Tableau 26 : Compte de capital (en MBIF)
- Tableau 27 : Compte d'opérations financières (en MBIF)
- Tableau 28 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)
- Tableau 29 : Recettes et Dons (en MBIF)
- Tableau 30 : Structure de la dette publique (en MBIF)
- Tableau 31 : Encours des titres du Trésor (en MBIF)
- Tableau 32 : Dette extérieure (en MBIF)
- Tableau 33: Service de la dette publique (en MBIF)

- Tableau 34 : Situation monétaire à fin d'année (en MBIF)
- Tableau 35 : Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %)
- Tableau 36 : Dépôts à vue par détenteurs à fin d'année (en MBIF)
- Tableau 37 : Dépôts à terme et d'épargne par détenteurs à fin d'année (en MBIF)
- Tableau 38 : Dépôts en devises par détenteurs à fin d'année (en MBIF)
- Tableau 39 : Avoirs et engagements extérieurs (à fin d'année)
- Tableau 40 : Variations des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF)
- Tableau 41 : Composantes de la liquidité de l'économie
- Tableau 42 : Taux de liquidité de l'économie
- Tableau 43 : Ressources et emplois du secteur bancaire à fin d'année en MBIF
- Tableau 44 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire
- Tableau 45 : Encours des crédits à l'économie (en MBIF)
- Tableau 46: Crédits par branche d'activité (à fin d'année en MBIF)
- Tableau 47 : Cours de change de fin de période des principales monnaies en BIF
- Tableau 48 : Cours de change moyen des principales monnaies en BIF
- Tableau 49 : Taux de change effectif du BIF (base 2016/2017)
- Tableau 50 : Evolution des critères de convergence macroéconomiques du Burundi à la CEA

# LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES

<b>AACB</b>	: Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
<b>ABCA</b>	: Association des Banques Centrales Africaines
<b>ACH</b>	: Automated Clearing House
<b>AfSS</b>	: Afrique Subsaharienne
<b>ARCT</b>	: Autorité de Régulation et de Contrôle des Télécommunications
<b>ARFIC</b>	: Autorité de Régulation de la Filière Café du Burundi
<b>BADEA</b>	: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
<b>ATS</b>	: <i>Automated Transfer System</i>
<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BIF</b>	: Franc Burundi
<b>BRARUDI</b>	: Brasserie et Limonaderies du Burundi
<b>BRB</b>	: Banque de la République du Burundi
<b>CAF</b>	: Coût, Assurance et Fret
<b>CCC</b>	: Chambre de Compensation du COMESA
<b>CEA</b>	: Communauté Est Africaine
<b>COGERCO</b>	: Compagnie de Gérance du Coton
<b>COMESA</b>	: <i>Common Market for Eastern and Southern Africa</i>
<b>Cts/lb</b>	: Centimes de Dollar la Livre
<b>CSD</b>	: <i>Central Securities Depository</i>
<b>DIB</b>	: Dépense Intérieure Brute
<b>DTS</b>	: Droits de Tirages Spéciaux
<b>ECOSAT</b>	: Encadrement des Constructions Sociales et Aménagement des Terrains
<b>FED</b>	: <i>Federal Reserve</i>
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>GWH</b>	: Giga Watt par Heure
<b>Ha</b>	: Hectare
<b>IMC</b>	: Institut Monétaire du COMESA
<b>IMF</b>	: Institutions de Microfinance
<b>ISTEEBU</b>	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
<b>Kg</b>	: Kilogramme
<b>M2</b>	: Masse Monétaire au sens strict

<b>M3</b>	: Masse Monétaire au sens large
<b>MBIF</b>	: Millions de francs Burundi
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>MFBPE</b>	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
<b>MUSD</b>	: Millions de Dollar Américain
<b>ND</b>	: Non Disponible
<b>OBR</b>	: Office Burundais des Recettes
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
<b>ODECA</b>	: Office pour le Développement du Café
<b>OIC</b>	: Organisation Internationale du Café
<b>ONATOUR</b>	: Office National de la Tourbe
<b>OTB</b>	: Office du Thé du Burundi
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>PNB</b>	: Produit Net Bancaire
<b>PROTHEM</b>	: Promotion du Thé à MWARO
<b>REGIDESO</b>	: Régie de Distribution de l'eau et de l'électricité
<b>R.D.C.</b>	: République Démocratique du Congo
<b>RN</b>	: Route Nationale
<b>RNP</b>	: Régie Nationale des Postes
<b>ROA</b>	: <i>Return On Assets</i>
<b>ROE</b>	: <i>Return On Equity</i>
<b>RTGS</b>	: Real Time Gross Settlement
<b>SIP</b>	: Société Immobilière Publique
<b>T</b>	: Tonnes
<b>USD</b>	: Dollar Américain

Chapitre 1

I

**ENVIRONNEMENT  
ECONOMIQUE INTERNATIONAL**



Cette page a été intentionnellement laissée vide!

## I.1. Production économique et commerce dans le monde

La production mondiale s'est contractée de 3,3% en 2020 alors qu'elle s'était accrue de 2,8% en

2019. Cette contraction de l'activité économique est principalement liée aux effets néfastes de la pandémie de la Covid-19 qui a fortement affecté aussi bien les pays avancés que les pays émergents et en développement.

**Tableau 1 : Taux de croissance du PIB et du commerce dans le monde (en%)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>I. Production mondiale</b>	<b>3,2</b>	<b>3,7</b>	<b>3,6</b>	<b>2,8</b>	<b>-3,3</b>
<b>I.1. Pays Avancés</b>	<b>1,7</b>	<b>2,3</b>	<b>2,2</b>	<b>1,6</b>	<b>-4,7</b>
Etats-Unis	1,5	2,2	2,9	2,2	-3,5
Zone Euro	1,8	2,4	1,9	1,3	-6,6
Japon	1,0	1,7	0,3	0,3	-4,8
Royaume-Uni	1,9	1,7	1,3	1,4	-9,9
<b>I.2. Pays émergents et en développement</b>	<b>4,4</b>	<b>4,7</b>	<b>4,5</b>	<b>3,6</b>	<b>-2,2</b>
Pays émergents et en développement d'Asie	6,4	6,5	6,3	5,3	-1,0
Chine	6,7	6,9	6,7	5,8	2,3
Inde	7,1	6,7	6,1	4	-8,0
Pays émergents et en développement d'Europe	3,1	6,0	3,2	2,4	-2,0
Amérique latine et Caraïbes	-0,9	1,2	1,1	0,2	-7,0
Moyen-Orient et Asie centrale	5,1	1,3	1,0	0,8	-3,4
Afrique Subsaharienne	1,4	2,7	3,3	3,2	-1,9
Nigeria	-1,6	0,8	1,9	2,2	-1,8
Afrique du Sud	0,3	1,3	0,8	0,2	-7,0
<b>II. Volume du Commerce mondial (biens et services)</b>	<b>2,3</b>	<b>5,2</b>	<b>3,8</b>	<b>0,9</b>	<b>-8,5</b>

Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2021

Dans les pays avancés, la croissance économique a chuté de 4,7%, après une augmentation de 1,6% en 2019. Aux Etats-Unis, le PIB a baissé de 3,5% contre une amélioration de 2,2% en 2019. L'activité économique a reculé de 6,6 dans la Zone et de 4,8 au Japon contre +1,3% et +0,3% en 2019, respectivement.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique a baissé de 2,2% contre un accroissement de 3,6% en 2019.

En Chine, l'activité économique a décéléré (+2,3 contre 5,8%) tandis que pour les autres principaux pays émergents, le PIB s'est contracté.

En Afrique subsaharienne, le PIB a reculé de 1,9% contre une croissance de 3,2% en 2019. En 2020, le commerce mondial a été fortement perturbé la pandémie de la COVID-19. La production et la consommation ont été réduites dans le monde entier et le volume du commerce mondial a sensiblement baissé (-8,5 contre +0,9% en 2019). Le commerce international des services a été particulièrement touché, en raison

des restrictions imposées sur les voyages et le tourisme.

## I.2. Prix des matières premières et inflation mondiale

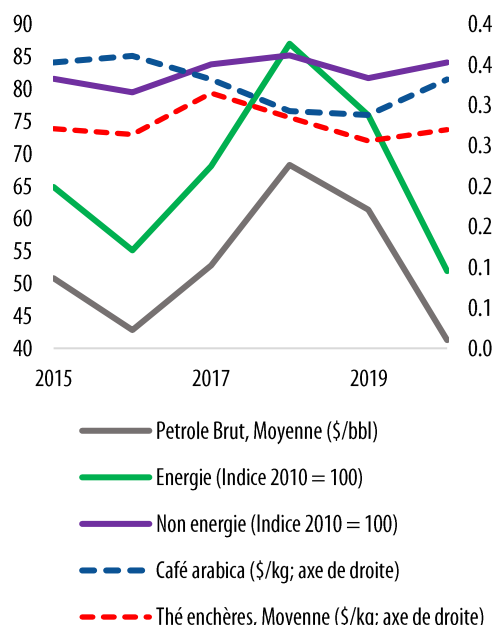
En dépit du rebond des cours des produits de base au second semestre 2020 suite à l'assouplissement des mesures de confinement qui a entraîné l'affermissement de la demande, les prix des matières premières ont globalement baissé en 2020, surtout les produits énergétiques.

En effet, le cours moyen du pétrole brut s'est établi à 41,26 contre 61,41 \$/baril en 2019. L'indice des prix de l'énergie a diminué d'une année à l'autre, s'établissant à 51,91 contre 75,96. Par contre, l'indice des prix des produits non-énergétiques a augmenté, se fixant à 84,10 contre 81,68 en 2019.

L'indice des prix des produits non-énergétiques a augmenté et est passé de 83,31 à 87,13 d'une année à l'autre. Il a été tiré à la hausse par les prix des produits agricoles, en raison de mauvaises

récoltes et d'une accumulation préventive de stocks<sup>1</sup>.

**Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières**



Source : Banque Mondiale, prix des matières premières,

L'inflation mondiale a fléchi en 2020, s'établissant à 3,0 contre 3,6% en 2019. La baisse de la demande globale liée à la pandémie de la Covid-19 et la diminution des prix des produits de base en général et des produits pétroliers en particulier au premier semestre 2020 sont à l'origine du ralentissement de l'inflation mondiale.

**Tableau 2 : Taux d'inflation dans le monde (en%)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Monde</b>	<b>2,8</b>	<b>3,2</b>	<b>3,6</b>	<b>3,6</b>	<b>3,0</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>0,8</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>0,5</b>
Etats-Unis	1,3	2,1	2,4	1,8	0,6
Zone euro	0,2	1,5	1,8	1,2	0,2
Japon	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,2
<b>Pays Emergents et en développement</b>	<b>4,3</b>	<b>4,3</b>	<b>4,8</b>	<b>5,0</b>	<b>4,6</b>
Chine	2,0	1,6	2,1	2,9	3,0
Inde	4,5	3,6	3,4	4,5	3,3
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>10,7</b>	<b>10,7</b>	<b>8,3</b>	<b>8,4</b>	<b>9,3</b>

Source: FMI www.imf.org

Les pays avancés ont connu une baisse significative de l'inflation (0,5 contre 1,4% en 2019) suite notamment à la baisse de la demande consécutive aux mesures de confinement.

De même, dans les pays émergents et en développement, l'inflation a légèrement baissé

(4,6 contre 5,0% en 2019), excepté en Afrique subsaharienne où les prix ont continué d'augmenter, s'établissant à 9,3 contre 8,4% en 2019 suite à la sécheresse dans de nombreux pays africains.

### I.3. Politique Monétaire et Marchés Financiers

En 2020, les principaux pays avancés ont maintenu leur politique monétaire accommodante pour soutenir leurs économies fortement affectées par la pandémie de la COVID-19. Aux Etats-Unis, la FED a reconduit, tout au long de l'année, une fourchette cible des taux d'intérêt entre 0,00 et 0,25%. Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement (0,00%), de la facilité de prêt marginal (0,25%) et de la facilité de dépôt (-0,50%). La Banque du Japon a continué d'appliquer un taux d'intérêt négatif sur les facilités de dépôts (-0,1%).

Grâce aux programmes des pouvoirs publics de soutien massif des économies conjugués aux mesures prises par les banques centrales, le système financier mondial a résisté à la pandémie de la COVID-19 et les conditions financières se sont assouplies, contribuant ainsi à maintenir le flux de crédit aux ménages et aux entreprises.

Sur les marchés boursiers, les cours des actions ont connu une remarquable embellie au deuxième semestre 2020, stimulés par des mesures de relance économique et le développement rapide des vaccins contre la Covid-19 alors qu'ils avaient fortement baissé au début de l'année.

Les actions américaines ont bénéficié, non seulement du soutien financier des pouvoirs publics, mais aussi de confinements moins stricts et d'un rebond du secteur de la santé à la recherche des vaccins contre la COVID-19.

Ainsi, le secteur de la finance a réalisé des rendements élevés, entraînant les principaux indices à des niveaux élevés. De fait, l'indice composite S&P 500, qui représente les plus

<sup>1</sup> FMI, Perspectives Economiques Mondiales, Avril 2021

grandes capitalisations américaines évoluant dans 11 secteurs industriels et de services, a progressé de 18,4%. Le Nasdaq, l'indice fortement axé sur les technologies de l'information, a progressé de 45%.

A fin 2020, les actions européennes se sont redressées avec le déploiement des vaccins contre la COVID-19 et l'aboutissement de l'accord commercial sur le BREXIT alors que la première moitié de l'année avait été marquée par une extrême volatilité des marchés. L'indice MSCI<sup>2</sup> Europe, a enregistré un gain au quatrième trimestre 2020 de plus de 10,0% en monnaie locale et de près de 16,0% en Dollar américain mais bouclant l'année 2020 avec une perte de rendement de 5,4%.

Les actions des marchés émergents ont connu une année de performance. L'indice MSCI des marchés émergents a terminé l'année 2020 avec un taux de rendement de 18,5%. Il a notamment tiré avantage de la capacité de la Chine et d'autres pays asiatiques à mieux contrôler le Corona virus qui a permis une reprise rapide de l'activité économique, en particulier les secteurs des technologies de l'information.

Sur les marchés obligataires, les rendements ont diminué en raison de la diminution des taux d'intérêt directeur et des programmes de rachat des actifs par les banques centrales. L'année a été clôturée avec un rendement de 0,92% des bons

du Trésor américain à 10 ans, contre 1,92% à fin 2019. En Zone euro, les rendements des obligations d'État ont fléchi, notamment le Bunds Allemand à 10 ans qui a reculé pour terminer l'année à -0,57 contre -0,19% en 2019.

Sur les marchés de change, le dollar américain s'est déprécié par rapport à la plupart des principales devises. Il s'est déprécié de 3,1 et de 8,9% par rapport à la livre sterling et à l'euro, respectivement. Cependant, il s'est apprécié de 4,9% par rapport au yen japonais.

### I.4. Activité économique dans les pays de la communauté est africaine<sup>3</sup>

En 2020, l'activité économique de l'ensemble des pays de la Communauté Est Africaine (CEA) a baissé alors qu'elle avait progressé en 2019 (-0,2 contre 6,5%), en raison du contexte économique mondial défavorable lié à la pandémie de la Covid-19. Seule la Tanzanie a pu résister à la pandémie et en maintenant une croissance positive (+1,0 contre +7,0%) bien qu'elle a ralenti.

Tableau 3 : Croissance du PIB des pays de la CEA (%)

	2016	2017	2018	2019	2020
Burundi*	3,2	3,8	5,3	4,5	-0,5
Kenya	5,9	4,9	6,3	5,4	-0,1
Ouganda	2,3	5,0	6,0	8,0	-2,1
Rwanda	6,0	6,1	8,6	9,4	-0,2
Tanzanie	6,9	6,8	7,0	7,0	1,0
<b>CEA</b>	<b>5,4</b>	<b>5,6</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>	<b>-0,2</b>
<b>AfSS</b>	<b>1,4</b>	<b>3,0</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>-1,9</b>

Sources : FMI, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, avril 2021 ;

\*MFBPE, Cadrage macroéconomique, octobre 2020

<sup>2</sup> MSCI est un indice boursier calculé par Morgan Stanley Capital International mesurant la performance des marchés boursiers des pays développés et émergents.

<sup>3</sup> Les données du Soudan du Sud ne sont pas prises en compte.

Cette page a été intentionnellement laissée vide!



**II**

**Chapitre 2**

**ACTIVITE ECONOMIQUE ET  
FINANCIERE DU BURUNDI**

Cette page a été intentionnellement laissée vide!

## II.1. Production et prix

### II.1.1. Production

En 2020, l'activité économique s'est contractée de 0,5% contre une croissance de 4,5% l'année

**Tableau 4 : Produit Intérieur Brut et croissance économique du Burundi**

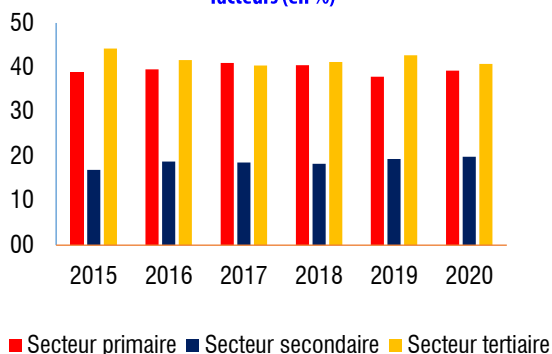
	2016	2017	2018	2019*	2020*
<b>A. PIB en Milliards de Francs burundais (à prix courants)</b>					
1. Secteur primaire	1 723,8	2 132,7	2 090,9	2 122,1	2 359,8
2. Secteur secondaire	819,7	968,1	1 059,8	1 085,5	1 196,8
3. Secteur tertiaire	1 904,3	2 099,3	2 208,9	2 388,0	2 447,5
<b>4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)</b>	<b>4 447,7</b>	<b>5 200,1</b>	<b>5 359,7</b>	<b>5 595,6</b>	<b>6 004,2</b>
5. Impôts indirects moins subventions	490,5	502,0	554,7	621,3	651,4
<b>6. PIB AUX PRIX DU MARCHÉ (4 + 5)</b>	<b>4 938,2</b>	<b>5 702,1</b>	<b>5 914,4</b>	<b>6 216,9</b>	<b>6 655,6</b>
<b>B. Variations du PIB réel (en %), aux prix constants de 2005</b>					
1. Secteur primaire	1,9	0,2	7,4	2,8	3,0
2. Secteur secondaire	11,2	7,6	2,5	1,1	0,4
3. Secteur tertiaire	-0,9	4,0	3,2	7,2	-2,7
<b>4. PIB AU COUT DES FACTEURS</b>	<b>2,1</b>	<b>3,5</b>	<b>4,3</b>	<b>4,7</b>	<b>-0,4</b>
5. Impôts indirects moins subventions	13,0	6,2	12,9	3,0	-1,5
<b>6. PIB AUX PRIX DU MARCHÉ</b>	<b>3,2</b>	<b>3,8</b>	<b>5,3</b>	<b>4,5</b>	<b>-0,5</b>

(\*): Données provisoires

Source: Cadrage Macroéconomique, Juillet 2021

La répartition du PIB par secteur montre que les parts des secteurs primaire (39,3 contre 37,9%) et secondaire (19,9 contre 19,4%) ont augmenté tandis que celle du secteur tertiaire a diminué (40,8 contre 42,7%).

**Graphique 2 : Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)**



Source : BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

La décroissance dans le secteur tertiaire est essentiellement liée à la contraction de l'activité économique enregistrée dans les branches du commerce (-6,0 contre 3,9%), du transport et

précédente, en liaison avec la décroissance de l'activité dans le secteur tertiaire (-2,7 contre 7,2%). Toutefois, l'activité s'est accélérée dans le secteur primaire (3,0 contre 2,8%) et a décéléré dans le secteur secondaire (0,4 contre 1,1%)

communication (-1,1 contre 10,2%), d'hébergement, restauration et autres services marchands (-40,0 contre 4,6%).

#### II.1.1.1. Secteur primaire

Dans le secteur primaire, l'amélioration de l'activité a essentiellement porté sur les branches de l'agriculture d'exportation (11,0 contre -18,4%), la forêt (5,0 contre -2,5%), l'élevage (5,0 contre -11,9%) et la pêche (4,0 contre 2,5%)

##### a. Agriculture vivrière



Champ moderne de bananeraie à RUTANA

La production des principales cultures vivrières a augmenté de 10,8%, s'établissant à 6.792.066

**Tableau 5. Evolution des principales Productions vivrières (T)**

Année/Culture	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Bananes</b>	911 192	830 957	1 654 955	1 179 759	917 298
<b>Tubercules</b>	3 266 715	3 009 794	3 272 393	3 732 393	4 376 082
<b>Céréales</b>	345 606	343 372	424 428	536 570	713 788
<b>Légumineuses (+Oléagineux)</b>	379 237	380 133	403 945	680 753	784 898
<b>Total</b>	<b>4 902 750</b>	<b>4 564 256</b>	<b>5 755 722</b>	<b>6 129 475</b>	<b>6 792 066</b>

Source : Statistiques du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Environnement

contre 6.129.475 T en 2019, grâce aux bonnes conditions climatiques qui ont prévalu au cours de l'année 2020 ainsi que la disponibilité des intrants agricoles à temps.

### b. Elevage

Dans le domaine de l'élevage, les activités d'encadrement et d'amélioration de la production animale ont été poursuivies. Ainsi, avec objectif d'améliorer la production animale,

3.115 vaches ont été inséminées dans le cadre de l'insémination artificielle et 3.500 vaches ont été distribuées.

L'effectif du bétail a augmenté, s'établissant à 838.991 contre 756.036,0 têtes pour les bovins et à 759.687 contre 728.050,0 têtes pour les ovins, d'une année à l'autre. Par contre, l'effectif des caprins a diminué (3.050.089 contre 3.227.903,0) et pour les porcins (794.974 contre 804.013 têtes)

Tableau 6: Evolution de l'effectif du cheptel

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Bovins</b>	1 077 539	1 044 649	1 110 936	756 036	838 991
<b>Caprins</b>	3 619 962	3 043 059	3 249 827	3 227 903	3 050 089
<b>Ovins</b>	527 464	512 882	548 608	728 050	759 687
<b>Porcins</b>	618 176	708 867	774 689	804 013	794 974

Source: ENAB

### c. Agriculture d'exportation

En 2020, le rythme de croissance de la valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation s'est accéléré par rapport à l'année précédente (11,0 contre -18,4%), principalement liée à la forte croissance de la valeur ajoutée du café (78,0 contre -60,0%) qui a enregistré de bonnes performances (12.262 contre 7.511 Tonnes)

- **Café**

La production du café arabica en parche a augmenté de 79,2% par rapport à celle de la même période de l'année précédente, passant de 10.366 à 18.580 tonnes. De même, le volume total du café vert a augmenté de 63,3%, se fixant à 12.262 contre 7.511 tonnes.

Tableau 7 : Production du café arabica à fin décembre 2020

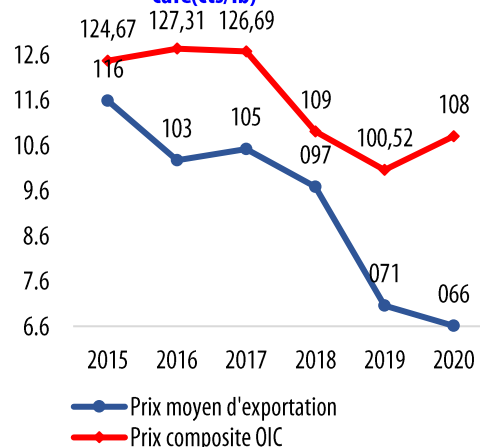
Campagne	Café parche	Café vert	Rendement (en %)
2015 /2016	22 009	17 454	79,3
2016 /2017	17 908	11 760	65,7
2017 /2018	21 535	15 229	70,7
2018 /2019	30 633	20 074	65,5
2019 /2020	10 366	7 511	72,5
2020 / 2021	18 580	12 262	66,0

Source: ODCA

Le volume total du café vendu s'est élevé à 5.708 contre 20.509 tonnes en 2019, à un prix moyen de 2.713,7 BIF/kg ou 66,10 cts/lb. Le

prix moyen sur le marché international calculé par l'Organisation Internationale du Café (OIC) a augmenté, s'établissant à 107,94 contre 100,52 cts/lb, suite principalement à la baisse de la production des principaux pays producteurs comme le Brésil et la Colombie. Toutefois, les

Graphique 3 : Evolution du prix moyen de vente du café(cts/lb)



Source: BRB, à partir des données de l'ARFIC et de l'OIC

recettes d'exportation du café ont diminué de 20,1%, s'établissant à 62.637,8 contre 78.397,8 MBIF.

- **Coton**

La production du coton a baissé de 12,3% au cours de l'année 2020, s'établissant à 763 contre 870 tonnes l'année précédente suite notamment à la réduction de la superficie exploitée.

Tableau 8 : Production de coton et superficies exploitées par région

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>A. superficies exploitées (en Ha)</b>					
IMBO NORD	1 719	1 425	1 691	1 288	1 428
IMBO SUD	1 096	1 126	1 291	1 050	316
MOSO	122	65	50	62	67
<b>TOTAL</b>	<b>2 937</b>	<b>2 616</b>	<b>3 032</b>	<b>2 400</b>	<b>1 811</b>
<b>B. Production (en tonnes)</b>					
IMBO NORD	1 282	811	1 412	516	616
IMBO SUD	681	776	643	326	128
MOSO	48	35	11	28	19
<b>TOTAL</b>	<b>2 011</b>	<b>1 622</b>	<b>2 067</b>	<b>870</b>	<b>763</b>
<b>Rendement (kg/ha)</b>	<b>639</b>	<b>703</b>	<b>681</b>	<b>362</b>	<b>421</b>
<b>Coton fibre (en tonnes)</b>	<b>854</b>	<b>779</b>	<b>868</b>	<b>365</b>	<b>302</b>

Source : COGERCO

Toutefois, le rendement par hectare a augmenté, s'établissant à 421 contre 363 kg/ha d'une année à l'autre. Le volume du coton-fibre obtenu après usinage a diminué de 17,3%, passant de 365 à 302 tonnes

- **Thé**

La production du thé en feuilles vertes s'est légèrement accrue de 1,5%, passant de 53.998 à 54.810 tonnes. Par contre, le volume de thé sec a légèrement diminué de 0,6%, passant de 11.443 à 11.376 tonnes d'une année à l'autre. En outre, le rendement moyen à l'usinage a diminué (20,8 contre 21,2%).

La quantité de thé sec vendue en 2020 a diminué de 2,0% par rapport à l'année précédente, se



Plantation de thé à TEZA, à MURAMVYA

fixant à 10.186 contre 10.391 tonnes. Par contre, les recettes ont légèrement augmenté de 1,7%, s'établissant à 42.800 contre 42.066 MBIF, suite à la hausse du prix moyen des exportations tant aux enchères de Mombassa (4.211 contre

Tableau 9 : Production du thé (en T)

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Production de l'OTB</b>					
Feuilles vertes	48 976	44 773	37 411	51 351	52 097
Thé sec	10 240	9 706	7 718	10 866	10 920
<b>Production de PROTHEM</b>					
Feuilles vertes	3 725	4 399	2 782	2 647	2 713
Thé sec	805	951	605	577	456
<b>PRODUCTION TOTALE</b>					
<b>Feuilles vertes</b>	<b>52 701</b>	<b>49 172</b>	<b>40 193</b>	<b>53 998</b>	<b>54 810</b>
<b>Thé sec</b>	<b>11 045</b>	<b>10 657</b>	<b>8 323</b>	<b>11 443</b>	<b>11 376</b>
<b>Rendement</b>	<b>21,0</b>	<b>21,7</b>	<b>20,7</b>	<b>21,2</b>	<b>20,8</b>

Source : Rapports OTB et PROTHEM

Tableau 10 : Vente de thé sec

Marché/Année	2016	2017	2018	2019	2020
<b>1. VENTES LOCALES</b>					
Tonnes	525,0	418,0	572,0	569,0	632,5
Prix moyen (BIF/Kg)	3 014,0	3 242,0	3 440,0	3 126,0	3 046,0
Valeur en MBIF	1 582,0	1 356,0	1 966,0	1 780,0	1 926,5
<b>2. EXPORTATIONS</b>					
Tonnes	8 488,0	7 468,0	8 252,0	8 049,0	7 543,2
Prix moyen (BIF/Kg)	3 500,0	5 044,0	4 463,0	4 065,0	4 211,0
Valeur en MBIF	29 709,0	37 671,0	36 829,0	32 721,0	31 766,4
Tonnes	1 666,0	1 752,0	1 625,0	1 773,0	2 010,0
Prix moyen (BIF/Kg)	3 690,0	4 929,0	4 837,0	4 265,0	4 530,0
Valeur en MBIF	6 147,0	8 638,0	7 862,0	7 565,0	9 107,4
<b>Ventes directes</b>					
Tonnes	<b>10 679,0</b>	<b>9 638,0</b>	<b>10 449,0</b>	<b>10 391,0</b>	<b>10 185,7</b>
Prix moyen (BIF/Kg)	<b>3 505,8</b>	<b>4 945,5</b>	<b>4 465,2</b>	<b>4 048,3</b>	<b>4 202,0</b>
Valeur en MBIF	<b>37 438,0</b>	<b>47 665,0</b>	<b>46 657,0</b>	<b>42 066,0</b>	<b>42 800,3</b>
<b>3. TOTAL GENERAL</b>					
Tonnes	<b>10 679,0</b>	<b>9 638,0</b>	<b>10 449,0</b>	<b>10 391,0</b>	<b>10 185,7</b>
Prix moyen (BIF/Kg)	<b>3 505,8</b>	<b>4 945,5</b>	<b>4 465,2</b>	<b>4 048,3</b>	<b>4 202,0</b>
Valeur en MBIF	<b>37 438,0</b>	<b>47 665,0</b>	<b>46 657,0</b>	<b>42 066,0</b>	<b>42 800,3</b>

Source: OTB

4.065 BIF/kg) qu'aux ventes directes (4.530 contre 4.265 BIF/kg).

### II.1.1.2. Secteur secondaire

L'activité dans le secteur secondaire a décéléré (0,4 contre 1,1%), en liaison essentiellement avec la baisse de la valeur ajoutée dans les branches d'extraction (-7,2 contre 2,1%), des industries (0,4 contre 0,5%) et de la construction (0,8 contre 3,0%).



Engrais minéraux-organiques produits par FOMI, Stock de MUTIMBUZI.

L'indice moyen pondéré de la production industrielle s'est accru de 12,1%, passant de 138,3 à 155,1 d'une année à l'autre, en liaison avec l'augmentation de la production des industries alimentaires, notamment la production de boissons de la BRARUDI (5,3%), de sucre (20%) et de cigarettes (54,0%).

**Tableau 11 : Indice pondéré de la production industrielle**

	2017	2018	2019	2020
<b>Industries</b>	<b>128,0</b>	<b>127,6</b>	<b>126,4</b>	<b>142,4</b>
<b>industries alimentaires</b>				
dont: Boissons	84,5	88,9	90,6	95,4
Sucre	21,6	19,2	18,3	20,1
<b>Industries chimiques</b>	<b>10,3</b>	<b>11,2</b>	<b>11,6</b>	<b>12,5</b>
dont: Savons	6,3	7,2	7,1	7,9
Peinture	2,9	2,4	3,0	3,2
<b>Autres industries</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>
dont: Tubes PVC	0,2	0,2	0,3	0,1
<b>INDICE PONDERE</b>	<b>138,5</b>	<b>139,1</b>	<b>138,3</b>	<b>155,1</b>

Source : Compilé à partir des données fournies par les entreprises industrielles

La production d'électricité de la REGIDESO a augmenté de 2,6%, se fixant à 262,6 contre 255,8 GWH enregistrée l'année précédente. Cette augmentation est liée à la hausse de la produc-

tion de la Centrale Hydroélectrique de Rwegura, suite à une bonne pluviométrie.



Barrage Hydro-électrique de Rwegura, à KAYANZA

L'Office National de la Tourbe (ONATOUR) a poursuivi l'exploitation des tourbières des sites de Buyongwe, Gisozi, Matana et Gitanga. La production a baissé, passant de 15.248,1 à 9.110,9 tonnes, en rapport avec le stock des invendues de la campagne précédente.

Dans la branche de la construction, les activités de la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat, de l'ECOSAT et de la SIP ont principalement consisté en travaux d'aménagement de viabilisation des parcelles à usage résidentiel et de construction de logements à caractère social. L'Office des Routes a mené des travaux d'aménagement, de construction et de bitumage sur la RN18 (Kibumbu-Gitega) et la RN16 (Bururi-Gakuba). Il a conduit des travaux de protection des ponts sur la RN5 (Bujumbura-Nyamitanga) et la RN3 (Nyanza-Lac-Rumonge et Gitaza Rumonge).

D'autres travaux de réhabilitation, d'agrandissement et d'entretien des routes ont été effectués, notamment la réhabilitation des points critiques et l'amélioration de l'assainissement sur la RN1, RN2, RN7 et RN17.

### II.1.1.3. Secteur tertiaire

L'activité dans le secteur tertiaire s'est contractée (-2,7 contre 7,2%), en rapport avec le repli d'activité dans les branches du commerce (-6,0 contre 3,9%), du transport et communication (-1,1 contre 10,2%) et d'hébergement, restaurant



et autres services marchands (-40 contre 4,6%), hébergement, restaurant et autres services marchands (-40,0 contre 4,6%).

L'activité au port de Bujumbura s'est accrue par rapport à l'année précédente. En effet, le tonnage de marchandises s'est accru de 12,5%, passant de 202.911,8 à 228.340,9 tonnes en liaison avec l'augmentation des importations de ciment, de clinker et de sucre.

Le trafic à l'Aéroport International Melchior

**Tableau 12 : Trafic à l'Aéroport International Melchior NDADAYE**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>ARRIVEES</b>					
Passagers	105 886	131 476	139 078	130 627	34 636
Bagages (en T)	n.d.	2 097	n.d.	n.d.	285
Fret (en T)	1 738	2 042	1 610	2 066	1 979
Poste (en T)	32	47	36	39	40
Aéronefs	2 091	2 467	2 356	2 198	1 244
<b>DEPARTS</b>					
Passagers	75 494	77 140	87 505	98 706	29 820
Bagages (en T)	n.d.	348	n.d.	n.d.	n.d.
Fret (en T)	267	120	181	177	196
Poste (en T)	65	62	63	45	7
Aéronefs	2090	2367	2356	2200	1 244

Source : AACB

Les recettes touristiques ont chuté de 68,0% d'une année à l'autre, passant de 4.474,6 à 1.392,9 MBIF en raison des restrictions des voyages et du tourisme suite à la pandémie de la covid-19.

Au niveau des télécommunications, l'ARCT a procédé à l'attribution et au renouvellement des licences d'exploitation des ressources en fréquences et en numérotage ainsi que le suivi d'exécution des contrats de concession entre l'Etat et les Fournisseurs d'Accès Internet (FAI) ; Son chiffre d'affaires s'est accru de 76,4%, s'éta-

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.

blissant à 109,9 contre 58,9 Mds de BIF l'année précédente.



## II.1.2. Demande

En volume, les emplois ont décliné (-0,3 contre 3,2%) par rapport à l'année précédente, suite au ralentissement de la consommation (0,3 contre 3,3%) et des investissements bruts (-2,1 contre 0,1%).

En valeur, la demande intérieure s'est améliorée (8.045,7 contre 7.539,4 MBIF), en liaison avec l'augmentation de la consommation finale (6.990,4 contre 6.684,3 MBIF) et des investissements bruts (1.055,3 contre 855,1 MBIF).

**Tableau 13 : Ressources et Emplois**

	2016	2017*	2018*	2019*	2020*
<b>A. Milliards de BIF (à prix courants)</b>					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	4 848,2	5 702,1	5 914,4	6 216,9	6 655,6
2. Importations (biens et services)	1 224,7	1 530,9	1 614,0	1 874,6	1 961,0
<b>3. Ressources = Emplois</b>	<b>6 072,9</b>	<b>7 233,0</b>	<b>7 528,4</b>	<b>8 091,5</b>	<b>8 616,6</b>
4. Dépenses intérieures	5 747,5	6 764,3	7 019,3	7 539,4	8 045,7
- Consommation	5 041,7	5 922,0	6 143,2	6 684,3	6 990,4
- Investissements Bruts	705,8	842,3	876,2	855,1	1 055,3
5. Exportations (biens et services)	325,4	468,7	509,1	552,1	570,8
<b>B. Variations en % (à prix constants)</b>					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	3,2	3,8	5,3	4,5	-0,5
2. Importations (biens & services)	-4,1	13,7	6,1	0,3	11,6
<b>3. Ressources = Emplois</b>	<b>0,9</b>	<b>6,7</b>	<b>5,5</b>	<b>3,2</b>	<b>-0,3</b>
4. Dépenses intérieures	0,7	17,7	535,7	273,4	-8,8
- Consommation	-0,5	5,3	5,4	3,3	0,3
- Investissements Bruts	6,6	4,7	5,3	0,1	-2,1
5. Exportations (biens et services)	7,0	37,3	8,0	9,5	54,5

(\*) : Données provisoires.

Source: ISTEERU

### II.1.2.2. Epargne nationale

D'une année à l'autre, le déficit intérieur s'est réduit (-334,8 contre -467,4 Mds de BIF), en liaison avec la hausse moins importante de la consommation intérieure par rapport à celle de la production intérieure. Le besoin net de financement de l'économie a baissé, passant de 393,5 à 299,0 Mds de BIF, en rapport essentiellement avec l'augmentation du solde des

revenus des services facteurs et des transferts unilatéraux (832,0 contre 678,9 Mds de BIF).

### II.1.2.1 Ecart entre ressources et emplois

En 2020, les ressources intérieures n'ont pas couvert les emplois intérieurs. L'écart entre les emplois et les ressources, exprimé en pourcentage du PIB a légèrement diminué, s'établissant à 20,9 contre 21,3% l'année précédente.

**Tableau 14 : Ecart entre les ressources et les emplois intérieurs en % du PIB**

	2016	2017	2018	2019*	2020*
1. Emplois intérieurs	118,2	118,6	118,7	121,3	120,9
2. Ressources intérieures = PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>3. Ecart : (2-1) = (4-5)</b>	<b>18,2</b>	<b>18,6</b>	<b>18,7</b>	<b>21,3</b>	<b>20,9</b>
4. Importations de biens et services non facteurs	24,8	26,8	27,3	30,2	29,5
5. Exportations de biens et services non facteurs	6,6	8,2	8,6	8,9	8,6

(\*) : Données provisoires.

Source: ISTEERU

**Tableau 15: Epargne nationale brute en Mds de BIF**

	2016	2017	2018	2019*	2020*
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	4 938,2	5 702,1	5 914,4	6 216,9	6 655,6
2. Consommation privée et publique	5 131,7	5 922,0	6 143,2	6 684,3	6 990,4
<b>3. Epargne intérieure brute (1-2)</b>	<b>-193,5</b>	<b>-219,9</b>	<b>-228,7</b>	<b>-467,4</b>	<b>-334,8</b>
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux	362,7	412,9	459,9	678,3	832,0
<b>5. Epargne nationale brute (3+4)</b>	<b>169,2</b>	<b>193,0</b>	<b>231,2</b>	<b>210,9</b>	<b>497,2</b>
6. Transferts de capital nets	116,6	142,2	211,0	250,7	259,2
7. Investissements bruts	705,8	842,3	876,2	855,1	1 055,3
<b>8. Besoin (-) ou capacité(+) net de financement (5-6)</b>	<b>-420,0</b>	<b>-507,1</b>	<b>-433,9</b>	<b>-393,5</b>	<b>-299,0</b>

(\*): Données provisoires.

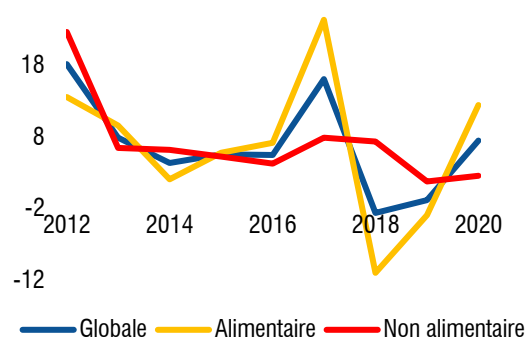
Source: BRB sur base des données du cadrage macroéconomique.

### II.1.3 Evolution de l'inflation

En 2020, l'inflation globale a augmenté, s'établissant à 7,5% contre une déflation de 0,7% en 2019, en raison principalement de la hausse des prix des produits alimentaires (+12,5 contre -2,9 %) et, dans une moindre mesure, des produits non alimentaires (+2,6 contre +1,8%).

L'augmentation de l'inflation alimentaire a porté sur l'ensemble des sous-rubriques et particulièrement: « Pains et céréales » (11,6 contre 0,5%), « Viande » (17,2 contre 4,4%) et « Légumes » (17,2 contre -6,7%).

La hausse modérée de l'inflation non alimentaire est le résultat de la baisse des prix des sous-rubriques « Transport » (-1,2 contre +0,8%) et

**Graphique 4 : Evolution annuelle du taux d'inflation**


Source: BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

«(-0,3 contre « Communication »+0,4%) combinée à une faible augmentation des prix des autres sous-rubriques.

**Tableau 16 : Taux d'inflation par composantes (base 2016/2017)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Alimentaire</b>	<b>7,2</b>	<b>24,4</b>	<b>-11,0</b>	<b>-2,9</b>	<b>12,5</b>
-Pains et céréales	4,8	27,1	-15,4	0,5	11,6
-Viande	8,9	10,4	5,9	4,4	17,2
- Poisson	31,8	27,2	14,8	4,3	5,0
- Lait, fromage et œufs	11,3	9,2	2,7	5,0	6,9
- Huiles et graisses	-6,6	5,1	10,6	2,6	1,2
- Fruits	-1,3	16,7	2,1	-1,7	5,7
- Légumes	3,4	28,1	-17,5	-6,7	17,2
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	16,7	21,0	-6,6	0,1	5,3
- Produits alimentaires non définis ailleurs	11,8	7,7	3,6	4,2	9,4
<b>Non alimentaire</b>	<b>4,3</b>	<b>7,9</b>	<b>7,4</b>	<b>1,8</b>	<b>2,6</b>
- Boissons alcoolisées et Tabac	0,4	9,3	6,0	-0,9	1,8
- Articles d'habillement et articles chaussants	21,3	10,8	6,4	3,2	4,8
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	10,2	7,4	12,4	2,5	5,1
- Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	3,7	9,8	6,4	2,8	3,0
- Santé	13,1	3,9	8,8	3,5	2,4
- Transport	0,7	9,0	8,9	0,8	-1,2
- Communications	4,6	0,7	0,9	0,4	-0,3
- Loisirs et culture	-0,2	7,4	6,6	6,9	6,4
- Enseignement, éducation	-1,8	14,5	22,8	2,2	1,7
- Hôtellerie, café et restauration	10,5	7,3	5,7	-0,4	1,7
- Autres biens et services	6,6	7,2	8,3	2,2	3,1
<b>Globale</b>	<b>5,5</b>	<b>16,1</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,7</b>	<b>7,5</b>

Source: BRB, calculs établis à partir des données de l'ISTEEBU

## II.2. Balance des paiements

La balance des paiements de l'année 2020 s'est soldée par un besoin de financement (solde du compte courant + solde du compte de capital) moins élevé que celui de l'année précédente 3.076,6 contre -393.504,4 MBIF)

Cette situation a résulté de l'allègement du déficit du compte courant (612.271,7 contre 644.244,0 MBIF) et de l'amélioration de l'excédent du compte de capital (259.195,1 contre 250.739,6 MBIF).

**Tableau 17 : Balance des paiements (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>COMPTE COURANT</b>	<b>-541 658,5</b>	<b>-642 760,7</b>	<b>-617 425,1</b>	<b>-644 244,0</b>	<b>-612 271,7</b>
Crédit	759 055,7	950 296,3	1 071 706,7	1 295 498,0	1 423 149,2
Débit	1 300 714,3	1 593 057,0	1 689 131,8	1 939 742,1	2 035 420,9
<b>Biens</b>	<b>-669 242,0</b>	<b>-824 359,0</b>	<b>-867 145,2</b>	<b>-995 108,5</b>	<b>-1 147 732,7</b>
Exports FOB	206 309,5	298 500,0	348 832,8	406 919,3	354 943,1
Imports FOB	875 551,5	1 122 859,0	1 215 977,9	1 402 027,9	1 502 675,8
<b>Services</b>	<b>-235 117,7</b>	<b>-231 342,6</b>	<b>-210 215,5</b>	<b>-327 416,8</b>	<b>-296 547,7</b>
Crédit	120 770,0	169 196,2	187 065,6	145 186,7	165 127,6
Débit	355 887,7	400 538,8	397 281,1	472 603,5	461 675,2
<b>Revenus primaires</b>	<b>-2 353,9</b>	<b>2 968,8</b>	<b>11 480,5</b>	<b>16 000,3</b>	<b>32 444,8</b>
Crédit	18 807,0	27 590,7	29 844,2	36 274,0	54 663,7
Débit	21 160,8	24 621,9	18 363,6	20 273,7	22 218,9
<b>Revenus secondaires</b>	<b>365 055,1</b>	<b>409 972,2</b>	<b>448 455,1</b>	<b>662 281,0</b>	<b>799 563,9</b>
Crédit	413 169,3	455 009,4	505 964,2	707 118,0	848 414,9
Débit	48 114,3	45 037,3	57 509,2	44 837,0	48 851,0
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>116 582,9</b>	<b>142 167,5</b>	<b>211 043,6</b>	<b>250 739,6</b>	<b>259 195,1</b>
Crédit	119 398,6	145 127,8	211 888,2	254 136,5	260 191,2
Débit	2 815,8	2 960,3	844,5	3 396,9	996,1
<b>Capacité (+)/ besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)</b>	<b>-425 075,6</b>	<b>-500 593,2</b>	<b>-406 381,5</b>	<b>-393 504,4</b>	<b>-353 076,6</b>
<b>COMPTE FINANCIER</b>					
<b>Capacité (+)/ besoin (-) de financement (du compte financier)</b>	<b>-452 776,3</b>	<b>-503 665,2</b>	<b>-428 351,6</b>	<b>-425 335,9</b>	<b>-389 718,3</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>-109 120,5</b>	<b>-269 748,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-548,0</b>	<b>-14 528,7</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	35,5	17,2	0,0	1 380,6	2 174,5
Accroissement net de passifs	109 156,0	269 765,2	0,0	1 928,6	16 703,3
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>-3 865,0</b>	<b>75 621,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	78 343,5	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	3 865,0	2 721,9	0,0	0,0	0,0
<b>Dérivés financiers</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres investissements</b>	<b>-275 782,5</b>	<b>-314 053,2</b>	<b>-374 708,1</b>	<b>-506 208,6</b>	<b>-335 507,6</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	14 879,0	157 810,3	119 112,2	69 280,9	189 508,9
Accroissement net de passifs	290 661,5	471 863,5	493 820,2	575 489,5	525 016,5
<b>Avoirs de réserves</b>	<b>-64 008,3</b>	<b>4 514,4</b>	<b>-53 643,6</b>	<b>81 420,8</b>	<b>-39 682,0</b>
<b>ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>-27 700,7</b>	<b>-3 072,0</b>	<b>-21 970,1</b>	<b>-31 831,4</b>	<b>-36 641,7</b>
<b>Solde du compte courant en % du PIB</b>	<b>-11,0</b>	<b>-11,3</b>	<b>-10,4</b>	<b>-10,4</b>	<b>-9,2</b>
<b>Pour mémoire PIB</b>	4 938,2	5 702,1	5 914,4	6 216,9	6 655,6

Source: BRB

### II.2.1. Compte des transactions courantes

Le déficit du compte courant s'est allégé en 2020, s'établissant à 612.271,7 contre 644.244,0 MBIF en 2019. Cet allègement est lié à l'augmentation des excédents des comptes des revenus secondaires (799.563,9 contre 662.281,0 MBIF) et primaires (32.444,8 contre 16.000,3 MBIF) ainsi que la diminution du déficit des services (-296.547,7 contre -327.416,8 MBIF ; le solde

déficitaire des biens (-1.147.732,7 contre -995.108,5 MBIF) s'étant détérioré. Exprimé en pourcentage du PIB, le déficit du compte courant s'est établi à 9,2 contre 10,4% en 2019.

#### II.2.1.1. Balance commerciale

Le déficit commercial des biens s'est aggravé en 2020 par rapport à l'année précédente, en raison de l'augmentation des importations CAF (+103.480,5 MBIF) et de la diminution des exportations CIF (-21.176,7 MBIF).

### II.2.1.1.1. Exportations des biens

Les exportations CAF ont diminué de 6,4%, s'établissant à 310.993,2 contre 332.169,9 MBIF, en liaison avec la diminution des exportations des produits primaires (-19,2%). Par contre, les exportations des produits manufacturés ont augmenté (+40,6%).

La baisse des exportations des produits primaires a principalement porté sur les exportations de l'or non monétaire (-28,7%) et du café (-15,9%).

Quant à la hausse des exportations des produits manufacturés, elle a essentiellement concerné les cigarettes (+76,3%), les bières (+54,9%) et les bouteilles en verre foncé (+142,8%).

**Tableau 18 : Exportations des biens (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>1. Produits primaires</b>	<b>148 924,4</b>	<b>233 498,0</b>	<b>253 182,4</b>	<b>260 871,2</b>	<b>210 716,9</b>
<u>dont:</u> Café	74 825,1	63 433,4	72 827,9	69 796,3	58 726,9
Thé	38 250,2	50 068,9	46 407,2	40 663,8	40 192,8
Or	25 265,2	101 494,2	100 775,8	123 428,5	88 036,5
<b>2. Produits manufacturés</b>	<b>57 385,1</b>	<b>65 002,1</b>	<b>68 073,0</b>	<b>71 298,7</b>	<b>100 276,3</b>
<u>dont:</u> Farine de blé	9 355,8	14 008,9	16 095,3	19 014,8	17 656,2
Bières	8 921,8	11 664,9	5 809,1	5 735,5	8 886,9
Cigarettes	8 826,0	11 683,5	6 445,5	7 476,8	13 185,0
<b>TOTAL</b>	<b>206 309,5</b>	<b>298 500,1</b>	<b>321 255,4</b>	<b>332 169,9</b>	<b>310 993,2</b>

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEERU)

### II.2.1.1.2. Importations des biens

En valeur CIF, les importations ont augmenté de 6,3% en 2020, s'établissant à 1.741,9 contre 1.638,4 Mds de BIF en 2019, en liaison, principalement, avec la hausse des importations de biens d'équipement (+30,1%) et, dans une moindre mesure, de biens de production (+1,5%) et de consommation (+1,1%).

L'augmentation des importations de biens de production a principalement porté sur les biens métallurgiques (+30,0%), les biens destinés à l'agriculture et élevage (+36,8%).

En revanche, les importations des huiles minérales (-11,3%), des biens destinés à la construction (-9,8%) et des biens destinés à l'alimentation (-4,7%) ont baissé.

**Tableau 19 : Importations des biens (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>1. Biens de production</b>	<b>404 539,3</b>	<b>537 693,6</b>	<b>629 446,0</b>	<b>739 588,9</b>	<b>750 547,4</b>
<u>dont:</u> Huiles minérales	173 055,0	218 454,6	274 147,6	296 812,2	263 208,0
Métallurgie	29 596,3	48 625,9	82 689,4	91 848,7	119 438,2
Alimentation	63 434,3	110 533,2	85 689,9	109 486,9	104 347,0
Construction	36 048,7	41 142,8	49 998,7	100 828,4	90 977,8
Agriculture et élevage	41 575,1	57 722,8	71 873,1	62 155,7	85 020,3
<b>2. Biens d'équipement</b>	<b>191 162,4</b>	<b>229 884,5</b>	<b>275 997,2</b>	<b>278 899,7</b>	<b>364 785,2</b>
<u>dont:</u> Matériel électrique	59 401,4	51 931,7	75 603,9	63 272,4	105 762,5
Tracteurs, véhicules et engins/transport	43 393,4	90 716,6	68 878,9	94 714,3	97 571,9
Chaudières, engins mécaniques	52 968,0	48 331,6	83 276,2	76 091,9	99 045,3
<b>3. Biens de consommation</b>	<b>423 893,8</b>	<b>539 609,5</b>	<b>509 218,9</b>	<b>619 938,9</b>	<b>626 575,4</b>
<u>dont:</u> Alimentaires	113 954,8	158 084,4	159 271,9	159 449,9	174 058,0
Pharmaceutiques	90 121,9	106 809,7	107 981,7	117 435,0	123 812,4
Textiles	41 272,5	78 759,1	55 789,0	87 898,2	60 222,2
<b>TOTAL</b>	<b>1 019 595,5</b>	<b>1 307 187,6</b>	<b>1 414 662,1</b>	<b>1 638 427,5</b>	<b>1 741 908,0</b>

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEERU)

L'accroissement des importations de biens d'équipement a notamment concerné le matériel électrique (+67,2%), les chaudières et engins mécaniques (+30,2%), les pièces et outillages

(+62,6%) ainsi que les tracteurs, véhicules et engins de transport (+3,0%).

La hausse des importations de biens de consommation, quant à elles, est principalement

imputable aux importations de véhicules de promenade (+21,6%), de biens alimentaires (+9,2%) et de produits pharmaceutiques (+5,4%). Toutefois, les importations de textiles (-31,5%) ont diminué.

### II.2.1.1.3. Répartition géographique des échanges de biens

La répartition géographique des échanges pour l'année 2020 indique que les principaux partenaires commerciaux du Burundi sont l'Asie, l'Afrique et l'Europe, tant pour les exportations que pour les importations.

La principale destination des exportations burundaises est l'Asie, représentant 44,1% des exportations totales contre 55,0% en 2019,

suivie de l'Afrique (38,4 contre 27,0%), l'Europe (16,3 contre 16,6%), l'Amérique (1,1 contre 1,3%) et l'Océanie (0,1% comme en 2019).

Les exportations du Burundi vers l'Asie sont principalement destinées vers les Emirats Arabes Unis (32,2 contre 39,2%) et le Pakistan (5,6 contre 6,2%).

En Afrique, le Burundi a principalement exporté vers la R.D.C. (19,6 contre 10,5%) et la CEA (10,1 contre 8,1%).

Les exportations du Burundi vers l'Europe sont destinées, notamment, vers la Suisse (4,9 contre 5,7%), la Belgique (5,0 contre 3,6%) et l'Allemagne (3,7 contre 3,6%).

**Tableau 20 : Répartition des exportations par zone géographique (%)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>EUROPE</b>	<b>34,7</b>	<b>19,0</b>	<b>21,1</b>	<b>16,6</b>	<b>16,3</b>
<i>dont:</i> Suisse	17,6	5,1	5,3	5,7	4,9
Belgique	5,8	4,7	6,7	3,6	5,0
Allemagne	5,8	5,1	4,2	3,6	3,7
Royaume-Uni	3,7	2,8	2,5	2,2	1,7
<b>ASIE</b>	<b>27,1</b>	<b>49,2</b>	<b>50,2</b>	<b>55,0</b>	<b>44,1</b>
<i>dont:</i> Emirats arabes Unis	12,9	34,9	34,0	39,2	32,2
Pakistan	9,3	8,2	7,3	6,2	5,6
<b>AFRIQUE</b>	<b>35,8</b>	<b>30,3</b>	<b>27,3</b>	<b>27,0</b>	<b>38,4</b>
<i>dont:</i> RDC	16,8	15,7	10,5	10,5	19,6
Pays de l'EAC	10,1	6,9	9,2	8,1	10,1
Egypte	4,6	4,1	3,6	3,1	2,7
<b>AMERIQUE</b>	<b>2,1</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>
<b>OCEANIE</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEUBU)

De même, l'Asie est restée le principal fournisseur des biens au Burundi en 2020 (51,4 contre 52,6%), suivie par l'Afrique (29,4 contre 28,0%), l'Europe (17,4 comme en 2019) et l'Amérique (1,6 contre 2,0%).

La part des importations en provenance de l'Océanie est presque nulle.

Les importations de l'Asie proviennent essentiellement de la Chine (15,6 contre 15,1%),

de l'Arabie saoudite (11,8 contre 15,1%) et de l'Inde (9,5 contre 7,7%). En Afrique, le Burundi a importé principalement des pays de la CEA (19,0 contre 17,3%), de la Zambie (3,6 contre 4,9%) et de l'Afrique du Sud (2,7 contre 2,2%).

Les importations en provenance de l'Europe ont principalement concerné la Belgique (5,3 contre 4,2%), le Royaume-Uni (2,1 contre 1,8%) et la France (1,9 contre 1,5%).

**Tableau 21 : Répartition des importations par zone géographique (en % du total)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>EUROPE</b>	<b>20,3</b>	<b>18,5</b>	<b>18,4</b>	<b>17,3</b>	<b>17,4</b>
dont: Belgique	4,6	3,9	3,4	4,2	5,3
France	4,4	3,7	3,4	1,5	1,9
Allemagne	2,0	1,9	1,6	2,5	1,4
Royaume-Uni	2,4	0,8	1,0	1,8	2,1
Danemark	2,2	1,7	2,0	2,1	1,4
<b>ASIE</b>	<b>46,5</b>	<b>49,5</b>	<b>55,2</b>	<b>52,6</b>	<b>51,4</b>
dont: Chine	16,8	14,1	13,0	15,1	15,6
Arabie Saoudite	3,0	8,6	17,2	15,1	11,8
Inde	14,0	13,0	7,1	7,7	9,5
Emirats arabes Unis	6,8	6,7	8,8	7,0	6,8
Japon	3,1	3,6	3,9	3,6	4,1
<b>AFRIQUE</b>	<b>31,2</b>	<b>28,4</b>	<b>24,6</b>	<b>28,0</b>	<b>29,4</b>
dont: Pays de l'EAC	25,2	20,0	16,9	17,3	19,0
Zambie	2,6	4,0	3,2	4,9	3,6
Afrique du Sud	1,2	1,1	1,2	2,2	2,7
<b>AMERIQUE</b>	<b>1,9</b>	<b>3,6</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,6</b>
<b>OCEANIE</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEUBU)

### II.2.1.2. Balance des services

Le solde déficitaire des services s'est allégé en 2020 par rapport à l'année précédente, s'établissant à -296.547,7 contre -327.416,8 MBIF. Cet allègement est tiré, à la fois, par la hausse des exportations de services (+19.940,9 MBIF) et par la baisse des importations de services (-10.928,3 MBIF).

### II.2.1.2.1. Les exportations des services

Les exportations des services ont augmenté de 13,7%, s'établissant à 165.127,6 contre 145.186,7 MBIF, en liaison avec l'accroissement des services aux entreprises (+43,5%) principalement la rubrique des « services professionnels et de conseil en gestion ». Les services fournis par les administrations publiques

**Tableau 22 : Exportations des services (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
1. Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Services d'entretien et de réparation n.i.a.	0,0	0,0	132,1	256,7	2 198,0
3. Services de transports	3 655,9	3 238,9	3 952,8	2 889,4	3 766,9
<i>dont: Fret</i>	<i>1 316,0</i>	<i>812,4</i>	<i>1 035,6</i>	<i>1 887,4</i>	<i>2 841,1</i>
<i>Passagers</i>	<i>1 947,3</i>	<i>2 346,8</i>	<i>2 743,8</i>	<i>913,3</i>	<i>14,7</i>
4. Services de voyages	3 132,1	5 197,7	6 983,3	4 474,5	1 392,8
<i>a. professionnels</i>	<i>372,7</i>	<i>735,9</i>	<i>550,1</i>	<i>628,5</i>	<i>381,2</i>
<i>b. personnels</i>	<i>2 759,4</i>	<i>4 461,8</i>	<i>6 433,2</i>	<i>3 846,0</i>	<i>1 011,6</i>
5. Services de construction	0,0	0,0	2 266,5	0,0	485,4
6. Services d'assurance et de pension	2 153,4	1 539,6	1 400,1	2 926,0	5 480,9
7. Services financiers (autres qu'assurance)	1 958,9	1 456,9	1 385,4	767,9	951,7
8. Services d'utilisation de la propriété intellectuelle	0,4	23,7	0,0	0,0	0,0
9. Services de télécommunications, d'informatique et d'information	5 974,6	5 471,7	7 438,3	5 712,2	7 989,3
10. Autres services aux entreprises	12 325,7	12 660,3	19 780,7	25 934,4	37 218,8
11. Services personnels, culturels et récréatifs	53,7	0,0	38,6	26,3	68,8
12. Services fournis par les administrations publiques, n.i.a	91 515,2	139 607,3	143 687,8	102 199,3	105 574,9
<b>TOTAL</b>	<b>120 769,9</b>	<b>169 196,2</b>	<b>187 065,5</b>	<b>145 186,7</b>	<b>165 127,6</b>

Source: BRB



qui constituent la principale composante des exportations de services, ont légèrement augmenté (+3,3%)

### II. 2.1.2.2. Les importations des services

Les importations des services ont légèrement diminué (-2,3%), s'établissant à 461.675,2 contre

472.603,5 MBIF en 2019.

Cette diminution est principalement imputable aux services de voyage (-52,5%) et de construction (-24,3%) qui ont été partiellement contrebalancé par la hausse des services reçus par les administrations publiques (+63,7%) et les services de transports (+2,9%).

**Tableau 23 : Importations des services (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
1. Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Services d'entretien et de réparation n.i.a.	0,0	297,8	0,0	32,1	334,6
3. Services de transports	205 106,7	256 727,4	274 254,2	304 189,8	313 115,9
<i>dont: Fret</i>	173 531,7	216 989,5	240 086,7	268 517,5	290 616,5
<i>Passagers</i>	29 759,0	36 967,3	31 744,2	34 101,2	21 475,4
4. Services de voyage	45 871,2	41 481,7	40 635,1	46 759,7	22 214,8
<i>a. professionnels</i>	17 414,9	20 081,4	22 427,3	26 774,4	8 223,8
<i>b. personnels</i>	28 456,3	21 400,3	18 207,8	19 985,3	13 991,0
5. Services de construction	1 644,0	3 388,3	3 188,0	29 594,7	22 389,7
6. Services d'assurance et de pension	3 692,9	4 052,1	2 078,7	2 789,5	2 362,0
7. Services financiers (autres qu'assurance)	6 144,9	4 375,3	3 918,9	1 644,7	1 588,1
8. Services d'utilisation de la propriété intellectuelle	249,7	33,2	0,0	0,0	0,2
9. Services de télécommunications, d'informatique et d'information	8 907,8	13 900,7	15 300,0	18 225,4	19 037,8
10. Autres services aux entreprises	28 706,0	36 368,5	34 074,2	51 176,1	50 358,1
11. Services personnels, culturels et récréatifs	59,0	46,1	23,6	14,5	509,7
12. Services aux administrations publiques, n.c.a	55 505,5	39 867,7	23 808,5	18 176,9	29 764,4
<b>TOTAL</b>	<b>355 887,7</b>	<b>400 538,8</b>	<b>397 281,1</b>	<b>472 603,5</b>	<b>461 675,2</b>

Source: BRB

### II.2.1.3. Les revenus primaires

Le compte des revenus primaires est essentiellement constitué de la rémunération des salariés et de celle des revenus des investissements.

En 2020, il s'est soldé par un excédent de

32.444,8 contre 16.000,3 MBIF en 2019.

Cette augmentation a résulté de l'accroissement des rémunérations des salariés (48.500,7 contre 29.114,8 MBIF) qui a l'emporté sur le creusement du solde déficitaire des revenus d'investissements (-16.055,9 contre -13.111,9 MBIF).

**Tableau 24 : Solde des revenus primaires (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>1. Rémunérations des salariés</b>	<b>10 979,3</b>	<b>15 158,7</b>	<b>20 494,5</b>	<b>29 114,8</b>	<b>48 500,7</b>
Crédit	18 360,3	23 054,0	27 198,3	35 835,2	54 250,1
Débit	7 381,1	7 895,3	6 703,9	6 720,5	5 749,4
<b>2. Revenus des investissements</b>	<b>-13 333,1</b>	<b>-12 189,7</b>	<b>-9 013,9</b>	<b>-13 111,9</b>	<b>-16 055,9</b>
Crédit	446,6	4 523,7	2 645,8	438,8	413,6
Débit	13 779,8	16 713,5	11 659,7	13 550,7	16 469,4
<b>3. Autres revenus primaires</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-2,5</b>	<b>0,0</b>
Crédit	0,0	13,0	0,0	0,0	0,0
Débit	0,0	13,1	0,0	2,5	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>-2 353,9</b>	<b>2 968,8</b>	<b>11 480,5</b>	<b>16 000,3</b>	<b>32 444,8</b>

Source: BRB



### II.2.1.4. Les revenus secondaires

Le solde excédentaire des revenus secondaires s'est accru de 20,7%, s'établissant à 799.563,9

contre 662.281,0 MBIF, en raison de l'accroissement des transferts courants du secteur privé (+30,4%). Par contre, les transferts courants du secteur public ont baissé de 23,3%.

**Tableau 25 : Revenus secondaires (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>1. Administrations publiques</b>	<b>74 081,4</b>	<b>70 390,1</b>	<b>57 043,8</b>	<b>118 877,2</b>	<b>91 159,6</b>
Crédit	74 187,9	74 089,5	57 043,8	118 877,2	109 715,3
Débit	106,5	3 699,4	0,0	0,0	18 555,6
<b>2. Secteur privé</b>	<b>290 973,7</b>	<b>339 582,1</b>	<b>391 411,2</b>	<b>543 403,9</b>	<b>708 404,3</b>
Crédit	338 981,5	380 920,0	448 920,4	588 240,8	738 699,7
Débit	48 007,8	41 337,9	57 509,2	44 837,0	30 295,4
<b>a. Transferts personnels</b>	<b>18 268,9</b>	<b>16 009,4</b>	<b>31 203,4</b>	<b>108 516,8</b>	<b>184 354,9</b>
Crédit	38 977,2	35 350,5	58 965,7	134 045,6	207 754,9
Débit	20 708,3	19 341,1	27 762,3	25 528,8	23 400,0
<b>b. Autres transferts courants</b>	<b>272 704,8</b>	<b>323 572,7</b>	<b>360 207,8</b>	<b>434 887,1</b>	<b>524 049,4</b>
Crédit	300 004,3	345 569,5	389 954,7	454 195,3	530 944,8
Débit	27 299,4	21 996,7	29 746,9	19 308,2	6 895,4
<b>TOTAL</b>	<b>365 055,1</b>	<b>409 972,2</b>	<b>448 455,1</b>	<b>662 281,0</b>	<b>799 563,9</b>

Source: BRB

### II.2.2. Compte de capital

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 259.195,1 contre 250.739,6 MBIF l'année précédente, soit une augmentation

de 3,4%.

Ces transferts de capital sont essentiellement constitués des dons projets au profit de l'administration publique (98,9%).

**Tableau 26 : Compte de capital (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>1. Administrations publiques</b>	<b>116 948,3</b>	<b>142 845,8</b>	<b>211 207,0</b>	<b>252 873,3</b>	<b>256 372,3</b>
Crédit	119 018,5	144 288,2	211 336,6	253 937,0	257 023,4
Débit	2 070,2	1 442,3	129,5	1 063,7	651,1
<b>2. Autres secteurs</b>	<b>-365,4</b>	<b>-678,3</b>	<b>-163,4</b>	<b>-2 133,7</b>	<b>2 822,8</b>
Crédit	380,2	839,7	551,6	199,5	3 167,8
Débit	745,6	1 518,0	715,0	2 333,2	345,0
<b>TOTAL</b>	<b>116 582,9</b>	<b>142 167,5</b>	<b>211 043,6</b>	<b>250 739,6</b>	<b>259 195,1</b>

Source: BRB

### II.2.3. Compte d'opérations financières

Le compte financier a dégagé un besoin de financement moins allégé par rapport à celui de l'année précédente, s'établissant à -389.718,3 contre -425.335,9 MBIF, en rapport avec la

diminution du déficit des autres investissements (335.507,6 contre 506.208,6 MBIF).

Les avoirs de réserves ont baissé de 39.682,0 MBIF en 2020 alors qu'ils avaient augmenté de 81.420,8 MBIF en 2019.

**Tableau 27 : Compte des opérations financières (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>1. INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	<b>-109 120,5</b>	<b>-269 748,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-548,0</b>	<b>-14 528,7</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	35,5	17,2	0,0	1 380,6	2 174,5
Accroissement net des passifs	109 156,0	269 765,2	0,0	1 928,6	16 703,3
<b>2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	<b>-3 865,0</b>	<b>75 621,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	78 343,5	0,0	0,0	0,0
Accroissement net des passifs	3 865,0	2 721,9	0,0	0,0	0,0
<b>3. DERIVES FINANCIERS</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net des passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>4. AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	<b>-275 782,5</b>	<b>-314 053,2</b>	<b>-374 708,1</b>	<b>-506 208,6</b>	<b>-335 507,6</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	14 879,0	157 810,3	119 112,2	69 280,9	189 508,9
<b>4.1 Autres participations</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>188,1</b>	<b>0,0</b>
<b>4.2 Numéraires et dépôts/Monnaie fiduciaire et dépôts</b>	<b>-82 155,6</b>	<b>13 810,8</b>	<b>4 015,7</b>	<b>-5 321,0</b>	<b>90 557,0</b>
<i>Banque centrale</i>	<i>4 042,3</i>	<i>7 172,7</i>	<i>4 749,3</i>	<i>3 998,4</i>	<i>38 298,3</i>
<i>Administration publique</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Institutions de dépôts autres que la banque centrale</i>	<i>-86 197,9</i>	<i>6 638,1</i>	<i>-733,6</i>	<i>-9 385,8</i>	<i>46 983,9</i>
<i>Autres secteurs</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>66,5</i>	<i>5 274,8</i>
<b>4.3 Prêts</b>	<b>-639,0</b>	<b>-1 671,5</b>	<b>-2 413,4</b>	<b>225,3</b>	<b>1 005,0</b>
<i>Banque centrale</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Institutions de dépôts autres que la banque centrale</i>	<i>-704,9</i>	<i>-1 671,5</i>	<i>-2 413,4</i>	<i>-688,0</i>	<i>905,4</i>
<i>Administration publique</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Autres secteurs</i>	<i>66,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>913,3</i>	<i>99,6</i>
<b>4.4. Crédits commerciaux (accordés)</b>	<b>97 838,8</b>	<b>143 060,1</b>	<b>120 391,4</b>	<b>69 586,1</b>	<b>99 662,7</b>
<i>Banque centrale</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Institutions de dépôts autres que la banque centrale</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Administration publique</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Autres secteurs</i>	<i>97 838,8</i>	<i>143 060,1</i>	<i>120 391,4</i>	<i>69 586,1</i>	<i>99 662,7</i>
<b>4.5. Autres comptes à recevoir</b>	<b>-165,2</b>	<b>2 610,9</b>	<b>-2 881,5</b>	<b>4 602,4</b>	<b>-1 715,8</b>
4.2 Accroissement net des passifs	290 661,5	471 863,5	493 820,2	575 489,5	525 016,5
<b>4.1 Autres participations</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>4.2 Numéraires et dépôts/Monnaie fiduciaire et dépôts</b>	<b>-4 794,1</b>	<b>31 189,3</b>	<b>-1 920,9</b>	<b>17 058,1</b>	<b>31 185,3</b>
<i>Banque centrale</i>	<i>-764,5</i>	<i>4 876,0</i>	<i>2 882,4</i>	<i>1 863,5</i>	<i>-5 610,6</i>
<i>Administration publique</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Institutions de dépôts autres que la banque centrale</i>	<i>-4 029,6</i>	<i>26 313,2</i>	<i>-4 803,3</i>	<i>13 830,6</i>	<i>18 088,6</i>
<i>Autres secteurs</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1,363,9</i>	<i>18,707,3</i>
<b>4.3 Prêts</b>	<b>-26,924,6</b>	<b>-48,952,2</b>	<b>25,105,1</b>	<b>161,367,4</b>	<b>52,620,2</b>
<i>Banque centrale</i>	<i>-29 683,8</i>	<i>-28 353,1</i>	<i>-31 562,2</i>	<i>45 255,5</i>	<i>-41,133,8</i>
<i>Institutions de dépôts autres que la banque centrale</i>	<i>-8 940,8</i>	<i>-13 832,0</i>	<i>29 210,5</i>	<i>16 274,8</i>	<i>66 427,9</i>
<i>Administration publique</i>	<i>18 202,3</i>	<i>-1 825,9</i>	<i>29 309,9</i>	<i>99 706,0</i>	<i>27 475,9</i>
<i>Autres secteurs</i>	<i>-6 502,4</i>	<i>-4 941,1</i>	<i>-1 853,2</i>	<i>131,1</i>	<i>-149,8</i>
<b>4.4. Crédits commerciaux (réçus)</b>	<b>323 193,2</b>	<b>489 616,2</b>	<b>470 641,1</b>	<b>396 987,4</b>	<b>441 200,7</b>
<i>Banque centrale</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Institutions de dépôts autres que la banque centrale</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Administration publique</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Autres secteurs</i>	<i>323 193,2</i>	<i>489 616,2</i>	<i>470 641,1</i>	<i>396 987,4</i>	<i>441 200,7</i>
<b>4.5. Autres comptes à payer</b>	<b>-813,0</b>	<b>10,3</b>	<b>-5,1</b>	<b>76,6</b>	<b>10,4</b>
<b>5. AVOIRS DE RESERVES</b>	<b>-64 008,3</b>	<b>4 514,4</b>	<b>-53 643,6</b>	<b>81 420,8</b>	<b>-39 682,0</b>
<b>SOLDE DU COMPTE FINANCIER</b>	<b>-452 776,3</b>	<b>-503 665,2</b>	<b>-428 351,6</b>	<b>-425 335,9</b>	<b>-389 718,3</b>

Source: BRB

## II.3. Finances Publiques

En 2020, les finances publiques (dons compris) se sont soldées par un déficit plus important que celui de l'année précédente (404.270,0 contre

270.521,4 MBIF). Le déficit global (dons compris) s'est établi à 6,1 contre 4,4% du PIB en 2019.

**Tableau 28 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020	Prévisions 2020	Tx de réal.
<b>A. RECETTES ET DONNS</b>	<b>757 076,6</b>	<b>898 430,8</b>	<b>1 048 225,7</b>	<b>1 244 007,7</b>	<b>1 300 015,5</b>	<b>1 374 948,9</b>	<b>94,6</b>
1. RECETTES	638 058,1	754 142,6	836 889,2	990 070,8	1 073 267,4	990 829,0	<b>108,3</b>
Recettes fiscales	584 607,6	699 090,9	770 877,9	890 452,3	970 491,0	917 418,6	<b>105,8</b>
Recettes non fiscales	53 328,2	55 051,7	66 011,3	99 618,4	102 776,4	73 410,5	<b>140,0</b>
Recettes exceptionnelles	122,3	-	-	-	-	33 255,4	
2. DONNS	119 018,5	144 288,2	211 336,6	253 936,9	226 748,1	350 864,6	<b>64,6</b>
Dons courants	-	-	-	-	-	-	
Dons en capital	119 018,5	144 288,2	211 336,6	253 936,9	226 748,1	350 864,6	<b>64,6</b>
<b>B. DEPENSES</b>	<b>1 044 038,8</b>	<b>1 145 251,2</b>	<b>1 312 439,4</b>	<b>1 514 529,1</b>	<b>1 704 285,4</b>	<b>1 546 229,9</b>	<b>110,2</b>
a. Dépenses courantes	783 014,0	863 733,7	914 155,8	929 222,8	1 318 231,3	947 821,5	<b>139,1</b>
dont: Dépenses sur biens et services	512 645,4	546 058,3	578 213,8	603 298,9	728 860,6	587 038,5	<b>124,2</b>
Salaires	359 088,0	385 815,5	408 657,4	441 630,5	532 122,9	453 901,5	<b>117,2</b>
Achats de biens et autres services	153 557,4	160 242,9	169 556,4	161 668,4	196 737,6	133 137,0	<b>147,8</b>
Subventions et autres transferts	219 550,8	278 331,0	290 373,5	289 936,8	508 935,2	280 007,7	<b>181,8</b>
<b>SOLDE COURANT HORS DONNS</b>	<b>-144 955,9</b>	<b>-109 591,0</b>	<b>-77 266,7</b>	<b>60 848,0</b>	<b>-244 963,9</b>	-	-
<b>SOLDE COURANT DONNS COMPRIS</b>	<b>-25 937,4</b>	<b>34 697,1</b>	<b>134 069,9</b>	<b>314 784,9</b>	<b>-18 215,8</b>	-	-
b. Dépenses en capital	261 024,7	281 517,5	398 283,5	585 306,3	386 054,1	598 408,5	<b>64,5</b>
<b>SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)</b>	<b>-405 980,7</b>	<b>-391 108,6</b>	<b>-475 550,2</b>	<b>-524 458,4</b>	<b>-631 018,1</b>	-	-
<b>SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits const.)</b>	<b>-286 962,2</b>	<b>-246 820,4</b>	<b>-264 213,6</b>	<b>-270 521,4</b>	<b>-404 270,0</b>	-	-
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>286 962,2</b>	<b>246 820,4</b>	<b>264 213,6</b>	<b>270 521,4</b>	<b>404 270,0</b>	-	-
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	18 202,3	-1 825,9	29 310,0	99 706,0	27 475,9	14 305,8	-
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	260 670,2	268 389,8	236 502,6	234 742,2	442 977,9	156 975,2	-
a. Secteur bancaire	224 809,4	228 782,2	248 385,9	252 972,2	397 087,9	126 694,9	-
b. Secteur non bancaire	35 860,8	39 607,6	-11 883,3	-18 230,0	45 890,0	30 280,4	-
<b>3. ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>8 089,7</b>	<b>-19 743,5</b>	<b>-1 598,9</b>	<b>-63 926,7</b>	<b>-66 183,9</b>	-	-
<b>En pourcentage du PIB</b>							
Recettes et dons	15,3	15,8	17,7	20,0	19,5	-	-
Dépenses	21,1	20,1	22,2	24,4	25,6	-	-
Solde primaire	-2,9	-1,9	-1,3	1,0	-3,7	-	-
Solde budgétaire global hors dons	-8,2	-6,9	-8,0	-8,4	-9,5	-	-
Solde budgétaire global dons inclus	-5,8	-4,3	-4,5	-4,4	-6,1	-	-
<b>Pour mémoire: PIB ( en milliards de BIF)</b>	<b>4 938 204,0</b>	<b>5 702 100,0</b>	<b>5 914 419,0</b>	<b>6 216 903,0</b>	<b>6 655 687,0</b>	-	-

Source : MFBPE et BRB

### II.3.1. Recettes et dons

Les ressources totales de l'Etat se sont accrues de 4,5%, s'établissant à 1.300,0 contre 1.244,0 Mds de BIF, en liaison avec l'augmentation des recettes intérieures (8,4%), les dons ayant

diminué de 10,7%. Par rapport aux prévisions budgétaires (1.374,9 Mds de BIF), le taux de réalisation des ressources totales de l'Etat a été de 94,6% contre 97,0% l'année précédente.

Tableau 29 : Recettes et dons (en MBIF)

	2016	2017	2018	2019	2020	2020/2019	%
<b>I. RECETTES</b>	<b>638 058,1</b>	<b>754 142,6</b>	<b>836 889,2</b>	<b>990 070,8</b>	<b>1 073 267,4</b>	<b>83 196,6</b>	<b>8,4</b>
<b>1. RECETTES FISCALES</b>	<b>584 607,5</b>	<b>699 090,9</b>	<b>770 877,9</b>	<b>890 452,3</b>	<b>970 491,0</b>	<b>80 038,6</b>	<b>9,0</b>
- Impôts sur les revenus	132 475,0	151 525,7	171 677,7	218 012,3	218 521,2	508,9	0,2
Sociétés	75 708,5	76 039,2	106 417,0	147 127,6	139 866,5	-7 261,1	-4,9
Personnes physiques	56 333,6	75 233,5	64 979,4	70 668,6	78 461,2	7 792,6	11,0
Autres impôts sur les revenus	432,9	253,0	281,3	216,1	193,4	-22,6	-10,5
- Impôts sur le commerce intérieur	351 777,2	465 995,0	508 706,0	570 335,5	622 408,0	52 072,5	9,1
Taxes sur les transactions	221 771,7	270 127,5	300 362,4	340 843,1	370 183,7	29 340,6	8,6
Taxes de consommation sur le tabac	3 811,0	4 085,2	4 507,1	4 576,0	4 724,7	148,7	3,2
Taxes de consomm./bière et boiss. gaz.	75 573,2	93 542,6	98 533,2	103 359,3	110 150,1	6 790,8	6,6
Autres impôts intérieurs	50 621,2	98 239,7	105 303,4	121 557,1	137 349,5	15 792,4	13,0
- Impôts sur le commerce extérieur	67 178,7	68 075,1	75 904,2	90 806,4	121 784,6	30 978,2	34,1
Taxes à l'importation	59 111,6	57 863,7	66 621,7	82 159,9	114 162,7	32 002,9	39,0
Taxes à l'exportation	425,8	419,5	1 099,2	324,0	187,5	-136,5	-42,1
Autres impôts sur le commerce extérieur	7 641,2	9 791,9	8 183,3	8 322,5	7 434,4	-888,1	-10,7
Compensation COMESA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres recettes fiscales	33 176,7	13 495,2	14 589,9	11 298,1	7 777,2	-3 521,0	-31,2
<b>2. RECETTES NON FISCALES</b>	<b>53 328,2</b>	<b>55 051,7</b>	<b>66 011,3</b>	<b>99 618,4</b>	<b>102 776,4</b>	<b>3 158,0</b>	<b>3,2</b>
- Dividendes	11 924,6	10 734,2	16 607,1	41 922,6	43 507,4	1 584,8	3,8
- Autres recettes	41 403,6	44 317,5	49 404,2	57 695,8	59 269,0	1 573,2	2,7
<b>3. RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>122,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>II. DONDS</b>	<b>119 018,5</b>	<b>144 288,2</b>	<b>211 336,6</b>	<b>253 936,9</b>	<b>226 748,1</b>	<b>-27 188,8</b>	<b>-10,7</b>
<b>1. Dons courants</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>2. Dons en capital</b>	<b>119 018,5</b>	<b>144 288,2</b>	<b>211 336,6</b>	<b>253 936,9</b>	<b>226 748,1</b>	<b>-27 188,8</b>	<b>-10,7</b>
<b>TOTAL</b>	<b>757 076,6</b>	<b>898 430,8</b>	<b>1 048 225,8</b>	<b>1 244 007,7</b>	<b>1 300 015,5</b>	<b>56 007,8</b>	<b>4,5</b>

Source : MFBPE et BRB

#### II.3.1.1. Recettes

Les recettes intérieures de l'Etat ont augmenté de 8,4% par rapport à l'année précédente (1.073.267,4 contre 990.070,8 MBIF), en rapport avec l'accroissement des recettes fiscales (9,0%) et non fiscales (3,2%). Les recettes intérieures ont été réalisées à hauteur de 108,3%.

##### II.3.1.1.1. Recettes fiscales

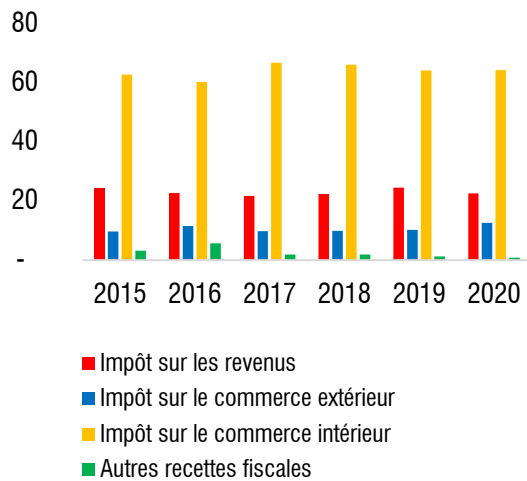
Les recettes fiscales se sont accrues de 9,0%,

passant de 890.452,3 à 970.491,0 MBIF, grâce à la performance de la collecte fiscale par l'Office Burundais des Recettes.

Le taux de réalisation s'est établi à 105,8 contre 110,4 % l'année précédente. La progression des recettes fiscales a porté sur l'impôt sur le commerce intérieur (+52.072,5MBIF), l'impôt sur le commerce extérieur (+30.978,2 MBIF) et l'impôt sur le revenu (+508,9 MBIF), les autres recettes fiscales ayant diminué de 3.521,0 MBIF.

La structure des recettes fiscales montre qu'elles sont dominées par l'impôt sur le commerce intérieur (64,1%) suivi par l'impôt sur les revenus (22,5%) et par l'impôt sur le commerce extérieur (12,5%), les autres recettes représentant 0,8%.

**Graphique 5: Composition des recettes fiscales (en % du total)**



Source : BRB sur base des statistiques MFBPE

### II.3.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont augmenté de 3,2%, passant de 99.618,4 à 102.776,4 MBIF. Cette hausse est liée à la progression aussi bien des dividendes (+1.584,8 MBIF) que des « autres recettes » (+1.573,2 MBIF)

### II.3.1.2. Dons

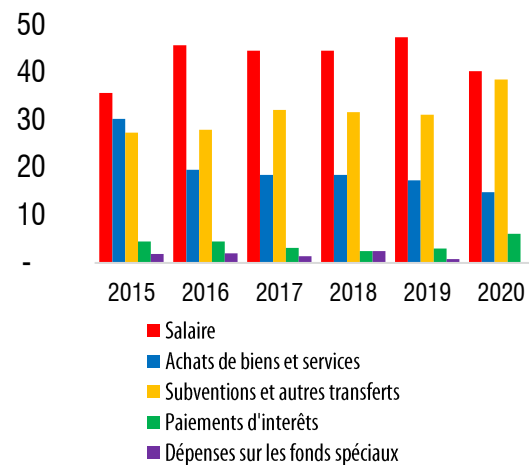
Les appuis extérieurs ont régressé de 10,7% par rapport à l'année précédente (226.748,1 contre 253.936,9 MBIF). Par rapport aux prévisions de 350.864,6 MBIF, les dons ont été réalisés à hauteur de 64,6%.

### II.3.2. Dépenses

Par rapport à l'année précédente, les dépenses publiques ont progressé de 12,5%, passant de 1.514,5 à 1.704,3 Mds de BIF. Cette progression a concerné les dépenses courantes (+41,9%) pendant que les dépenses en capital ont diminué (-34,0%). Les dépenses courantes et en capital représentaient 77,3% et 22,7% des dépenses totales respectivement. Les dépenses courantes sont principalement constituées de salaires (40,4%), des achats de biens et autres services (14,9%), des subventions et autres transferts

(38,6%) ainsi que des paiements d'intérêts (6,1%).

**Graphique 6 : Structure des dépenses courantes (en %)**



Source : BRB sur base de statistiques du MFBPE

Les dépenses en capital ont été financées par des ressources internes (29,3%) et par des ressources externes, sous forme de dons en capital (58,7%) et de tirages sur emprunts extérieurs (12%).

### II.3.3. Solde global et financement

Le déficit des finances publiques (dons compris) s'est établi à 404.270,0 contre 270.521,4 MBIF en 2019 et a été principalement financé par les ressources intérieures. Le financement intérieur net a augmenté (+88,7%), s'établissant à 442.977,9 contre 234.742,2 MBIF, en rapport avec la hausse des engagements nets de l'Etat envers le secteur bancaire (397.087,9 contre 252.972,2 MBIF) et non bancaire (45.890,0 contre -8.230,0 MBIF). Le financement extérieur net a diminué de 72,4% s'établissant à 27.475,9 contre 99.706,0 MBIF, principalement en rapport avec la baisse des tirages sur prêts directs (46.381,7 contre 117.453,5 MBIF).

### II.3.4. Dette publique

La dette publique s'est accrue de 19,0%, passant de 3.265,9 à 3.887,2 Mds de BIF. Cette augmentation a porté aussi bien sur la dette intérieure (+23,0%) que sur la dette extérieure (+9,2%). Rapportée au PIB, la dette publique totale représentait 58,4% en 2020 contre 52,5% en 2019.

**Tableau 30 : Structure de la dette publique (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>DETTE INTERIEURE</b>	<b>1 376 307,8</b>	<b>1 647 896,9</b>	<b>1 937 821,9</b>	<b>2 317 467,2</b>	<b>2 851 240,2</b>
1. Bons et obligations du Trésor	584 745,3	829 763,9	1 106 829,2	1 497 630,9	1 817 282,4
2. Engagements envers la B.R.B.	752 299,8	787 208,1	772 108,5	746 479,4	894 667,8
3. Autres	39 262,7	30 924,9	58 884,2	73 356,9	139 290,0
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	<b>723 848,1</b>	<b>778 292,4</b>	<b>815 659,1</b>	<b>948 429,4</b>	<b>1 035 965,0</b>
1. Dette directe	721 700,0	776 284,5	813 791,5	946 831,8	1 034 523,7
2. Dette indirecte	2 148,1	2 008,0	1 867,6	1 597,6	1 441,4
<b>TOTAL</b>	<b>2 100 156,0</b>	<b>2 426 125,9</b>	<b>2 753 481,0</b>	<b>3 265 896,6</b>	<b>3 887 205,2</b>
<b>En % de l'encours total</b>					
<b>DETTE INTERIEURE</b>	<b>65,5</b>	<b>67,9</b>	<b>70,4</b>	<b>71,0</b>	<b>73,3</b>
1. Bons et obligations du Trésor	27,8	34,2	40,2	45,9	46,8
2. Engagements envers la B.R.B.	35,8	32,4	28,0	22,9	23,0
3. Autres	1,9	1,3	2,1	2,2	3,6
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	<b>34,5</b>	<b>32,1</b>	<b>29,6</b>	<b>29,0</b>	<b>26,7</b>
1. Dette directe	34,4	32,0	29,6	29,0	26,6
2. Dette indirecte	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>En pourcentage du PIB</b>					
DETTE INTERIEURE	28,4	28,9	32,8	37,3	42,8
DETTE EXTERIEURE	14,9	13,6	13,8	15,3	15,6
<b>TOTAL</b>	<b>43,3</b>	<b>42,5</b>	<b>46,6</b>	<b>52,5</b>	<b>58,4</b>
<b>Pour mémoire: PIB en Mds BIF</b>	<b>4 848,2</b>	<b>5 702,1</b>	<b>5 914,4</b>	<b>6 216,9</b>	<b>6 655,6</b>

Source: BRB et MFBPE

### II.3.4.1. Dette intérieure

La dette intérieure a augmenté de 23,0%, passant de 2.317,5 à 2.851,2 Mds de BIF. Cet accroissement essentiellement lié à l'augmentation des engagements de l'Etat envers les banques commerciales (+339.694,6 MBIF) principalement sous forme de titres du trésor et envers la Banque

Centrale (+148.188,4 MBIF).

L'encours des titres du Trésor a augmenté de 21,3%, passant de 1.497,6 à 1.817,3 Mds de BIF. Cette augmentation a porté aussi bien sur les obligations (+20,4%) que sur les bons du Trésor (+38,9%).

**Tableau 31 : Encours des titres du Trésor (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>A. Banques Commerciales</b>	<b>438 079,6</b>	<b>643 490,6</b>	<b>932 439,2</b>	<b>1 341 470,9</b>	<b>1 615 232,4</b>
Bons	314 364,2	459 750,2	88 202,7	57 683,0	90 484,0
Obligations	123 715,4	183 740,4	844 236,5	1 283 787,9	1 524 748,4
<b>B. Secteur non Bancaire</b>	<b>146 665,7</b>	<b>186 273,3</b>	<b>174 390,0</b>	<b>156 160,0</b>	<b>202 050,0</b>
Bons	138 826,7	136 090,0	103 240,0	17 860,0	14 450,0
Obligations	7 839,1	50 183,3	71 150,0	138 300,0	187 600,0
<b>Total général</b>	<b>584 745,3</b>	<b>829 763,9</b>	<b>1 106 829,2</b>	<b>1 497 630,9</b>	<b>1 817 282,4</b>
Total Bons	453 190,9	595 840,2	191 442,7	75 543,0	104 934,0
Total Obligations	131 554,5	233 923,7	915 386,5	1 422 087,9	1 712 348,4

Source: BRB

### II.3.4.2. Dette extérieure

L'encours de la dette extérieure s'est accru de 9,2%, passant de 948,4 à 1.036,0 Mds BIF d'une fin d'année à l'autre. Cet accroissement a résulté des tirages sur emprunts extérieurs (46.381,7 MBIF) et des plus-values de réévaluation (60.059,7 MBIF) qui ont contrebalancé l'amortissement de la dette (18.905,8 MBIF).

Les nouveaux tirages ont porté sur la dette directe provenant principalement de la BADEA (16.802,4 MBIF), d'EXIM BANK (16.732,5 MBIF), de l'OFID (11.001,7 MBIF) et du Fonds Koweïtien (1.845,1 MBIF). Ces financements ont été orientés vers le secteur routier (55,2%), le secteur agricole (8,7%) et autres projets (36,1%).

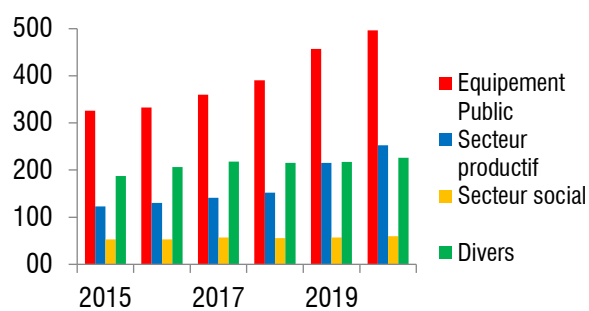
Tableau 32 : Dette extérieure (en MBIF)

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>I. DETTE DIRECTE</b>					
a. Encours début période	688 985,1	722 482,7	776 284,5	813 791,5	946 831,8
b. Tirages	25 498,2	14 165,9	41 254,6	117 453,5	46 381,7
c. Réévaluation	15 162,1	55 385,7	8 005,2	32 998,4	60 005,3
d. Amortissements	7 162,8	15 749,8	11 752,8	17 411,6	18 695,1
e. Encours fin période	722 482,7	776 284,5	813 791,5	946 831,8	1 034 523,7
<b>II. DETTE INDIRECTE</b>					
a. Encours début période	2 249,4	2 148,1	2 008,0	1 867,6	1 597,6
b. Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Réévaluation	31,9	101,8	51,5	65,9	54,4
d. Amortissements	133,2	242,0	191,8	335,9	210,6
e. Encours fin période	2 148,1	2 008,0	1 867,6	1 597,6	1 441,4
<b>DETTE TOTALE (I et II)</b>					
a. Encours début période	691 234,5	724 630,8	778 292,4	815 659,1	948 429,4
b. Tirages	25 498,2	14 165,9	41 254,6	117 453,5	46 381,7
c. Réévaluation	15 194,0	55 487,5	8 056,7	33 064,3	60 059,7
d. Amortissements	7 295,9	15 991,7	11 944,6	17 747,5	18 905,8
e. Encours fin période	724 630,8	778 292,4	815 659,1	948 429,4	1 035 965,0
<b>DETTE TOTALE/ PIB (en %)</b>	<b>14,9</b>	<b>13,6</b>	<b>14,0</b>	<b>15,2</b>	<b>14,4</b>
<b>Pour mémoire: PIB (en Mds BIF)</b>	<b>4 848,2</b>	<b>5 702,1</b>	<b>5 816,7</b>	<b>6 254,8</b>	<b>6 655,6</b>

Source: BRB et MFBPE

La dette extérieure a principalement financé les équipements publics (47,9%), les secteurs productifs (24,5%), les projets divers (21,8%) et les secteurs sociaux (5,8%)

Graphique 7: Dette extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)



Source: BRB sur base des statistiques du MFBPE

### II.3.4.3. Service de la dette

En 2020, le service de la dette publique a baissé de 3,9%, s'établissant à 69.089,3 contre 71.865,5 MBIF l'année précédente. Cette diminution a principalement porté sur le remboursement de la dette intérieure en principal (25.656,0 contre 26.985,5 MBIF) et en intérêts (16.105,8 contre 17.516,9 MBIF).

Le ratio du service de la dette par rapport aux recettes intérieures a diminué, se fixant à 5,3 contre 5,8% l'année précédente. Le ratio du service de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation de biens et services non facteurs s'est accru, passant de 5,0 à 5,3% d'une année à l'autre.



**Tableau 33: Service de la dette (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>En millions de BIF</b>					
<b>Service de la dette publique supporté par le budget</b>	<b>54 810,7</b>	<b>67 331,0</b>	<b>66 464,0</b>	<b>71 865,5</b>	<b>69 089,3</b>
. Dette intérieure	41 153,4	43 528,7	49 416,2	44 502,4	41 761,8
Principal	24 398,1	24 693,2	31 229,2	26 985,5	25 656,0
Intérêts	16 755,3	18 835,5	18 187,0	17 516,9	16 105,8
. Dette extérieure	13 657,3	23 802,3	17 047,9	27 363,1	27 327,5
Principal	7 295,9	15 991,7	11 944,6	17 747,5	18 905,8
Intérêts	6 361,4	7 810,6	5 103,3	9 615,6	8 421,7
<b>Recettes d'exportations de biens et services non facteurs</b>	<b>327 079,4</b>	<b>467 696,2</b>	<b>535 898,3</b>	<b>552 106,0</b>	<b>520 070,6</b>
<b>En pourcentage</b>					
<b>Service de la dette publique par rapport aux dépenses du budget</b>	<b>5,2</b>	<b>5,9</b>	<b>5,1</b>	<b>4,7</b>	<b>4,1</b>
. Dette intérieure	3,9	3,8	3,8	2,9	2,5
. Dette extérieure	1,3	2,1	1,3	1,8	1,6
<b>Service de la dette publique par rapport aux ressources du budget</b>	<b>7,2</b>	<b>7,5</b>	<b>6,3</b>	<b>5,8</b>	<b>5,3</b>
. Dette intérieure	5,4	4,9	4,7	3,6	3,2
. Dette extérieure	1,8	2,7	1,6	2,2	2,1
<b>Service de la dette ext./recettes d'export. de biens et services non facteurs</b>	<b>4,2</b>	<b>5,1</b>	<b>3,2</b>	<b>5,0</b>	<b>5,3</b>

Source: MFBPE et BRB

## II.4. Secteur monétaire et financier

### II.4.1. Situation monétaire

Les ressources et les emplois des institutions de dépôt se sont accrus à un rythme plus accéléré

que celui de l'année précédente (24,7 contre 21,1%), s'établissant à 3.270,3 contre 2.621,2 Mds de BIF. Cette accélération a porté, à la fois, sur la masse monétaire M3 (23,8 contre 22,6%) et les autres ressources (29,6 contre 13,5%).

**Tableau 34: Situation monétaire à fin d'année (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>a) Avoirs extérieurs bruts</b>	291 920,8	340 133,2	289 845,9	<b>381 432,6</b>	<b>446 649,7</b>
<b>b) Engagements extérieurs</b>	468 443,9	494 533,2	493 046,9	<b>587 772,9</b>	<b>651 665,8</b>
<b>c) Créances nettes sur l'Etat</b>	905 857,4	1 112 214,4	1 337 534,0	1 618 917,6	2 025 791,8
<i>Crédit à l'Etat</i>	1 227 512,5	1 461 623,5	1 763 431,9	2 158 766,3	2 647 828,5
<i>Dépôts du secteur gouvernemental</i>	321 655,1	349 409,1	425 897,9	539 848,7	622 036,7
<b>d) Créances sur l'économie</b>	861 265,0	892 751,8	1 031 951,6	1 208 667,7	1 449 543,0
<i>Crédit</i>	843 560,6	872 004,7	1 009 475,3	1 173 629,2	1 389 617,7
<i>Autres créances</i>	17 704,4	20 747,1	22 476,3	35 038,5	59 925,3
<b>RESSOURCES (I+II) = EMPLOIS (a-b+c+d)</b>	<b>1 590 599,3</b>	<b>1 850 566,2</b>	<b>2 166 284,6</b>	<b>2 621 245,0</b>	<b>3 270 318,7</b>
<b>I. MASSE MONÉTAIRE (M3)</b>	<b>1 187 101,8</b>	<b>1 499 512,9</b>	<b>1 797 468,9</b>	<b>2 202 818,6</b>	<b>2 728 029,9</b>
<b>-Masse monétaire (M2)</b>	1 093 131,8	1 340 926,6	1 625 958,7	2 014 729,8	2 520 701,4
<i>Monnaie (M1)</i>	810 347,2	995 743,0	1 210 240,6	1 430 096,8	1 800 172,3
<i>Circulation fiduciaire hors banques</i>	231 253,8	263 500,5	295 598,6	359 960,0	434 046,6
<i>Dépôts à vue</i>	579 093,4	732 242,5	914 642,0	1 070 136,8	1 366 125,7
<i>Quasi monnaie</i>	282 784,6	345 183,6	415 718,1	584 633,0	720 529,1
<b>-Dépôts en devises des résidents</b>	93 970,0	158 586,3	171 510,2	188 088,8	207 328,5
<b>II. AUTRES RESSOURCES</b>	<b>403 497,5</b>	<b>351 053,3</b>	<b>368 815,7</b>	<b>418 426,4</b>	<b>542 288,8</b>

Source: BRB

La croissance de la masse monétaire a été d'origine interne, avec une contribution de 23,7

points de pourcentage, celle des avoirs extérieurs nets n'ayant été que de 0,1 point de pourcentage.

**Tableau 35 : Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %)**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>MASSE MONETAIRE M3</b>	<b>7,8</b>	<b>26,3</b>	<b>19,9</b>	<b>22,6</b>	<b>23,8</b>
<b>1. Avoirs extérieurs nets</b>	<b>-9,1</b>	<b>1,9</b>	<b>-3,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,1</b>
<b>2. Avoirs intérieurs nets</b>	<b>17,0</b>	<b>24,4</b>	<b>23,1</b>	<b>22,8</b>	<b>23,7</b>
- Crédit intérieurs nets	22,8	20,0	24,3	25,5	29,3
<i>Créances nettes sur l'Etat</i>	19,9	17,4	15,0	15,7	18,4
<i>Créances sur l'économie</i>	2,9	2,6	9,3	9,8	10,9
- Autres postes nets	-5,8	4,4	-1,2	-2,7	-5,6

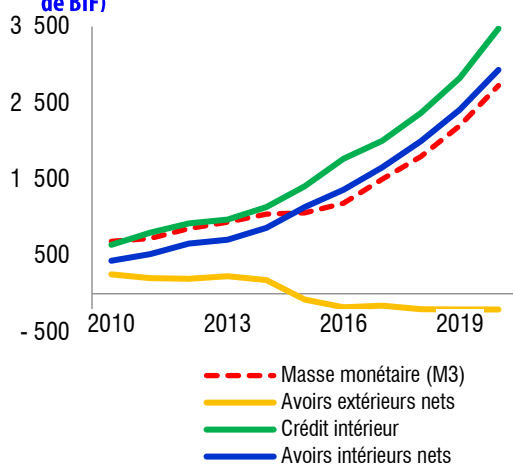
Source: BRB

## II.4.1.1. Masse monétaire et autres ressources

### II.4.1.1.1. Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire M3 (2.728,0 contre 2.202,8 Mds de BIF) a augmenté de 23,8% à fin décembre 2020 contre 22,6% à la fin de l'exercice précédent.

**Graphique 8: Masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)**



Source : BRB

Cette progression a été tirée, à la fois, par l'agrégat monétaire M2 (25,1 contre 23,9%) et les dépôts en devises des résidents (10,2 contre 9,7%).

S'agissant des composantes de M2, l'accélération

de la croissance a concerné l'augmentation des dépôts à vue (27,7 contre 17,0%), alors que celles de la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (20,6 contre 21,8%) et des dépôts à terme et d'épargne (23,2% contre 40,6%) ont ralenti leur rythme de croissance.

La part des disponibilités monétaires dans l'agrégat M3 a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente, passant de 65,0 à 66,0%, tandis que celles des dépôts à terme et d'épargne et des avoirs en devises des résidents ont légèrement diminué, s'établissant respectivement à 26,4 contre 26,5% et à 7,6 contre 8,5%.

### a. Monnaie

Les disponibilités monétaires se sont accrues de 25,9% contre 18,2% l'exercice précédent, en liaison avec l'augmentation des dépôts à vue en BIF (27,7 contre 17,0%) et de la circulation fiduciaire hors institutions de dépôt (20,6 contre 21,8%). La part des dépôts à vue dans M1 a légèrement augmenté (75,9 contre 74,9%) tandis que celle de la circulation fiduciaire a légèrement diminué (24,1 contre 25,1%).

La hausse des dépôts à vue en BIF a principalement porté sur les avoirs des ménages (41,7 contre 21,4%), des autres sociétés non-

**Tableau 36 : Dépôts à vue par détenteurs à fin d'année (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020		
				en %	en %		
Ménages	276 775,1	315 808,9	364 470,8	442 464,9	41,3	626 920,4	45,9
Autres sociétés non financières	198 178,4	298 478,2	435 018,3	508 679,3	47,5	596 964,2	43,7
Sociétés non financières publiques	26 859,1	34 852,6	31 328,4	23 681,2	2,2	28 337,7	2,1
Administrations locales	3 304,7	3 799,1	3 560,4	1 919,3	0,2	1 624,6	0,1
Etablissements financiers	6 477,2	6 295,8	7 176,6	10 257,9	1,0	7 490,8	0,5
Autres comptes	67 498,9	73 007,9	73 087,6	83 134,2	7,8	104 788,0	7,7
<b>TOTAL</b>	<b>579 093,4</b>	<b>732 242,5</b>	<b>914 642,1</b>	<b>1 070 136,8</b>	<b>100,0</b>	<b>1 366 125,7</b>	<b>100,0</b>

Source: BRB

financières (17,3 contre 16,9%) et ceux classés dans les autres comptes (26,0 contre 13,7%) et des sociétés non financières publiques (19,7 contre -24,4%).

La part des dépôts à vue des ménages (45,9 contre 41,3%) dans le total des dépôts à vue a légèrement augmenté tandis que celles des autres sociétés non financières (43,7 contre 47,5%), des sociétés non financières publiques (2,1 contre 2,2%) et de ceux classés dans les autres comptes (7,7 contre 7,8%) ont légèrement diminué.

## b. Dépôts à terme et d'épargne

Les dépôts à terme et d'épargne en BIF ont

**Tableau 37 : Dépôts à terme et d'épargne par détenteurs à fin d'année (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020	
					en %	en %
Ménages	161 611,1	181 441,8	205 643,7	270 265,8	46,2	42,0
Autres sociétés non financières	54 656,3	91 317,1	126 812,6	222 431,4	38,0	45,3
Sociétés non financières publiques	13 533,6	14 651,7	16 996,3	13 628,7	2,3	1,1
Administrations locales	33,3	51,1	172,5	207,3	0,0	0,0
Etablissements financiers	8 653,0	8 711,4	4 437,6	4 674,6	0,8	0,0
Autres comptes	44 297,3	49 010,9	61 655,4	73 425,2	12,6	11,6
<b>TOTAL</b>	<b>282 784,6</b>	<b>345 184,0</b>	<b>415 718,1</b>	<b>584 633,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: BRB

La part des dépôts des autres sociétés non financières s'est accrue (45,3 contre 38,0%) au détriment de celles des ménages (42,0 contre 46,2%), des sociétés non financières publiques (1,1 contre 2,3%) et des dépôts classés dans les autres comptes (11,6 contre 12,6%) qui ont légèrement diminué.

## c. Dépôts en devises des résidents

Les dépôts en monnaies étrangères ont augmenté de 10,2% à fin décembre 2020 contre 9,7% à fin décembre 2019, principalement en liaison avec l'accroissement des avoirs des ménages (15,3

augmenté de 23,2 contre 40,6% à la fin de l'année précédente, passant de 584.633,1 à 720.529,2 MBIF.

Ce fléchissement du taux de croissance des dépôts à terme a concerné ceux des autres sociétés non financières (46,7 contre 75,4%), des ménages (11,9 contre 31,4%) et ceux classés dans les autres comptes (14,2 contre 19,1%). Par contre, les avoirs à terme et d'épargne des sociétés non financières publiques ont continué à baisser comme à la fin de l'année précédente (-42,7 contre -19,8%).

contre 15,1%) et des autres sociétés non financières (22,6 contre -12,0%). En revanche, ceux classés dans les autres comptes ont diminué, après une importante augmentation enregistrée une année auparavant (-13,9 contre +38,2%).

La part des ménages (53,1 contre 50,8%) et celle des autres sociétés non financières (27 contre 24,3%) demeurent prépondérantes dans le total des dépôts en devises des résidents et se sont accrues, tandis que celle des dépôts classés dans les autres comptes a baissé (19,0 contre 24,4%). Les parts des autres catégories de détenteurs demeurent marginales.

**Tableau 38 : Dépôts en devises par détenteurs à fin d'année (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020	
					en %	en %
Ménages	48 918,9	71 731,0	83 000,8	95 529,0	50,8	53,1
Autres sociétés non financières	33 622,6	42 248,5	51 930,9	45 705,3	24,3	27,0
Sociétés non financières publiques	2 331,1	13 260,8	3 378,1	972,7	0,5	0,8
Administrations locales	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Etablissements financiers	70,5	1,4	1,4	1,4	0,0	0,0
Autres comptes	9 026,6	31 344,6	33 199,0	45 880,4	24,4	19,0
<b>TOTAL</b>	<b>93 970,0</b>	<b>158 586,3</b>	<b>171 510,2</b>	<b>188 088,8</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: BRB

### II.4.1.1.2. Autres ressources

Les autres ressources du système bancaire se sont accrues de 29,6% à fin décembre 2020 contre 13,5% à fin 2019, s'établissant à 542.288,8 contre 418.526,4 MBIF, principalement en liaison avec l'augmentation des fonds propres des banques commerciales (467.568,3 contre 365.7418 MBIF) et des dépôts à l'importation (63.218,3 contre 59.688,3 MBIF).

### II.4.1.2. Contreparties de la masse monétaire

Les contreparties de la masse monétaire ont progressé à un rythme plus rapide que celui de 2019, principalement en liaison avec l'augmentation du crédit intérieur, l'augmentation des avoirs extérieurs bruts ayant légèrement dépassé celle des engagements.

#### II.4.1.2.1. Avoirs et engagements extérieurs

En glissement annuel, les avoirs extérieurs bruts ont augmenté de 17,1% à fin décembre 2020 contre 31,6% en 2019, passant de 381.432,6 à 446.649,7 MBIF. De même, les engagements extérieurs se sont accrues d'une fin d'année l'autre (15,4 contre 19,2%), s'établissant à 651.665,8 contre 587.772,9 MBIF. Les réserves officielles ont diminué de 16,8% en glissement annuel, alors qu'elles s'étaient améliorées de 61,5% à fin

Tableau 39: Avoirs et engagements extérieurs (à fin d'année)

	2016	2017	2018	2019	2020
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	291 920,8	340 133,2	289 845,9	381 432,6	446 649,7
- dont réserves officielles (en MUSD)	95,4	102,2	70,3	113,5	94,3
Engagements extérieurs (en MBIF)	468 443,9	494 533,2	493 046,9	587 772,9	651 665,8
Taux de change (fin de période)	1 688,6	1 766,7	1 808,3	1 881,6	1 946,4

Source: BRB

### II.4.2. Facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Le total des facteurs autonomes de la liquidité bancaire s'est amélioré de 131.269,5 MBIF par rapport à fin décembre 2019, s'établissant à -78.648,5 contre -209.916,7 MBIF.

Cette amélioration est imputable à l'effet expansif lié à l'augmentation des créances nettes sur l'Etat (+85.732,9 MBIF), des créances nettes

décembre 2019.

Ces réserves couvraient 1,1 mois d'importations de biens et services à fin décembre 2020, contre 1,5 mois à fin décembre 2019.

#### II.4.1.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur (3.475,3 contre 2.827,6 Mds de BIF) s'est accru à un rythme plus accéléré qu'en 2019 (22,9 contre 19,3%), en liaison avec la progression, à la fois, de l'endettement net de l'Etat et des créances sur l'économie.

##### II.4.1.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

L'endettement net de l'Etat a progressé de 25,1 contre 21,0% en 2019, s'établissant à 2.025,8 contre 1.618,9 Mds de BIF. Cette progression a porté sur l'endettement net de l'Etat auprès des banques commerciales (24,9 contre 45,1%), principalement sous forme de titres du Trésor, et de la Banque Centrale (26,4 contre -26,4%).

##### II.4.1.2.2.2. Créances sur l'économie

En glissement annuel, les créances sur l'économie ont augmenté de 19,9% à fin décembre 2020, contre 17,1% une année auparavant, passant de 1.208,7 à 1.449,5 Mds de BIF, principalement en rapport avec l'accroissement des crédits à l'économie (18,4 contre 16,3%) et des autres créances (72,3 contre 54,7%)

sur l'étranger (+36.285,4 MBIF) et des divers nets (+98.139,8 MBIF) qui a largement dépassé l'incidence restrictive (-88.888,6 MBIF) exercée par l'augmentation des billets et pièces en circulation.

Face à cette évolution, les banques commerciales ont diminué leur refinancement auprès de la Banque Centrale à hauteur de 123.478,7 MBIF et amélioré leurs avoirs à la Banque Centrale à concurrence de 8.125,6 MBIF.

**Tableau 40 : Variations des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF)**

	2016	2017	2018	2019	2020
- Billets et pièces en circulation	-36 788,8	-40 634,0	-42 061,3	-64 607,3	-88 888,6
- Créances nettes sur l'Etranger	-29 088,2	22 908,0	-20 736,7	35 826,4	36 285,4
- Créances nettes sur l'Etat	56 644,6	21 224,2	-87 161,3	-116 471,1	85 732,6
- Divers	-6 649,6	10 968,6	8 351,0	13 598,3	98 139,8
<b>TOTAL FACTEURS AUTONOMES</b>	<b>-15 882,0</b>	<b>14 466,8</b>	<b>-141 608,3</b>	<b>-131 653,7</b>	<b>131 269,2</b>
-Refinancement	67 200,0	70 990,0	88 190,0	174 199,9	-123 478,7
<i>dont</i> : Secteur bancaire	67 200,0	72 990,0	88 190,0	174 199,9	-123 478,7
Etablissements financiers	0,0	-2 000,0	0,0	0,0	0,0
-Reprise de liquidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Réserves	51 318,0	85 456,8	-53 418,3	42 546,2	7 790,5
<i>dont</i> : Secteur bancaire	49 951,8	86 862,9	-54 787,5	41 745,0	8 125,3
Etablissements financiers	1 366,2	-1 406,1	1 369,2	801,2	-334,8

Source: BRB

### II.4.3. Liquidité de l'économie

D'une fin d'année à l'autre, la liquidité de l'économie s'est accrue à un rythme plus accéléré que l'année précédente (25,0 contre 20,1%),

s'établissant à 3.056,9 contre 2.446,2 Mds de BIF. Cette accélération a concerné, à la fois, la liquidité active (24,8 contre 18,1%) et la liquidité passive (25,2 contre 24,1%).

**Tableau 41 : Composante de liquidité de l'économie**

	2016	2017	2018	2019	2020	2020/2019 (en %)
<b>Encours de fin d'année</b>						
<b>I. Liquidité active</b>	<b>891 889,0</b>	<b>1 134 581,6</b>	<b>1 353 009,9</b>	<b>1 597 541,7</b>	<b>1 994 084,0</b>	<b>24,8</b>
Billets et pièces en circulation hors du secteur financier	231 214,6	263 446,6	295 642,2	359 838,8	433 933,0	20,6
Dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôt	579 093,4	732 242,5	914 642,0	1 070 136,8	1 366 125,5	27,7
Dépôts à vue en devises des résidents	81 581,0	138 892,5	142 725,7	167 566,1	194 025,5	15,8
<b>II. Liquidité passive</b>	<b>489 487,2</b>	<b>608 331,2</b>	<b>679 038,7</b>	<b>848 692,9</b>	<b>1 062 861,9</b>	<b>25,2</b>
Dépôts à terme et d'épargne en BIF auprès des institutions de dépôts	282 784,6	345 184,0	415 718,1	584 633,0	720 529,1	23,2
Titres du Trésor détenus par le secteur non financiers	146 665,7	186 273,3	164 024,9	144 660,0	187 750,0	29,8
Placements auprès des autres sociétés financières	47 647,9	57 180,1	70 511,2	98 877,1	141 279,8	42,9
Dépôts à terme en devises des résidents	12 389,0	19 693,8	28 784,5	20 522,8	13 303,0	-35,2
<b>Total (I+II)</b>	<b>1 381 376,2</b>	<b>1 742 912,8</b>	<b>2 032 048,6</b>	<b>2 446 234,6</b>	<b>3 056 945,9</b>	<b>25,0</b>
<b>Moyenne annuelle</b>						
<b>I. Liquidité active</b>	<b>815 452,3</b>	<b>1 051 780,0</b>	<b>1 232 323,4</b>	<b>1 515 931,8</b>	<b>1 745 904,1</b>	<b>15,2</b>
Billets et pièces en circulation hors du secteur financier	211 789,2	243 779,3	263 827,0	308 598,1	372 147,2	20,6
Dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôt	505 446,8	682 182,8	819 863,6	1 048 722,6	1 186 643,5	13,2
Dépôts à vue en devises des résidents	98 216,3	125 817,9	148 632,8	158 611,1	187 113,4	18,0
<b>II. Liquidité passive</b>	<b>488 717,8</b>	<b>549 467,1</b>	<b>645 311,3</b>	<b>746 529,1</b>	<b>981 853,4</b>	<b>31,5</b>
Dépôts à terme et d'épargne en BIF auprès des institutions de dépôts	294 906,8	317 216,9	387 066,7	464 951,6	659 626,2	41,9
Titres du Trésor détenus par le secteur non financiers	131 980,8	164 360,1	173 796,0	173 860,0	184 643,3	6,2
Placements auprès des autres sociétés financières	47 265,3	53 222,2	64 061,9	85 362,5	121 578,9	42,4
Dépôts à terme en devises des résidents	14 564,8	14 667,9	20 386,7	22 355,0	16 005,0	-28,4
<b>Total (I+II)</b>	<b>1 304 170,1</b>	<b>1 601 247,0</b>	<b>1 877 634,7</b>	<b>2 262 460,9</b>	<b>2 727 757,5</b>	<b>20,6</b>

Source: BRB

L'accélération du taux de croissance de la liquidité active est en rapport avec celle des dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôts (27,4 contre 17,3%), tandis que le taux de croissance des dépôts à vue en devises des résidents (15,8 contre 17,4%) et celui de la circulation fiduciaire en dehors du secteur financier (20,6 contre 21,7%) ont fléchi.

L'augmentation du taux de croissance de la liquidité passive a porté sur les titres du Trésor détenus par le secteur non financier (29,8 contre -14,5%) et les placements auprès des autres

sociétés financières (42,9 contre 40,6%). En revanche, les dépôts à terme et d'épargne auprès des institutions de dépôts se sont accrues à un rythme moins accéléré qu'en 2019 (23,2 contre 40,6%) et les dépôts à terme en devises des résidents ont baissé en 2020 comme en 2019 (-35,2 contre -28,7%).

En moyenne annuelle, la liquidité de l'économie s'est accrue de 20,6% en 2020, en liaison avec la hausse, à la fois, de la liquidité active (15,2%) et de la liquidité passive (31,5%). Les taux de liquidité de l'économie calculés sur la base du

PIB et de la DIB se sont accrus, passant respectivement de 36,4 à 41,0% et de 30,0 à 33,9%. De fait, la croissance de la liquidité de l'économie a

été plus élevée (20,6 contre 19,8%) que celles de la production intérieure (7,1 contre 5,1%) et de la dépense intérieure brute (6,7 contre 7,4%).

**Tableau 42 : Taux de liquidité de l'économie**

	2016	2017	2018 (p)	2019 (p)	2020
Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	1 304 170,1	1 601 247,0	1 889 476,9	2 262 460,4	2 727 757,5
PIB au prix du marché (en MBIF)	4 938 204,0	5 702 100,0	5 914 419,0	6 216 903,0	6 655 687,0
Rapport liquidités/PIB (en %)	26,4	28,1	31,9	36,4	41,0
Dépense intérieure brute (1)	5 837 500,0	6 764 280,0	7 019 300,0	7 539 400,0	8 045 700,0
Rapport liquidités/DIB (en %)	22,3	23,7	26,9	30,0	33,9

(1) DIB= PIB + importations de biens et services - exportations de biens et services

p: provisoire

Source: BRB

#### II.4.4. Activité du secteur bancaire

Par rapport à fin 2019, l'activité du secteur bancaire s'est accrue de 19,4% à fin 2020,

le bilan agrégé s'étant établi à 3.894,2 contre 3.262,4 Mds de BIF.

**Tableau 43 : Ressources emplois du secteur bancaire en fin d'année**

	2016	2017	2018	2019	2020	2020/2019 en %
Dépôts de la clientèle	1 001 852,0	1 234 106,1	1 510 329,6	1 850 092,3	2 351 382,9	27,1
Refinancement auprès B.R.B.	82 559,1	160 080,4	249 569,1	427 469,4	299 090,5	-30,0
Ressources Marché Interbancaire	139 802,9	149 478,6	164 241,1	199 768,6	273 457,5	36,9
Autres	610 742,6	621 000,8	656 527,6	784 797,8	970 320,3	23,6
<b>RESSOURCES= EMPLOIS</b>	<b>1 834 956,6</b>	<b>2 164 665,9</b>	<b>2 580 667,4</b>	<b>3 262 128,1</b>	<b>3 894 251,2</b>	<b>19,4</b>
Caisse	48 070,9	49 771,7	59 188,5	61 950,0	87 473,4	41,2
B.R.B.	138 987,5	229 296,6	165 395,0	216 492,3	222 808,9	2,9
Banques & Etablissements Financiers	51 031,4	87 582,5	73 981,7	83 580,5	88 671,7	6,1
Titres du Trésor	437 988,6	643 490,6	939 208,8	1 356 976,3	1 631 786,6	20,3
Crédit à l'économie	811 777,6	795 480,6	937 823,1	1 071 414,2	1 310 911,8	22,4
Autres	347 100,6	359 043,9	405 070,3	471 714,8	552 599,0	17,1

Source: BRB

##### II.4.4.1. Ressources du secteur bancaire

Les dépôts de la clientèle se sont accrus de 27,1%, passant de 1.850,1 à 2.351,4 Mds de BIF. Ainsi, les refinancements de la Banque Centrale ont diminué de 30,0%, se fixant à 299,1 contre 427,5 Mds de BIF à fin 2019. Par rapport à 2019, la part des dépôts de la clientèle dans le total des ressources a légèrement augmenté, se fixant à 60,4 contre 56,7% tandis que celle des refinancements de la Banque Centrale envers les banques commerciales a diminué, passant de 13,1 à 7,7%.

##### II.4.4.2. Emplois du secteur bancaire

Les emplois ont augmenté suite principalement à la hausse des crédits à l'économie (22,4%) et des titres du Trésor (20,3%). Par rapport à 2019, la part des titres du Trésor et celle des crédits à l'économie dans l'actif ont augmenté à fin décembre 2020, passant de 41,6 à 41,7% et de 32,8 à 33,7%, respectivement.

##### II.4.5. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire

A fin décembre 2020, les principaux indicateurs de solidité du secteur bancaire se sont améliorés par rapport à fin décembre 2019.



**Tableau 44 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire**

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>I. Structure et évolution des actifs</b>					
Actifs liquides/ Total actifs (en %)	37,9	46,7	47,9	52,7	52,1
Crédits nets/ Total actifs nets (en %)	43,2	35,3	36	32,8	33,7
<b>II. Structure et évolution des ressources</b>					
Dépôts de la clientèle (en %)	54,6	57,0	58,5	56,7	60,4
Refinancement auprès B.R.B. (en %)	4,5	7,4	9,7	25,7	7,5
Banques & Etablissements Financiers (en %)	7,6	6,9	6,4	13,1	7,0
<b>III. Adéquation des fonds propres</b>					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	229 217,6	251 351,5	273 109,3	336 110,0	435 438,0
Fonds propres globaux (en MBIF)	265 744,0	285 218,5	298 561,0	365 741,8	467 568,3
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	19,8	20,7	21,6	25,0	27,0
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	23,0	23,5	23,7	27,2	29,0
Ratio de levier (norme 7%)	14,3	12,8	11,1	10,5	11,2
<b>IV. Qualité et concentration des crédits</b>					
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	43,2	36,7	36,4	32,8	33,7
Taux des prêts non performants	12,8	14,6	9,0	5,7	5,3
Taux d'impayés	15,6	19,8	13,5	11,4	10,7
<b>V. Liquidité</b>					
Coefficient de liquidité en BIF	55,3	58,1	211,7	226,1	213,5
Coefficient de liquidité en devises	127,6	113,5	142,3	133,4	51,1
Total crédits/total dépôts	72,3	64,5	62,2	57,9	55,8
Ressources Stables/Emplois Immobilisés	147,2	136,4	176,6	101,8	106,7
<b>VI. Rentabilité et performance</b>					
Résultat net de l'exercice (en MBIF)	23 348,9	37 018,4	61 551,3	118 686,4	140 449,2
Produit Net Bancaire (en MBIF)	154 710,0	180 111,1	211 722,2	256 477,4	292 926,0
Rentabilité des Fonds propres (en %)	11,9	16,7	22,5	32,6	30,0
Rentabilité des Actifs (en %)	1,8	2,2	2,4	3,7	3,6

Source: BRB

#### **II.4.5.1. Capitalisation et solidité du secteur bancaire**

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé en 2020, en liaison avec l'amélioration des fonds propres de base nets qui se sont fixés à 435.438, 0 contre 336.110,0 MBIF à fin 2019.

Les ratios de solvabilité se sont améliorés et sont demeurés au-delà des normes réglementaires. En effet, le ratio de solvabilité globale s'est établi à 29,0 contre 27,2%, et le ratio de solvabilité de base est passé de 25,0 à 27,0%. De même, le ratio de levier a légèrement augmenté, se fixant à 11,2 contre 10,5%, largement supérieur à la norme réglementaire de 5,0%.

#### **II.4.5.2. Qualité du portefeuille crédits et rentabilité du secteur bancaire**

La qualité du portefeuille crédits s'est légèrement améliorée d'une année à l'autre.

Le taux de détérioration du portefeuille s'est fixé à 5,3 contre 5,7%, en liaison avec la radiation des créances compromises qui dataient de deux ans

dans les bilans des Etablissements de crédit. Par conséquent, le taux de provisionnement des créances non performantes a baissé, s'établissant à 64,9 contre 80,7% à fin 2019.

La rentabilité du secteur bancaire s'est améliorée à fin 2020 par rapport à fin 2019. En effet, le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 14,4%, se fixant à 292.926,0 contre 256.013,6 MBIF. De même, le Résultat Net a augmenté de 18,3% atteignant 140.449,2 contre 118.686,4 MBIF. Les rendements des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont légèrement baissé, passant de 3,7 à 3,6% et de 32,6 à 30,0%, respectivement.

#### **II.4.6. Activité et solidité du secteur de la microfinance**

A fin décembre 2020, le bilan agrégé du secteur de la microfinance s'est accru de 31,5%, passant de 456.482,9 MBIF à 600.368,4 MBIF. Cet accroissement est essentiellement lié à l'augmentation des dépôts (+37,3%) qui se sont



établis à 363.843,7 contre 264.853,2 MBIF l'année précédente. La part de ces derniers dans le total des ressources s'est fixée à 60,6 contre 58,0% en 2019. Au niveau des emplois, l'augmentation a essentiellement porté sur les crédits qui ont progressé de 31,7%, passant de 283.950,6 à 374.151,6 MBIF et qui représentaient 62,3% du total des emplois.

#### **II.4.6.1. Qualité du portefeuille crédits**

La qualité du portefeuille crédits du secteur de la microfinance s'est améliorée par rapport à celle de l'année précédente. Le taux de détérioration du portefeuille à risque (PAR) à 30 jours s'est établi à 4,7 contre 5,6%, alors que la norme est fixée à 5,0%. Néanmoins, les prêts non performants se sont accrus, passant de 15.815,2 à 17.844,7 MBIF à fin décembre 2019.

#### **II.4.6.2. Adéquation des fonds propres**

A fin décembre 2020, les fonds propres nets du secteur de la Microfinance se sont accrus de 13,5%, s'établissant à 151. 871,0 MBIF contre 133.862,9 MBIF. Le ratio de solvabilité globale s'est établi à 35,2%, et était largement au-delà de

la norme réglementaire de 12,0%. Néanmoins, ce ratio de solvabilité cache des disparités intra-sectorielles puisque quatre IMF détenaient 84,1% du total des fonds propres de ce secteur. S'agissant de la couverture des risques, les fonds propres des IMF représentaient 40,6% du total du portefeuille crédits à fin décembre 2020.

#### **II.4.7. Crédits à l'économie<sup>4</sup>**

A fin 2020, l'encours des crédits à l'économie s'est accru de 20,1 contre 16,5% une année auparavant, passant de 1.324,6 à 1.591,1 Mds de BIF. Les crédits à court terme ont maintenu le taux de croissance de 16,5% enregistré en 2019, tandis que les crédits à moyen (16,0 contre 12,6%) et à long termes (39,2 contre 22,1%) ont augmenté avec des taux plus élevés qu'en 2019.

L'encours des engagements par signature a augmenté de 13,2 contre 21,0% à fin 2019. Les avals et cautions ont augmenté à un rythme moins rapide (22,8 contre 27,6%) alors que les crédits à change non couverts ont baissé après une augmentation enregistrée en 2019 (-11,1 contre 6,9%).

<sup>4</sup> Encours des crédits accordés par le secteur bancaire et les microfinances

Tableau 45 : Encours des crédits à l'économie (en Mds BIF)

	2016		2017		2018		2019		2020	
	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen
<b>I. ENCOURS DE CREDITS</b>	<b>946,497,1</b>	<b>916,008,5</b>	<b>977,310,6</b>	<b>927,016,4</b>	<b>1,136,918,5</b>	<b>1,072,303,1</b>	<b>1,324,641,4</b>	<b>1,236,283,3</b>	<b>1,591,118,0</b>	<b>1,472,879,9</b>
a) Crédits à court terme	629 675,5	609 700,5	631 017,4	596 917,7	707 381,7	700 304,1	824 112,9	761 181,1	960 251,9	910 171,2
-Importation après expédition	3 280,3	4 545,4	2 339,6	2 352,7	5 697,8	3 978,6	5 439,7	5 602,5	5 028,3	4 743,8
-Trésorerie et créances commerciales	625 956,6	601 990,8	618 331,0	585 879,2	680 555,9	682 885,2	810 020,8	745 101,0	953 303,6	902 752,0
-Exportation	438,6	3 255,4	10 346,8	8 685,9	21 128,0	13 440,3	8 652,4	10 477,6	1 920,0	2 675,4
b) Crédits à moyen terme	195 807,8	189 972,9	195 813,6	195 303,1	252 708,1	212 510,3	284 537,1	277 059,4	330 123,6	307 473,9
-Habitat	21 756,2	19 284,8	24 281,9	23 308,1	24 586,2	26 706,5	22 927,4	23 867,1	35 656,1	25 474,7
-Equipement	174 051,6	170 688,1	173 855,0	171 994,9	228 121,9	185 803,8	261 609,7	253 192,3	294 467,5	281 999,2
c) Crédits à long terme	121 013,8	116 335,1	148 156,3	134 795,6	176 828,7	159 488,7	215 991,4	198 042,8	300 742,5	255 234,8
-Habitat	67 282,9	66 008,5	81 197,0	76 542,7	112 629,1	94 331,7	140 100,4	128 305,5	184 590,1	159 181,5
-Equipement	53 730,9	50 326,6	66 959,3	58 252,9	64 199,6	65 157,0	75 891,0	69 737,3	116 152,4	96 053,3
<b>II. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE</b>	<b>65 142,4</b>	<b>80 166,3</b>	<b>73 032,3</b>	<b>69 256,3</b>	<b>88 540,8</b>	<b>80 027,2</b>	<b>107 121,0</b>	<b>98 624,4</b>	<b>121 283,9</b>	<b>110 218,4</b>
a) Crédits à charge non couvert	13 826,4	21 754,3	23 381,2	22 148,3	28 315,5	25 592,8	30 266,9	31 005,9	26 913,0	30 401,3
b) Avals et cautions	51 316,0	58 412,0	49 651,1	47 108,0	60 225,3	54 434,4	76 854,1	67 618,5	94 370,9	79 817,1
<b>TOTAL DES RISQUES</b>	<b>1 011 639,5</b>	<b>996 174,8</b>	<b>1 050 342,9</b>	<b>996 272,7</b>	<b>1 225 459,3</b>	<b>1 152 330,3</b>	<b>1 431 762,4</b>	<b>1 334 907,7</b>	<b>1 712 401,9</b>	<b>1 583 098,3</b>

Source: BRB

### II.4.7.1.1. Crédits à court terme

En glissement annuel, les crédits à court terme ont augmenté de 16,5% à fin 2020 comme en 2019, s'établissant à 960.251,9 contre 824.112,9 MBIF. Les différentes catégories de crédit à court terme ont enregistré des évolutions contrastées. En effet, les crédits de trésorerie et de mobilisation des créances commerciales ont ralenti leur progression (17,7 contre 19,0%), tandis que les crédits à l'importation (-7,6 contre -4,5%) et ceux à l'exportation (-77,9 contre -59,0%) ont baissé comme l'année précédente.

### II.4.7.1.2. Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme se sont accrus plus rapidement qu'en 2019 (16,0 contre 12,6%), s'établissant à 330.123,6 contre 284.537,1 MBIF. Les financements à l'habitat ont augmenté après une baisse en 2019 (55,5 contre -6,7 %) tandis que ceux de l'équipement ont ralenti leur croissance (12,6 contre 14,7%).

### II.4.7.1.3. Crédits à long terme

Les financements à long terme ont augmenté de 24,2% à fin décembre 2020 contre 22,1% une année auparavant, passant de 215.991,4 à 300.742,5 MBIF, principalement en raison de l'accroissement des crédits à l'habitat (36,0 contre 24,4%) et, dans une moindre mesure, des crédits à l'équipement (7,0 contre 18,2%).

### II.4.7.2 Crédits par branche d'activité

A l'exception des crédits pour la campagne café (-44,8 contre -58,1%) et les crédits alloués à l'hôtellerie et tourisme (-16,1 contre -22,3%) qui ont poursuivi une tendance baissière, les crédits

alloués à toutes les autres branches d'activité se sont accrus, à un rythme cependant contrasté. De fait, les crédits à l'habitat et autres constructions ont accéléré leur progression (30,3 contre 27%), ceux à l'industrie ont sensiblement augmenté après une baisse enregistrée en 2019 (120,1 contre -35,1%), tandis que les crédits au commerce (10,8 contre 38,8%) et ceux alloués à l'agriculture (10,6 contre 18,2%) ont ralenti leurs croissances.

S'agissant de la répartition, la part des crédits au commerce (29,6 contre 32,5%) a baissé mais demeure prépondérante dans le total des crédits après les crédits classés dans les divers (37,8 contre 37,6%). Par contre, les parts des crédits à l'habitat et autres constructions (20,2 contre 18,2%) et à l'industrie (8,0 contre 4,4%) se sont accrues. Les parts des crédits alloués à l'agriculture (1,8 contre 1,9%), à l'hôtellerie et tourisme (1,9 contre 2,8 %) et l'artisanat (0,1 contre 0,1%) demeurent marginales.

### II.4.8. Taux d'intérêt bancaires

A fin décembre 2020, le taux débiteur moyen sur l'encours des crédits a baissé, se fixant à 15,18% contre 15,49% à fin décembre 2019. Cette légère diminution a concerné les taux d'intérêt sur les crédits à court terme (15,67 contre 15,84%) et à long terme (12,11 contre 14,24%), tandis que le taux d'intérêt sur les crédits à moyen terme a légèrement augmenté (15,68 contre 15,49%). De même, le taux annuel moyen sur l'encours des crédits a baissé, se fixant à 15,18% en 2020 contre 15,49% en 2019. Il en est de même pour les taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours de l'année 2020 qui a diminué par

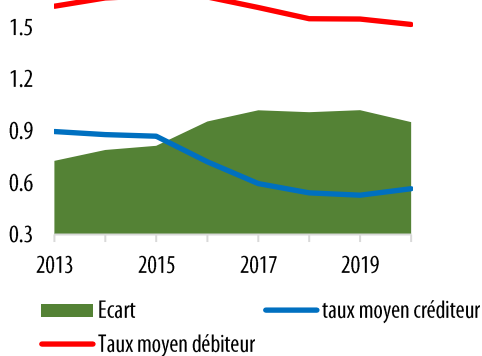
Tableau 46 : Crédits par branches d'activité

	2016	2017	2018	2019	2020		
				part en %	part en %		
Commerce	239 834,2	225 064,2	251 994,5	349 737,9	32,5	387 530,8	29,6
Café	8 714,2	14 984,5	42 849,8	17 944,0	1,7	9 909,2	0,8
Habitat et autres constructions	124 770,0	134 911,6	159 841,0	202 929,2	18,9	264 333,6	20,2
Industrie	93 114,2	84 716,4	73 101,9	47 468,4	4,4	104 490,2	8,0
Agriculture	25 379,8	18 013,7	17 717,6	20 939,9	1,9	23 159,8	1,8
Hôtellerie et Tourisme	58 131,0	47 514,7	38 620,6	30 005,5	2,8	25 171,0	1,9
Artisanat	510,6	863,6	1 214,3	982,4	0,1	1 128,6	0,1
Divers	261 323,4	272 131,4	358 710,1	404 503,4	37,6	495 414,3	37,8
<b>TOTAL</b>	<b>811 777,4</b>	<b>798 200,1</b>	<b>944 049,8</b>	<b>1 074 510,7</b>	<b>100,0</b>	<b>1 311 137,5</b>	<b>100,0</b>

Source: BRB

rapport à celui de 2019, en s'établissant à 14,77 contre 15,44%. Le taux créditeur moyen a augmenté à fin 2020 par rapport à la fin de l'année précédente, s'établissant à 5,66 contre 5,28%. Cette augmentation a concerné les taux d'intérêt sur les dépôts à vue rémunérés (2,67 contre 1,92%) et sur les comptes sur livret (4,74 contre 4,56%), celui sur les comptes à terme ayant légèrement baissé (6,10 contre 6,23%). Le taux créditeur annuel moyen a légèrement augmenté, s'établissant à 5,45% en 2020 contre 5,25% une année auparavant.

**Graphique 9: Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens à fin d'année**



Source: BRB

**III**

**Chapitre 3**

**ACTIVITES RELATIVES AUX  
MISSIONS DE LA BANQUE**

Cette page a été intentionnellement laissée vide!

Les statuts de la Banque de la République du Burundi<sup>5</sup> lui confèrent la mission de formuler et mettre en œuvre la politique monétaire et de change en vue d'assurer la stabilité des prix comme objectif principal. Sans préjudice à ce dernier, la Banque veille à la stabilité du système financier. Tout en privilégiant les deux objectifs précités, la Banque contribue également à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays.

### III.1. Politique monétaire : Objectif et instruments

#### III.1.1. Objectif de politique monétaire

Pour atteindre son objectif principal, la Banque de la République du Burundi utilise les instruments indirects lui permettant de contrôler la masse monétaire. Au cours de l'année 2020, la Banque a contribué à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays. Elle a poursuivi l'assouplissement des conditions de refinancement des banques commerciales, par de nouvelles orientations de politique monétaire, pour les inciter à financer davantage des investissements porteurs de croissance.



Atelier BRB et banques commerciales de validation des nouvelles orientations de politique Monétaire organisé à l'Hôtel Club du Lac Tanganyika.

Ces investissements sont orientés principalement vers les logements sociaux, l'infrastructure, l'hôtellerie et tourisme ainsi que vers les secteurs agro-pastoral et industriel dans le but d'augmenter, notamment, l'offre des produits exportables.

#### III.1.2. Instruments de politique monétaire

Les instruments de politique monétaire utilisés par la Banque de la République du Burundi sont les appels d'offres de liquidité, la facilité de prêt marginal et les réserves obligatoires.

Pour assurer la régulation de la liquidité bancaire, la Banque conduit les opérations d'appels d'offres d'apport ou de reprise de liquidité sur une fréquence hebdomadaire (maturité de 7 jours) où le taux d'intérêt est librement fixé par les banques soumissionnaires. En plus, la Banque accorde des refinancements sur des bases mensuelle et annuelle (pour les maturités de 28 et 365 jours) dans le cadre du soutien des secteurs porteurs de croissance, y compris la campagne café. Pour ces interventions, les taux d'intérêt sont fixés à 2% si les établissements de crédits financent directement les projets et à 1% s'ils financent les institutions de Microfinance (IMF), et le taux maximal appliqué au bénéficiaire final du crédit est de 8%. Pour les appels d'offres de reprise de liquidité, la Banque de la République du Burundi propose aux banques qui sont en excédent de liquidité de les placer sous forme de dépôts rémunérés pour une durée indiquée dans l'appel d'offres.

La Banque de la République du Burundi accorde aux banques commerciales une facilité permanente de prêt marginal à laquelle elles peuvent recourir pour couvrir leurs soldes débiteurs éventuels au jour le jour. Le taux d'intérêt sur cette facilité de prêt marginal est déterminé sur base du taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor à 13 semaines de l'émission précédente majoré de 3 points de pourcentage.

Pour limiter le pouvoir de création monétaire par les banques commerciales, celles-ci doivent

<sup>5</sup> Article 1 des statuts de la BRB



constituer des réserves obligatoires sous formes de dépôts non rémunérés. Ces réserves sont constituées séparément, en BIF, en dollars américain et en euros, dans les livres de la Banque de la République du Burundi. Le coefficient des réserves obligatoires a été maintenu à 3,0% des dépôts collectés.

### **III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire**

En 2020, la Banque de la République du Burundi a mené sa politique monétaire dans un contexte difficile, marqué par la contraction de l'activité économique suite à la pandémie de la Covid-19. Pour limiter les effets néfastes de cette pandémie sur l'économie, la Banque a renforcé sa politique monétaire accommodante par l'augmentation des injections de liquidité afin d'encourager les Etablissements de crédit à financer les secteurs productifs à moindre coût.

#### **III.1.3.1. Marché monétaire**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire, 347 opérations d'injection de liquidité par appel d'offres, de 59.817 MBIF en moyenne par opération, ont été effectuées en 2020 alors que 274 opérations, d'une moyenne de 63.243 MBIF, avaient été enregistrées en 2019.

Concernant la facilité de prêt marginal, 153 opérations ont été effectuées d'une valeur moyenne de 9.988 MBIF contre 95 opérations en 2019, d'une moyenne de 6.228 MBIF.

Au cours de l'année 2020, le marché interbancaire a été dynamique. En effet, 161 opérations équivalant à 601.864 MBIF ont été enregistrées contre 80 opérations totalisant 355.941 MBIF en 2019. Quant aux opérations de pensions livrées garanties par les titres, elles ont significativement augmenté, passant de 286.841 à 600.364 MBIF. Au cours de l'année 2020, les banques se sont conformées à la norme de constitution des réserves obligatoires aussi bien en BIF qu'en devises.

En outre, la Banque de la République du Burundi

a participé au refinancement de la campagne café 2020-2021. A fin décembre 2020, le montant de refinancement aux banques commerciales qui financent ce secteur s'élevait à 2 milliards de BIF. Le faible montant s'explique par le réengagement de l'Etat dans la filière café à travers la mise en place d'un organe public, l'ODECA qui occupe une grande part de marché. Celui-ci a bénéficié d'une facilité de financement de 27 milliards de BIF, à travers la convention de prêt entre le Gouvernement du Burundi et la Banque Centrale à un taux de 1,2%.

#### **III.1.3.2. Marché primaire et secondaire des titres du Trésor**

Au cours de l'année 2020, la BRB a poursuivi, pour le compte de l'Etat, l'attribution des obligations du Trésor issues de la conversion des arriérés de l'Etat envers ses fournisseurs. Les obligations du Trésor équivalant à 37.950 MBIF ont été attribuées contre 75.210 MBIF en 2019.

Dans le but d'élargir la base des investisseurs dans les titres du Trésor et permettre à l'Etat de se financer à travers le marché, la BRB a poursuivi la sensibilisation du public sur le fonctionnement et les avantages du marché secondaire des titres du Trésor. Cette sensibilisation a permis l'augmentation des investisseurs dans les titres du Trésor, en particulier les ménages. En effet, le nombre de ménages, de compagnies d'assurance, et d'autres sociétés privées investissant dans les titres du Trésor est passé de 84 à 158, de 10 à 16, et de 8 à 15, respectivement, de 2019 à 2020. Le montant investi par les ménages a augmenté, passant de 14.823,5 en 2019 à 26.716,6 MBIF en 2020.

Le marché secondaire des titres du Trésor a également permis aux acquéreurs des obligations du Trésor issues de la titration des arriérés de l'Etat d'avoir de la liquidité par la cession de leurs titres sur ce marché. Ces opérations du marché secondaire des titres du Trésor sont faites, d'une manière automatisée, par l'infrastructure du marché : le Dépositaire Centrale des Titres (CSD).

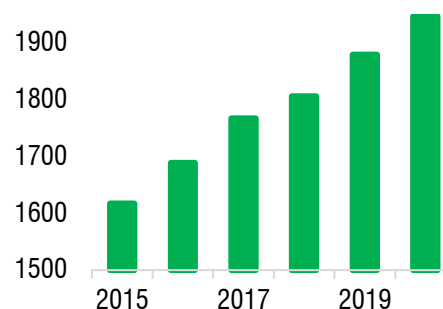
## III.2. Marché des changes et taux de change

Au cours de l'année 2020, la politique monétaire et de change a été conduite dans un contexte particulier marqué par une décroissance de l'activité économique due à la pandémie de la Covid-19. Cette situation nécessitait des ajustements au niveau de la politique monétaire et de change pour faire face à ce choc économique.

En effet, les interventions de la Banque Centrale sur le Marché Interbancaire de Devises (359,2 contre 349,3 MUSD en 2019) ont permis d'importer les produits prioritaires comme les médicaments et les autres produits à usage médical, le carburant, et les matières premières pour l'industrie. En outre, elles ont permis d'atténuer la hausse des prix des produits importés et contenir les fluctuations du taux de

change dans les limites fixées dans le cadre de la stabilité du taux de change de la CEA.

**Graphique 10: Evolution du taux de change du BIF/USD (fin de période)**



Source: BRB

D'une fin d'année à l'autre, le BIF s'est déprécié par rapport à la plupart des monnaies, notamment le franc Suisse (15,59%), l'euro (14,63%), le yen japonais (9,63%), le DTS (8,24%), la livre sterling (7,65%) et le dollar américain (3,61%).

**Tableau 47 : Cours de change de fin période des principales monnaies en BIF**

	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
<b>2016</b>	1 688,59	1 779,10	2 268,23	2 074,10	1 654,99	14,46
<b>2017</b>	1 766,70	2 110,94	2 509,95	2 378,42	1 805,70	15,67
<b>2018</b>	1 805,36	2 054,21	2 500,88	2 286,48	1 819,32	16,07
<b>2019</b>	1 878,58	2 087,35	2 589,87	2 462,82	1 909,88	17,21
<b>2020</b>	1 946,40	2 392,71	2 803,34	2 651,19	2 207,55	18,87
<b>Variation 2020/2019 (en %)</b>	<b>3,61</b>	<b>14,63</b>	<b>8,24</b>	<b>7,65</b>	<b>15,59</b>	<b>9,63</b>

Source: BRB

De même, le BIF s'est déprécié par rapport à la plupart des monnaies en moyenne annuelle. Il s'est déprécié par rapport au franc suisse (9,94%),

au yen japonais (5,99%), à l'euro (5,80%), au DTS (4,63%), à la livre sterling (4,34%) et au dollar américain (3,76%).

**Tableau 48 : Cours de change moyen des principales monnaies en BIF**

	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
<b>2016</b>	1 654,63	1 831,25	2 299,71	2 241,77	1 679,74	15,29
<b>2017</b>	1 729,06	1 953,70	2 398,02	2 228,62	1 756,50	15,54
<b>2018</b>	1 782,88	2 106,75	2 524,64	2 381,30	1 823,98	16,15
<b>2019</b>	1 845,62	2 066,42	2 549,86	2 356,66	1 857,35	16,94
<b>2020</b>	1 915,05	2 186,29	2 667,84	2 458,95	2 041,94	17,95
<b>Variation 2020/2019 (%)</b>	<b>3,76</b>	<b>5,80</b>	<b>4,63</b>	<b>4,34</b>	<b>9,94</b>	<b>5,99</b>

Source: BRB

A fin de période, le taux de change effectif nominal a diminué de 7,3%, s'établissant à 85,4 contre 91,9 en rapport avec la dépréciation du BIF vis-à-vis de la plupart des monnaies des principaux pays partenaires commerciaux du Burundi.

S'agissant du taux de change effectif réel, il a diminué de 1,4%, s'établissant à 92,3 contre 93,6, suite à la hausse plus importante des prix locaux que les prix étrangers.

**Tableau 49 : Taux de change effectif du BIF (base 2016/2017)**

Période	Nominal	Réel
2016	112,4	99,4
2017	107,1	86,2
2018	103,2	85,2
2019	104,9	93,7
<b>2020</b>	<b>100,5</b>	<b>94,3</b>
<b>2019</b>		
Mars	93,0	93,2
Juin	92,5	90,8
Septembre	93,4	92,2
Décembre	91,9	93,6
<b>2020</b>		
Mars	92,6	96,2
Juin	91,2	95,0
Septembre	88,0	91,8
Décembre	85,4	92,3

Source: BRB

En moyenne annuelle, le taux de change effectif nominal a baissé de 4,2%, s'établissant à 100,5 en 2020 contre 104,9 en 2019, en rapport avec la dépréciation du BIF vis à vis de la quasi-totalité des devises étrangères. Par contre, le taux de change effectif réel a légèrement augmenté de 0,6%, se fixant à 94,3 contre 93,7 une année avant, suite à la hausse des prix relatifs partiellement contrebalancée par la baisse du taux de change effectif nominal

### III.3. Circulation fiduciaire et systèmes de paiement

#### III.3.1. Circulation fiduciaire

Dans sa mission d'assurer l'émission des billets de banque et des pièces de monnaie et de veiller à la qualité des billets et pièces en circulation, la Banque de la République du Burundi a continué de mettre à la disposition du public des billets et pièces de monnaie en toutes dénominations en réponse aux besoins exprimés par l'économie burundaise au cours de l'année 2020.

Les billets de 500, 2.000, 5.000 et 10.000 de la gamme améliorée, imprimés sur le papier fiduciaire de haute durabilité, émis dès mai 2019 ont répondu aux attentes du public en terme de durabilité.

Pour informer le public et le sensibiliser sur les caractéristiques et les sécurités des billets de la gamme récemment mise en circulation, la Banque a mené une campagne de sensibilisation

sur la reconnaissance et l'authentification des billets et pièces et leur manipulation à travers les différents canaux de communication comme la radio et la télévision.

Par rapport à 2019, les billets et les pièces en circulation ont augmenté respectivement de 21,49% et 1,79% en 2020. Les billets de 10.000 BIF, 5.000 BIF, 2.000 BIF, 1.000 BIF, 500 BIF et 100 BIF représentaient respectivement 60,32%, 28,58%, 5,83%, 1,70%, 1,51% et 1,50% des billets et pièces en circulation au 31 décembre 2020. Les pièces représentaient une part marginale de la circulation fiduciaire, soit 0,28%.

Dans sa politique de lutte contre la contrefaçon des billets et pièces, la Banque a saisi 478 faux billets d'une valeur prétendue de 2.428.000 BIF au cours de l'année 2020. Les coupures de 10.000 BIF et de 5.000 BIF constituaient la quasi-totalité des billets contrefaits saisis car la valeur prétendue des faux billets en ces coupures représente 98% du total des faux billets saisis en 2020.

Dans le but de préserver la qualité de la circulation fiduciaire et en vue d'harmoniser les pratiques de manipulation des billets de banque au sein de la CEA par le secteur bancaire burundais, la BRB a veillé au respect, par les banques commerciales et la Régie Nationale des Postes (RNP), des critères standards de tri des billets et pièces tout en appliquant la matrice des sanctions y relative.

### III.3.2. Systèmes de paiement

En appliquant l'article 14 de la loi budgétaire 2020/2021, stipulant que tous les comptes en devises des entités et projets de l'Etat ainsi que des ONG recevant des appuis extérieurs doivent être ouverts à la Banque de la République du Burundi, la BRB a ouvert 236 comptes en 2020 contre 318 en 2019.

Toutefois, 207 comptes ont été clôturés contre 136 comptes une année avant. En vue d'assurer le fonctionnement de ces comptes, 1.599 carnets de titres de paiements ont été émis en 2020 contre 1.800 en 2019. Les ordres de virements reçus pour le compte de la clientèle ont diminué de 23,64%, s'établissant à 14.139 en 2020 contre 18.517 ordres de virements en 2019. En valeur, ces ordres de virements s'élevaient à 1.143,1 contre 516,5 Mds de BIF.

Au niveau des opérations transitant par la chambre de compensation, les chèques échangés qui constituent le principal instrument de paiements ont régressé de 1,63%, s'établissant à 118.928 chèques en 2020 contre 120.893 chèques échangés en 2019. En valeur, ils totalisaient 1.437,3 contre 1.311,2 Mds de BIF, soit une hausse de 9,6%. La Banque de la République du Burundi a poursuivi au cours de l'année 2020 l'exploitation de l'infrastructure de paiements mise en production depuis 2017, en vue d'accroître la rapidité et l'efficacité des opérations de paiements et de règlements.

En effet, des échanges se sont poursuivis entre la Banque et la communauté bancaire en vue de mettre en place un cadre règlementaire adéquat pour assurer un bon fonctionnement et la sécurité optimale des systèmes de paiement et de règlement dans le respect des standards internationaux.

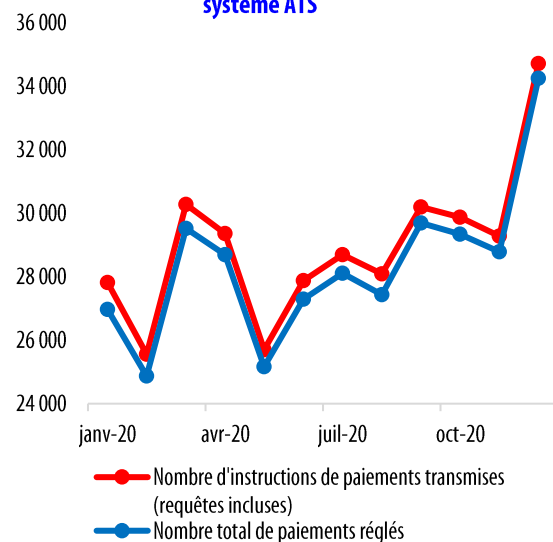
A cet égard, l'intégration des systèmes de paiement avec les systèmes d'information des banques commerciales et de la Régie Nationale des Postes a été réalisée et a permis d'automatiser, de bout en bout, toutes les opérations de paiements interbancaires, à l'exception des chèques.

Les banques commerciales et la Régie Nationale

des Postes ont commencé la mise en œuvre d'un système de traitement automatisé des chèques dématérialisés. Sur ce même volet, la réalisation des tests du système de traitement automatisé des chèques a connu des progrès très significatifs.

Concernant les transactions de paiement réglées dans les systèmes de paiement, le nombre de transactions a augmenté dans le système ATS.

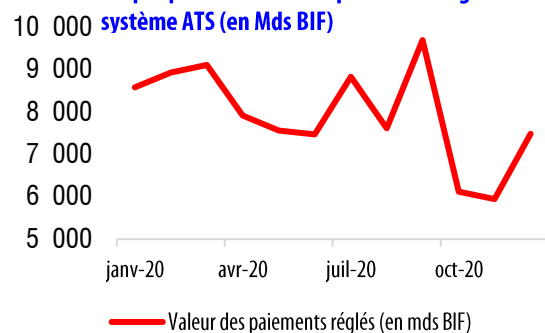
**Graphique 11: Volume des paiements réglés dans le système ATS**



Source : BRB - Données du Système ATS

Depuis la mise en production du système de paiement automatisé ATS, il y a plus de trois ans, la valeur des transactions s'est accrue suite à l'efficacité et à la réduction substantielle du temps de traitement des transactions de paiement dans ce système.

**Graphique 12: Valeur des paiements réglés dans le système ATS (en Mds BIF)**



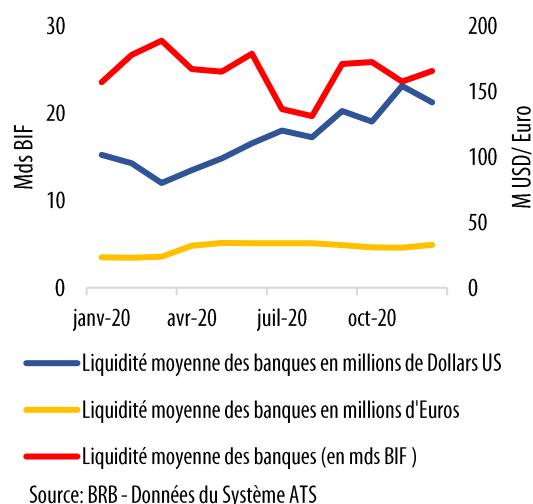
Source : BRB- Données du Système ATS

Avec la maîtrise du fonctionnement des nouveaux systèmes de paiement et de règlement, le temps d'exécution des transactions de paiement a été considérablement réduit et se limite en moyenne autour d'une seconde.

Par ailleurs, 94% des transactions sont réglés en moins de 15 minutes, ce qui est conforme aux normes et standards internationaux régissant le fonctionnement des systèmes de paiement qui stipulent que 90% des paiements doivent être réglés en moins de quinze minutes.

En outre, la Banque de la République du Burundi a effectué toutes ses opérations d'apport de liquidité et de facilités de prêt marginal au secteur bancaire à travers le système de traitement automatisé des opérations sur les titres avec règlement dans le RTGS, et toutes les opérations ont été effectuées avec succès dans un délai très court.

**Graphique 14 : Liquidité moyenne des banques en BIF, en USD et en Euros**



### III.4. Supervision du secteur bancaire et de microfinance

Pour accomplir sa mission de réglementer et de superviser les Etablissements de Crédits et les Institutions de Microfinance, la BRB a continué le suivi permanent des institutions assujetties par des contrôles sur pièces et sur place.

#### III.4.1. Renforcement du cadre légal et réglementaire

Au cours de l'année 2020, la Banque de la République du Burundi a poursuivi sa mission de réglementer et de superviser les établissements de crédit lui conférée par ses Statuts, conformément à la Loi n° 1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires et ses circulaires d'application. A cet effet, elle a agréé deux banques commerciales œuvrant dans le secteur

agricole et l'investissement des jeunes. Il s'agit de la Banque Communautaire Agricole du Burundi, « BCAB S.A. » en sigle et de la Banque d'Investissement pour les Jeunes, « BIJE SP » en sigle.

En outre, pour assurer la sécurité de la clientèle du secteur bancaire face à la pandémie de Covid-19, la BRB a adopté des mesures à appliquer par ce secteur pour une période donnée. Ces mesures concernaient l'incitation de la population burundaise à utiliser les moyens de paiements digitaux et réduire autant que possible l'utilisation des billets de banques et des pièces de monnaie (paiement par le cash). Elles visaient également la désinfection des agences et des guichets de banques et réduire l'affluence des clients au niveau des agences et guichets des banques commerciales.

Ainsi, ces mesures adoptées ont permis de mitiger les effets néfastes de la pandémie de Covid-19 sur l'activité des Etablissements de crédit, en particulier et réduire l'impact sur l'activité économique, en général.

#### III.4.2. Supervision bancaire et stabilité financière

Chaque année, la Banque de la République du Burundi à l'instar des autres banques centrales modernes conduit des exercices de stress test pour diagnostiquer la résistance du secteur bancaire en cas de survenance d'un choc sévère pouvant affecter l'activité bancaire. Ces tests de résistance sont motivés par les conséquences de la crise financière survenue en 2008 en vue de se prémunir à temps contre d'éventuels effets néfastes pouvant affecter le secteur bancaire. Ces exercices accordent une attention particulière aux banques d'importance systémiques et leurs risques encourus pouvant se généraliser au sein de tout le secteur bancaire.

Au cours de l'année 2020, les trois Banques d'Importance Systémique (BIS) totalisaient 69,9% du total actif du secteur bancaire, 67,2% de l'ensemble des crédits au secteur privé et 63,2% du total des dépôts du secteur. En vue de mitiger les risques que ces banques présentent pour l'économie, une supervision macro prudentielle a été accordée à ces dernières.



### III.4.3. Supervision du secteur de la microfinance

En vue d'assurer la stabilité des Institutions de microfinance, la BRB a poursuivi les activités de supervision de ce secteur à travers des contrôles sur pièces et sur place.

### III.4.4. Supervision des Etablissements de paiement

Au cours de l'année 2020, la Banque Centrale a continué d'assurer le suivi permanent des activités des établissements de paiement. Dans ce cadre, elle a agréé un établissement de paiement de monnaie électronique et donné accord de fourniture des services financiers numériques à trois banques commerciales et une institution de microfinance. Parallèlement, la Banque a suspendu les activités des établissements de paiement fournissant les services de transmission de fonds qui ne respectaient pas la réglementation en vigueur.

## III.5. Recherche et statistique

Dans le domaine des statistiques, la Banque a poursuivi la compilation des statistiques monétaires et financières, du secteur extérieur notamment la balance de paiements et la position extérieure globale, des finances publiques ainsi que celles du secteur réel pour éclairer la Direction de la Banque et informer le public sur l'évolution de l'activité économique nationale.

Ainsi, au cours de l'année 2020, la Banque a continué les activités d'harmonisation des statistiques du secteur extérieur avec les autres pays, notamment avec ceux de la Communauté Est Africaine. Cette harmonisation consistait à l'élargissement de la couverture statistique du secteur extérieur par l'intégration des données issues d'enquêtes sur le commerce transfrontalier informel au Burundi, édition 2020 ainsi que celles sur les transferts des migrants.

En outre, la Banque a mené une enquête sur les Investissements Directs Etrangers, édition 2020 sur un échantillon des entreprises classées dans la catégorie de grands contribuables.

Compte tenu des limites de la méthodologie utilisée par la Banque, surtout pour la couverture

statistique du secteur informel, les enquêtes menées au cours de l'année 2020 avaient pour objectif de capter les transactions internationales transitant par le canal informel en vue d'améliorer la qualité des statistiques du secteur extérieur qui sont collectées auprès des Etablissements de crédit, des Microfinances ou transmises par l'Office Burundais des Recettes.

En perspective, la Banque compte faire une couverture plus élargie des statistiques sur les Institutions de Microfinances en les intégrant dans les statistiques monétaires et financières. En outre, la Banque va poursuivre le processus de révision de la sectorisation pour l'adapter à la nomenclature internationale.

En vue d'informer le public sur l'évolution de l'environnement économique national, régional et international, la Banque a poursuivi la production des notes conjoncturelles, des bulletins mensuels, des Rapports de Politique Monétaire, du Rapport Annuel et d'autres publications se trouvant à la Bibliothèque de la Banque et sur son site web: [www.brb.bi](http://www.brb.bi).

Dans le domaine de la recherche, les activités relatives à la prévision de l'inflation et d'autres variables macroéconomiques sur une base trimestrielle ont été poursuivies. En vue d'éclairer les décisions de politique monétaire, des thèmes de recherche ont été développés notamment : (1) Détermination des sources de fluctuation du taux de change réel; (2) Transmission des variations du taux de change aux prix et politique monétaire; (3) Impact des chocs pétroliers sur les prix au Burundi; (4) Impact des évolutions macroéconomiques sur la stabilité financière; (5) Concurrence bancaire au Burundi. Les résultats de ces thèmes seront publiés dans le 4<sup>ème</sup> Numéro de la Revue Economique et Monétaire de la Banque.

## III.6. Projets de la banque

### III.6.1. Projets de Modernisation des Systèmes de Paiement

Dans le processus d'interconnexion avec les systèmes régionaux de paiement, la Banque a finalisé le volet relatif à la connectivité SWIFT devant permettre l'intégration de son système de

paiement et de règlement en temps réel (RTGS) avec les systèmes régionaux de la CEA (*EAPS-East African Payment System*) et du COMESA (*REPSS-Regional Electronic Payment and Settlement System*). La finalisation des tests devra consacrer l'intégration effective et opérationnelle sur les systèmes régionaux de paiement EAPS de la CEA et REPSS du COMESA.

En outre, dans le cadre du Projet d'Intégration des Systèmes de Paiement au sein de la Communauté Est Africaine, le processus de mise en place d'une Centrale des Incidents de Paiement (CIP) est actuellement dans la phase de passation de marché avec l'appui de la BAD à travers le Secrétariat de la CEA.

Dans ce même cadre, dans le volet relatif à l'acquisition des équipements du site alternatif de RUMONGE ; un contrat a été signé pour certains équipements et leur livraison à la Banque est en cours.

La Banque, en collaboration avec la CEA et les différents intégrateurs de systèmes, a finalisé les travaux de mise en place de l'interface de son système de traitement et de règlement des titres (CSD) avec l'infrastructure régionale du marché des capitaux qui servira de plateforme technique pour la Bourse des Valeurs Mobilières du Burundi, en cours d'implémentation.

Concernant le projet de mise en œuvre du système monétique interbancaire au Burundi, la société BI-SWITCH a reçu le mandat d'implémentation de ce projet. La BRB en collaboration avec les banques commerciales et la Régie Nationale des Postes, a assuré le suivi des travaux de finalisation de la mise en œuvre du système monétique interbancaire. Ce projet vise l'interopérabilité et l'interbancaire des paiements par cartes, par téléphone mobile et par internet. Pour l'année 2020, des tests ont été réalisés et ont connu une avancée très significative laissant entrevoir l'atteinte prochaine de la mise en production du système.

### **III.6.2. Projet de développement du marché financier**

En 2020, la BRB, à travers ses services techniques et en collaboration avec l'Agence de

Promotion des Investissements a organisé des activités de sensibilisation à l'égard des acteurs impliqués dans le projet de mise en place du marché des capitaux du Burundi. Au cours de cette année, la loi régissant le marché des capitaux du Burundi a été promulguée et des formations des cadres de la BRB impliqués dans la mise en place du marché des capitaux sur les pratiques de ce marché ont été organisées.

Un Consultant a été recruté pour appuyer l'opérationnalisation du marché des capitaux du Burundi ainsi que la mise en place de son cadre institutionnel. Après une évaluation générale du système financier et de l'état d'avancement du projet de développement du marché financier au Burundi, le Consultant a proposé des structures adaptées pour un démarrage effectif du marché des capitaux. En effet, des outils de travail, notamment les règlements relatifs aux activités de supervision et de régulation par l'Autorité des opérations du marché des capitaux ont été élaborés.

Concernant l'infrastructure du marché des capitaux, la BRB a reçu le soutien du Projet de mise en place de l'Infrastructure Régionale des Marchés des Capitaux de la Communauté Est Africaine. Cette infrastructure régionale est actuellement interconnectée avec le système de paiement national, notamment le Dépositaire Central des Titres. Le projet d'implémentation de l'infrastructure Régionale des Marchés des Capitaux de la Communauté Est Africaine a été clôturé au 31 décembre 2020. Une fois opérationnelle, la Bourse du Burundi se servira de cette plateforme pour le traitement automatisé de toutes ses transactions.

## **III.7. Intégration régionale et Coopération Internationale**

La Banque de la République du Burundi est très impliquée dans le processus d'intégration régionale au niveau de la Communauté Est Africaine, le Marché Commun d'Afrique Australe et Orientale (COMESA). De même, la Banque est membre de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA). Au cours de l'année 2020, suite à la pandémie de la COVID-19 qui a entraîné les restrictions sur les



mouvements des personnes pour éviter la propagation de cette pandémie, beaucoup de réunions regroupant les pays membres de ces blocs économiques n'ont pas eu lieu ; certaines ont été faites cependant sur les plateformes électroniques.

### III.7.1. Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe

Au cours de l'année 2020, la Banque a participé à l'atelier virtuel de validation d'un guide de l'utilisateur basé sur les tests de résistance budgétaire pour les banques centrales et les ministères des finances des pays membres du Marché Commun d'Afrique Australe et Orientale.

Suite aux mesures barrières prises pour faire face à la pandémie de la COVID-19, la 41<sup>ème</sup> réunion du Bureau du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales et la 25<sup>ème</sup> réunion du Comité

des Gouverneurs du COMESA n'ont pas eu lieu. Toutefois, la Banque a pris part dans la validation des états financiers audités de la Chambre de Compensation du COMESA (CCC) pour l'année clôturée au 31/3/2020, des états financiers audités de l'Institut Monétaire du COMESA (IMC) pour l'année clôturée le 31/12/2019 et des budgets 2021 de la CCC et de l'IMC.

La réussite du processus d'intégration régionale passe par le respect d'un certain nombre de critères de convergence macroéconomiques convenus entre les pays membres. Dans ce cadre, le Burundi a respecté le critère de convergence relatif à l'inflation.

Toutefois, suite à l'environnement macroéconomique national qui a été très affecté par les effets néfastes de la COVID-19, les autres critères macroéconomiques relatifs au déficit budgétaire, à la dette publique et aux réserves de change n'ont pas été respectés;

**Tableau 50 : Critères de convergence macroéconomique du Burundi à la CEA**

	2016	2017	2018	2019	2020
1. Taux d'inflation annuel (plafond= 8%)	5,6	16,1	-2,6	-0,7	7,5
2. Déficit budgétaire dons compris en % du PIB (plafond = 3%)	-5,9	-4,3	-4,5	-4,4	-6,1
3. Dette publique en % du PIB (plafond = 50%)	42,5	42,5	46,6	52,5	58,4
4. Réserves de change en mois d'importations (plancher= 4,5 mois)	1,5	1,7	1,0	1,5	1,1

Source: BRB

### III.7.2. Coopération avec le Fonds Monétaire International

Dans le cadre de la coopération avec le Fonds Monétaire International, la Banque de la République du Burundi a participé à différentes activités organisées aux niveaux bilatéral et multilatéral. Au niveau bilatéral, la Banque de la



De gauche à droite (Devant) : Mr Jacques Bouhga-Hagbe, Economiste Principal pour le Burundi au FMI ; Mr Melchior Wagara, 1<sup>er</sup> Vice-Gouverneur de la BRB ; Mr Hans Weisfeld, Chef de Mission pour le Burundi ; Mr Jean CIZA, Gouverneur de la BRB.

République du Burundi a accueilli à Bujumbura, en février 2020 et au titre d'une visite restreinte de courtoisie et de courte durée (*Staff Visit*), une délégation du Département Afrique, conduite par Monsieur Hans WEISFELD, Chef de Mission pour le Burundi à cette période. S'inscrivant dans le cadre des engagements pris par le FMI d'envoyer une équipe au Burundi pour confirmer le renforcement de la coopération bilatérale. Cette réunion a permis à la BRB et au FMI de discuter des questions de la gestion de la politique macroéconomique en général, de la politique monétaire et de change en particulier.

En outre, la BRB a participé aux discussions organisées virtuellement par le FMI en marge des réunions de printemps, pour capitaliser davantage sur les conclusions de la visite de février 2020.

Enfin, avec les implications socio-économiques de la pandémie de Covid-19, la BRB a participé

activement dans la négociation organisée au titre de l'allègement de la dette en faveur de la République du Burundi, à partir du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes mis en place pour aider les pays à faire face aux dépenses liées à la Covid-19. Ces discussions auxquelles la Banque Centrale était associée ont abouti au déblocage de la première tranche pour un montant de 7,6 Millions de Dollars Américains, soit 5,48 Millions de DTS<sup>6</sup> approuvé le 20 juillet 2020 par le Conseil d'administration du FMI dans le cadre de cet allègement.

Au niveau multilatéral, la Banque de la République du Burundi a participé, à travers les réunions de printemps et les réunions annuelles, aux activités du Groupe 1 (*Africa Group 1 Constituency*) auquel le Burundi appartient de par la structure organisationnelle au niveau de la représentation des pays africains dans le Conseil d'Administration du FMI.

Ces réunions se consacraient, entre autres, à la discussion des expériences des pays en ce qui est de la Covid-19 et, principalement aux évaluations régulières des activités du Groupe pour l'intérêt des pays membres du FMI.

Il s'agissait d'échanger sur (a) les questions de politique économique, mais aussi (b) les questions liées à la représentation des Pays au sein du Conseil d'Administration ainsi que (c) les questions d'ordre administratif au niveau du Bureau de l'Administrateur et le rapport d'activité de ce dernier.

La Banque de la République du Burundi a également participé à la réunion virtuelle du Caucus Africain, organisé en référence aux implications de la pandémie de Covid-19 sous le thème « Protéger le capital humain de l'Afrique face à la COVID-19 : Sauver des vies, préserver le bien-être, sauvegarder la productivité et l'emploi ». La participation à ce Caucus a été d'une grande importance dans la mesure où la pandémie de COVID-19 actuelle fait peser des menaces sans précédent sur les vies humaines, le développement du capital humain et l'activité économique en Afrique, avec des conséquences disproportionnées pour les ménages et les pays pauvres et vulnérables du continent africain. La COVID-19 est unique par son intensité et sa portée, et elle apporte dans son sillage une nouvelle série de défis mondiaux en général et de tensions pour l'Afrique, en particulier.

<sup>6</sup> DTS=Droits de Tirages Spéciaux. Le DTS est un avoir de réserve internationale créé par le FMI pour compléter les réserves officielles de ses pays membres. Le DTS n'est pas une monnaie. Il est défini par un panier de devises

déterminent sa valeur : le dollar américain, l'euro, le yuan chinois, le yen japonais et la livre *sterling*.



**IV**

**Chapitre 4**  
**ADMINISTRATION DE LA BANQUE**

---

Cette page a été intentionnellement laissée vide!

**A**u cours de l'année 2020, les organes de la Banque ont continué d'exercer leurs missions conformément à la loi N°1/34 du 02 Décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi. En vertu de ces Statuts, les organes de la Banque Centrale sont le Conseil Général, le Comité de Direction et les Organes de Contrôle.

L'année 2020 a été marquée par la nomination par Décret N°100/046 du 25 août 2020, de l'Honorable Pascal NYABENDA, 2<sup>ème</sup> Vice-Gouverneur en remplacement de Madame Annonciate SENDAZIRASA dont le mandat venait d'expirer.

Pour renforcer le cadre réglementaire interne, la Direction de la Banque a émis de nouveaux Ordres de Service portant sur ses différents processus.

Au niveau organisationnel, la Banque a poursuivi l'adaptation de sa structure par rapport à son environnement de travail. C'est ainsi qu'en date du 23 avril 2020, l'organigramme de la Banque a été mis à jour pour accroître son efficacité, à travers :

- La nomination de deux Conseillers de Direction, l'un en charge du domaine Conduite du Changement et l'autre en charge du domaine des Systèmes d'Information ;
- La mise en place d'un Service en charge du suivi et du contrôle des Opérations Financières en devises des banques commerciales ;
- Le renforcement des entités en charge de l'implémentation du marché des capitaux au Burundi. Le Service Régulation du marché des capitaux et le Secrétariat de la Bourse des valeurs mobilières sont devenus des Cellules.

## IV.1. Conseil Général

Le Conseil Général, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême qui définit la vision et les politiques de la Banque. En plus des membres du Comité de Direction de la Banque, le Conseil Général est composé de cinq membres nommés par Décret Présidentiel en fonction de leurs

compétences et expériences en matières économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

Au cours de l'exercice 2020, le Conseil Général a tenu six réunions statutaires qui ont porté, notamment, sur l'examen du rapport annuel de 2019, de la proposition de révision de l'organigramme de la BRB, des rapports du Comité de Gestion des Réserves de Change et des rapports du Comité de Politique Monétaire des exercices 2019-2020 et 2020-2021.

Le Conseil Général a, également, approuvé les états financiers trimestriels de la Banque, adopté le budget de la Banque 2020-2021 ainsi que la Cartographie Globale des Risques de la Banque.

## IV.2. Comité de Direction

Le Comité de Direction, composé du Gouverneur et de deux Vice-Gouverneurs, a tenu vingt et une réunions qui ont, entre autres, porté sur la Cartographie Globale des Risques, les rapports du Comité de Politique Monétaire, les rapports du Comité de Gestion des Réserves de Change, les états financiers trimestriels, les rapports d'Audit, le budget de l'exercice 2020-2021 et la révision budgétaire pour la même période.

## IV.3. Organes de contrôle

En vertu des Statuts régissant les activités de la Banque, les organes de contrôle sont constitués de :

- Comité d'Audit ;
- Auditeurs Internes ;
- Auditeurs Externes.

Le Comité d'Audit est composé de trois membres du Conseil Général qui ne sont pas membres du Comité de Direction. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil Général dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

Au cours de l'exercice 2020, le Comité d'Audit a continué d'accomplir sa mission conformément à la Charte du Comité d'Audit. La Charte indique les pouvoirs et les responsabilités du Comité d'Audit vis-à-vis du contrôle interne, de la gestion des risques, des rapports financiers ainsi

que des auditeurs internes et externes. Ainsi, le Comité d'Audit a tenu neuf réunions qui ont porté, à la fois, sur les activités de l'Audit Interne et celles de l'Audit Externe.

Les auditeurs internes et externes ont, quant à eux, continué d'exécuter les missions qui relèvent de leurs compétences conformément aux Normes Internationales d'Audit. La mission de l'Audit Interne consiste à identifier les risques liés aux activités de la Banque et à formuler des recommandations en vue de gérer ces risques.

Pour la réalisation de sa mission, l'Audit Interne s'est, comme pour l'exercice précédent, référé à son manuel des procédures et s'est basé sur la méthodologie d'audit fondé sur les risques. En l'absence d'outils automatisés appropriés, les auditeurs internes ont eu recours à des formulaires standardisés, en particulier la Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes (FRAP) qui met en évidence les faiblesses constatées, les critères d'évaluation, les causes des faiblesses, les risques auxquels la Banque est exposée, les contrôles internes existants, les recommandations, les avis de l'audit, les plans d'actions ainsi que les décisions du Comité de Direction.

Conformément à la Constitution du Burundi qui stipule que l'année comptable est clôturée au mois de juin de chaque année, les missions d'audit réalisées durant l'exercice 2020 se retrouvent dans deux plans d'audit distincts, à savoir le plan annuel 2019-2020 et le plan annuel 2020-2021. Au total, 12 missions d'audit ont été finalisées au cours de l'exercice 2020.

L'audit externe des comptes annuels de la Banque est confié au Cabinet Mazars Cameroun dont le mandat couvrira les états financiers jusqu'à fin juin 2022. La certification des états financiers à fin juin 2020 n'était pas encore effectuée à fin 2020, en raison des restrictions imposées sur les voyages pour faire face à la pandémie de covid-19 qui ont empêché les experts du Cabinet de commencer leur mission dans les délais.

## IV.4. Gestion des risques

En matière de gestion des risques, les activités réalisées en 2020 ont porté essentiellement sur l'actualisation de la Cartographie globale des risques et l'élaboration du Plan de Continuité des Activités de la Banque en situation de pandémie.

L'actualisation de la Cartographie globale des risques de la Banque passe par l'appréciation des risques sur base des informations fournies par les entités de la Banque et la proposition des actions de mitigation des risques identifiés.

Sur base des résultats de l'appréciation des risques auxquels la Banque est soumise, la Cartographie globale des risques a été révisée.

Par ailleurs, pour se préparer à assurer la continuité des activités critiques en situation de pandémie pouvant entraîner l'absence massive de son personnel, la Banque a élaboré un dispositif de gestion de la continuité y relatif. Ce dernier fait partie intégrante du Plan de Continuité des Activités de la Banque.

## IV.5. Plan stratégique de la Banque

En 2020, la Banque évalué le Plan Stratégique 2017-2019 et poursuivi la mise en œuvre des activités inachevées au cours de cette période. Le Plan Stratégique visait le changement des méthodes de travail de la Banque pour qu'elle soit « une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise ».

Les grandes activités réalisées dans le plan stratégique sont notamment :

1. L'édiction de certaines circulaires d'application de la loi régissant les activités bancaires au Burundi ;
2. La mise en œuvre de nouvelles mesures de politique monétaire visant le financement des secteurs porteurs de croissance à des conditions préférentielles ;



3. La création, par la BRB en collaboration avec l'Association des Banques et des Etablissements Financiers (ABEF), d'une société burundaise de monétique, dénommée « Bi-Switch » ;
4. La certification de la Banque à la norme ISO 27001 suite aux efforts consentis dans l'amélioration de la sécurité physique de ses infrastructures.

Après l'évaluation des activités du Plan Stratégique 2017-2019, un nouveau Plan Stratégique en cours d'élaboration couvrira la période 2021-2023.

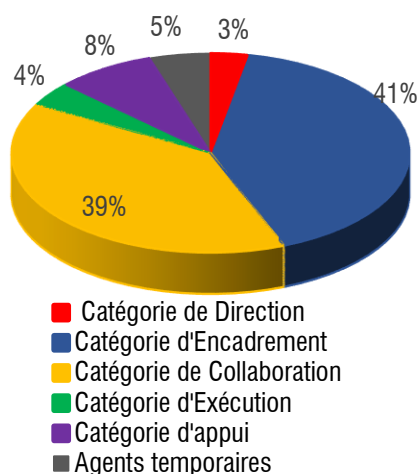
## IV.6. Gestion des ressources humaines

### IV.6.1. Effectif du personnel

A fin décembre 2020, le personnel de la Banque s'élevait à 796 contre 814 unités l'année précédente, soit une diminution de 2,2%. La Banque a enregistré, 4 recrutements, 22 départs pour diverses raisons dont 10 retraités. Au niveau de la répartition du personnel, les catégories d'encadrement et de collaboration sont restées prédominantes dans l'effectif du personnel de la Banque.

La part du personnel d'encadrement (41 contre

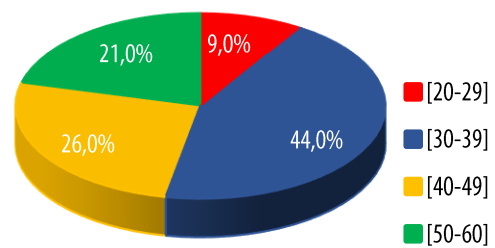
**Graphique 15: Répartition de l'effectif du personnel par catégories**



Source : BRB

41%) et celle de collaboration (39 contre 37%) se sont presque stabilisées par rapport au niveau

**Graphique 16: Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge**



Source : BRB

de l'année précédente. Par tranches d'âge, 78,9% du personnel de la Banque avaient l'âge compris entre 20 et 49 ans tandis que 21,1% du personnel dépassaient l'âge de 50 ans.

S'agissant de la répartition par sexe, le personnel masculin et féminin représentait respectivement 62 et 38% de l'effectif total de la Banque et était presque dans les mêmes proportions que l'année précédente.

### IV.6.2. Politique sociale

La Banque a accordé des avantages sociaux à son personnel pour assurer leur bon épanouissement conformément aux Statuts du personnel et à la réglementation de la Banque.

### IV.6.3. Formation

Suite à la pandémie de Covid-19 qui a entraîné les restrictions sur les voyages, les formations classiques organisées par les centres régionaux du FMI ou celles de l'Institut Monétaire du COMESA n'ont pas eu lieu. Cependant, elles ont été substituées par des formations virtuelles sur Zoom plateforme. Ces formations visaient notamment l'harmonisation des statistiques, du cadre de conduite de la politique monétaire, les normes de supervision bancaire et stabilité financière, les infrastructures du système de paiement et du marché financier.



# CONCLUSION GENERALE

La pandémie de Covid-19 a affecté l'activité économique nationale à l'image des autres économies régionale et mondiale. L'activité économique s'est contractée de 0,5% contre une croissance économique de 4,5% en 2019. Cette contraction de l'activité économique est principalement liée à la décroissance dans le secteur tertiaire (-2,7 contre +7,2%). Toutefois, elle s'est améliorée dans le secteur primaire (3,0 contre 2,8%) et a décéléré dans le secteur secondaire (0,4 contre 1,1%).

Pour soutenir l'activité économique touchée par la pandémie de Covid-19, la Banque a poursuivi la politique monétaire accommodante pour encourager le financement des secteurs affectés par cette pandémie. En outre, la Banque a élargi les secteurs éligibles au refinancement des secteurs porteurs de la croissance, en intégrant les secteurs des infrastructures, l'hôtellerie et tourisme et les logements sociaux qui sont venus s'ajouter aux secteurs pilotes identifiés avant comme l'agriculture et l'élevage ainsi que l'industrie.

Concernant le secteur bancaire, en vue de promouvoir le crédit au secteur privé, une Banque d'Investissement des Jeunes (BIJE) et une autre œuvrant dans le financement du secteur agricole ont été créées au cours de l'année 2020. Ces deux banques ont une particularité par rapport à celles existantes car elles vont financer les projets d'une grande composante de la population burundaise.

S'agissant de la politique de change, la BRB a poursuivi ses fortes interventions sur le marché des changes pour financer les produits stratégiques: carburants, engrais, matières premières avec un accent particulier sur les produits pharmaceutiques pour enrayer la propagation de la Covid-19. Ces interventions sur le marché des changes ont permis de maîtriser les pressions inflationnistes consécutives aux difficultés d'approvisionnement suite à la fermeture des frontières.

Pour l'année 2021, il est attendu une reprise de l'activité économique après la récession enregistrée l'année précédente. Pour soutenir cette reprise économique, la BRB va continuer à mettre à la disposition des Etablissements de crédit de la liquidité nécessaire et à moindre coût pour les inciter à financer le crédit au secteur privé, en général, et les secteurs identifiés comme porteurs de la croissance, en particulier.



# ANNEXES

Cette page a été intentionnellement laissée vide!

## ANNEXE 1 : LES PRINCIPALES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES

	Unités	Année				
		2016	2017	2018	2019	2020
<b>I. INDUSTRIES EXTRACTIVES</b>						
Tourbe	T	9 541,0	13 157,1	11 800,7	15 248,1	9 632,9
<b>II. INDUSTRIES AGRICOLES</b>						
Café	T	14 326,0	15 229,0	20 074,3	10 365,6	7 511,0
Thé	T	10 753,5	9 640,0	10 700,6	10 823,0	10 763,0
Coton	T	2 011,0	1 622,0	2 066,0	870,0	763,0
<b>III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES</b>						
		2 080	2 328	2 450	2 497	2 629
Boissons	Hl	220,9	436,0	874,9	856,6	652,0
Huile de coton	Litre	41 280,0	18 805,0	15 685,0	18 015,0	17 810,0
Riz (1)	T	1 342,4	1 690,8	1 107,5	1 645,2	-
Lait	Litre	-	-	-	-	-
Produits laitiers	Kg	-	-	-	-	-
		887				
Cigarettes	('000)	475,0	799 955,0	710 060,0	635 935,0	980 095,0
Farine de blé et de maïs	T	-	-	-	-	-
Sucre	T	23 655,7	21 940,0	19 534,5	18 574,4	20 435,6
Aliments pour bétail	T	-	-	-	-	-
<b>IV. INDUSTRIES CHIMIQUES</b>						
Films en polyéthylène	Kg	-	-	-	-	-
Insecticides	T	-	-	-	-	-
Allumettes	Carton (2)	-	-	-	-	-
Savons		-	-	-	-	-
- de ménage	T	16 683,6	12 615,1	14 683,5	14 383,9	15 502,0
- de toilette	T	559,9	582,3	425,4	630,4	836,1
Peinture	T	696,6	868,0	733,8	899,9	973,4
Produits pharmaceutiques	MF	-	-	-	-	-
Oxygène	M3	20 839,7	17 917,0	33 214,0	51 950,0	59 559,0
Acétylène	Kg	-	-	-	-	-
Mousse	Matelas (3)	12 440,0	9 259,0	5 997,0	-	-
Craies scolaires	Kg	-	-	-	-	-
Bouteilles	T	-	-	-	-	-
		413				
Casiers en plastique	Unité	834,0	152 691,0	268 735,0	194 185,0	130 166,0
Piles électriques	Carton (4)	-	-	-	-	-
<b>V. INDUSTRIES TEXTILES ET CUIR</b>						
Tissus finis	M2	-	-	-	-	-
Couvertures	Unité	-	-	-	-	-
Chaussures	Paire	-	-	-	-	-
<b>V. INDUSTRIES DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION</b>						
<b>NON METALLIQUES</b>						
Plaques en fibro-ciment	T	-	-	-	-	-
		140				
Tubes en PVC	Kg	824,0	55 099,0	47 835,0	116 141,0	38 714,0
<b>VI. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX</b>						
Clous	T	-	-	-	-	-
Tôles ondulées	Pièces	-	-	-	-	-
Profilés acier (2)	T	15,4	10,6	19,1	22,6	30,9
Tubes en acier	T	-	-	-	-	-
<b>VII. AUTRES INDUSTRIES</b>						
Bouchons couronnes	('000)	-	-	-	-	-
Papiers hygiéniques	Rouleau	-	-	-	-	-

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

(2): Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds "Estetic".

Source: Données fournies par les entreprises industrielles.

## ANNEXES 2 : OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DE L'ETAT (EN MBIF)

	2017	2018	2019	2020	Prévisions 2020	Taux de réal
<b>A. RECETTES ET DONNS</b>	<b>898 430,8</b>	<b>1 048 225,7</b>	<b>1 244 007,7</b>	<b>1 300 015,5</b>	<b>1 374 948,9</b>	<b>94,6</b>
1. RECETTES	754 142,6	836 889,2	990 070,8	1 073 267,4	990 829,0	<b>108,3</b>
Recettes fiscales	699 090,9	770 877,9	890 452,3	970 491,0	917 418,6	<b>105,8</b>
dont compensation COMESA	0,0	0,0	0,0	0,0		
Recettes non fiscales	55 051,7	66 011,3	99 618,4	102 776,4	73 410,5	<b>140,0</b>
Recettes exceptionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	33 255,4	-
dont AMISOM& MUNISCA	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	-
2. DONNS	144 288,2	211 336,6	253 936,9	226 748,1	350 864,6	<b>64,6</b>
Dons courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Dons en capital	144 288,2	211 336,6	253 936,9	226 748,1	350 864,6	<b>64,6</b>
<b>B. DEPENSES</b>	<b>1 145 251,2</b>	<b>1 312 439,4</b>	<b>1 514 529,1</b>	<b>1 704 285,4</b>	<b>1 546 229,9</b>	<b>110,2</b>
a. Dépenses courantes	863 733,7	914 155,8	929 222,8	1 318 231,3	947 821,5	<b>139,1</b>
Dépenses sur biens et services	546 058,3	578 213,8	603 298,9	728 860,6	587 038,5	<b>124,2</b>
Salaires	385 815,5	408 657,4	441 630,5	532 122,9	453 901,5	<b>117,2</b>
Achats de biens et autres services	160 242,9	169 556,4	161 668,4	196 737,6	133 137,0	<b>147,8</b>
Subventions et autres transferts	278 331,0	290 373,5	289 936,8	508 935,2	280 007,7	<b>181,8</b>
Exonérations					18 000,0	
Paiements d'intérêts	27 220,0	22 802,0	28 263,8	80 435,5	58 675,3	<b>137,1</b>
Dépenses sur les fonds spéciaux	12 124,2	22 766,6	7 723,3	0,0	4 100,0	<b>0,0</b>
SOLDE COURANT HORS DONNS	-109 591,0	-77 266,7	60 848,0	-244 963,9	-	-
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	34 697,1	134 069,9	314 784,9	-18 215,8	-	-
b. Dépenses en capital	281 517,5	398 283,5	585 306,3	386 054,1	598 408,5	<b>64,5</b>
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)	-391 108,6	-475 550,2	-524 458,4	-631 018,1	-	-
<b>SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits const.)</b>	<b>-246 820,4</b>	<b>-264 213,6</b>	<b>-270 521,4</b>	<b>-404 270,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>246 820,4</b>	<b>264 213,6</b>	<b>270 521,4</b>	<b>404 270,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	-1 825,9	29 310,0	99 706,0	27 475,9	14 305,8	<b>192,1</b>
Tirages	14 165,9	41 254,6	117 453,5	46 381,7	49 262,5	<b>94,2</b>
Moins amort. de la dette extérieure	-15 991,7	-11 944,6	-17 747,5	-18 905,8	-34 956,7	<b>54,1</b>
Variation des arriérés						-
Allègement de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	268 389,8	236 502,6	234 742,2	442 977,9	156 975,2	<b>282,2</b>
a. Secteur bancaire	228 782,2	248 385,9	252 972,2	397 087,9	126 694,9	<b>313,4</b>
B.R.B.	8 500,5	-64 686,6	-105 306,5	99 502,1	0,0	
Banques commerciales	219 218,9	312 790,3	355 992,1	298 051,9	126 694,9	<b>235,3</b>
Microfinances			-195,1	-466,1	0,0	0,0
CCP	1 062,8	282,2	2 481,7	0,0	0,0	0,0
b. Secteur non bancaire	39 607,6	-11 883,3	-18 230,0	45 890,0	30 280,4	<b>151,6</b>
Etablissements financiers		5 140,0	6 360,0	2 800,0	-16 719,6	
Secteur non financier	39 607,6	-17 023,3	-24 590,0	43 090,0	47 000,0	<b>91,7</b>
3. ERREURS ET OMISSIONS	-19 743,5	-1 598,9	-63 926,7	-66 183,9	0,0	-

Source : MFBPE

**ANNEXE 3 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CATEGORIE ET PAR CREANCIER**

	Encours fin 2019	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2020
<b>I. Dette directe</b>	<b>946 831,8</b>	<b>46 381,7</b>	<b>60 005,3</b>	<b>18 695,1</b>	<b>8 409,4</b>	<b>1 034 523,7</b>
AID	272 641,95	0,0	21 353,57	4 795,32	1 232,59	289 200,2
BAD	1 330,03	-	105,35	-	-	1 435,4
B.E.I	41 746,99	-	5 561,56	-	136,4	47 308,6
BADEA	61 778,91	16 802,4	2 295,25	1 320,65	0,0	79 555,9
FAD	45 323,73	0,0	3 567,53	655,14	224,75	48 236,1
FIDA	91 814,75	0,0	7 272,84	-	-	99 087,6
FOND KOWEITIEEN	54 795,94	1 845,1	1 733,59	-	4,43	58 374,6
FONDS SAOUDIEN	77 327,46	0,0	1 892,95	623,1	774,58	78 597,4
OPEP	160 276,49	11 001,71	5 642,49	11 300,95	2 801,90	165 619,7
AUTRES	139 795,58	16 732,49	10 580,13	0,0	3 234,78	167 108,2
<b>2. Dette rétrocedée</b>	<b>1 597,6</b>	<b>0,0</b>	<b>54,4</b>	<b>210,6</b>	<b>12,3</b>	<b>1 441,4</b>
FONDS ABU DHABI	1 597,61	0,0	54,40	210,63	12,30	1 441,4
<b>TOTAL</b>	<b>948 429,4</b>	<b>46 381,7</b>	<b>60 059,7</b>	<b>18 905,8</b>	<b>8 421,7</b>	<b>1 035 965,0</b>

Source: MFBCDE

**ANNEXE 4 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEURS**

(Encours en fin d'année, en MBIF)

	Encours fin 2019	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2020
<b>I. DETTE DIRECTE</b>	<b>946 831,8</b>	<b>46 381,7</b>	<b>60 005,3</b>	<b>18 695,1</b>	<b>8 409,4</b>	<b>1 034 523,7</b>
A. Equipements publics	456 996,3	20 901,8	26 124,7	7 740,2	3 588,4	496 282,7
1. Transport	339 750,5	20 901,8	14 647,7	7 166,9	2 709,6	368 133,1
a) Routes	339 750,5	20 901,8	14 647,7	7 166,9	2 709,6	368 133,1
b) Aéroport et port	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	45 206,3	-	3 552,8	573,3	175,2	48 185,8
3. Divers	72 039,6	-	7 924,2	-	703,6	79 963,8
B. Secteurs productifs	215 392,8	25 479,9	15 227,0	3 728,0	3 566,6	252 371,7
1. Agriculture et Elevage	114 327,4	6 791,2	7 294,4	3 724,3	896,8	124 688,7
2. Sylviculture	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Mines et Energie	101 065,3	18 688,7	7 932,5	3,6	2 669,7	127 682,9
C. Secteur social	56 848,5	-	4 436,7	1 251,2	242,7	60 034,0
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	56 848,5	-	4 436,7	1 251,2	242,7	60 034,0
D. Divers	217 594,3	0,0	14 216,8	5 975,8	1 011,8	225 835,3
1. Balance des paiements	-	-	-	-	-	-
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 590,6	-	126,0	-	-	1 716,6
5. Autres	216 003,7	-	14 090,8	5 975,8	1 011,8	224 118,7
<b>II. DETTE RETROCEDEE</b>	<b>1 597,6</b>	<b>-</b>	<b>54,4</b>	<b>210,6</b>	<b>12,3</b>	<b>1 441,4</b>
A. Equipements publics	-	-	-	-	-	-
1. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	1 597,6	-	54,4	210,6	12,3	1 441,4
1. Agriculture et élevage	-	-	-	-	-	-
2. Agro-Industrie	1 597,6	-	54,4	210,6	12,3	1 441,4
3. Energie	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>948 429,4</b>	<b>46 381,7</b>	<b>60 059,7</b>	<b>18 905,8</b>	<b>8 421,7</b>	<b>1 035 965,0</b>

Source: MFBCDE



**ANNEXE 5 : EVOLUTION DES RESERVES INTERNATIONALES (EN MBIF)**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>B.R.B.</b>	<b>-132 985,6</b>	<b>-162 073,8</b>	<b>-144 480,4</b>	<b>-165 217,1</b>	<b>-129 390,7</b>	<b>-93 105,3</b>
- Avoirs extérieurs	221 829,6	166 434,7	194 000,2	145 607,1	241 766,3	250 872,7
Réserves officielles de change	220 530,0	161 011,0	180 587,6	127 036,3	213 443,9	183 574,4
Or	1 660,3	1 893,1	2 211,8	2 234,6	2 767,8	3 553,5
DTS	88 116,1	19 330,2	1 985,5	12 311,3	493,8	17 838,6
Tranche de réserve FMI	808,1	44 971,7	49 876,8	48 581,8	50 296,9	29 695,1
Devises	129 945,5	94 816,0	126 513,5	63 908,6	159 885,4	132 487,2
Autres créances	1 299,6	5 423,7	13 412,6	18 570,8	28 322,4	67 298,3
- Engagements extérieurs	354 815,2	328 508,5	338 480,6	310 824,2	371 157,0	343 978,0
<b>BANQUES COMMERCIALES</b>	<b>57 115,5</b>	<b>-14 449,3</b>	<b>-9 919,6</b>	<b>-37 983,9</b>	<b>-76 949,6</b>	<b>-111 910,8</b>
- Avoirs extérieurs	207 089,0	125 486,1	146 133,0	144 238,8	139 666,3	195 777,0
- Engagements extérieurs	149 973,5	139 935,4	156 052,6	182 222,7	216 615,9	307 687,8

Source: BRB

**ANNEXE 6: SITUATION MONETAIRE ( EN MBIF)**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Avoirs extérieurs	428 918,6	291 920,8	340 133,2	289 845,9	381 432,6	446 649,7
Engagements extérieurs	504 788,7	468 443,9	494 533,2	493 046,9	587 772,9	651 665,8
Crédit intérieur	1 506 387,8	1 767 122,4	2 004 966,2	2 369 485,6	2 827 585,3	3 475 334,8
- Créances nettes sur l'Etat	686 856,6	905 857,4	1 112 214,4	1 337 534,0	1 618 917,6	2 025 791,8
- Créances sur l'économie	819 531,2	861 265,0	892 751,8	1 031 951,6	1 208 667,7	1 449 543,0
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>1 430 517,7</b>	<b>1 590 599,3</b>	<b>1 850 566,2</b>	<b>2 166 284,6</b>	<b>2 621 245,0</b>	<b>3 270 318,7</b>
<b>Masse monétaire (M3)</b>	<b>1 106 380,0</b>	<b>1 187 101,8</b>	<b>1 499 512,9</b>	<b>1 797 468,9</b>	<b>2 202 818,6</b>	<b>2 728 029,9</b>
Masse monétaire (M2)	971 128,2	1 093 131,8	1 340 926,6	1 625 958,7	2 014 729,8	2 520 701,4
- Monnaie	643 739,6	810 347,2	995 743,0	1 210 240,6	1 430 096,8	1 800 172,3
- Quasi-Monnaie	327 388,6	282 784,6	345 183,6	415 718,1	584 633,0	720 529,1
Dépôts en devises des résidents	135 251,8	93 970,0	158 586,3	171 510,2	188 088,8	207 328,5
Divers (net)	324 137,7	403 497,5	351 053,3	368 815,7	418 426,4	542 288,8

Source: BRB

## ANNEXE 7 : CREDITS DU SECTEUR FINANCIER (en MBIF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
<b>2016</b>													
I. Crédits à court terme	587 754,1	592 517,6	590 147,0	587 856,1	602 092,4	625 062,1	626 920,8	629 186,9	631 091,6	626 685,4	611 325,8	605 766,6	609 700,5
- Mobilisation des créances commerciales	178 092,9	183 680,0	180 926,0	181 159,0	183 581,0	188 769,1	189 199,4	188 270,1	189 108,4	189 572,4	190 690,8	199 717,1	186 897,2
- Crédits à l'exportation	5 608,2	3 600,2	2 709,9	5 827,7	5 867,8	1 715,2	4 680,0	3 286,1	2 656,9	1 763,9	909,9	438,6	3 255,4
- Crédits à l'importation	5 751,2	4 880,4	5 282,1	2 533,8	2 196,9	5 600,2	5 474,6	5 546,7	4 825,7	4 400,2	3 679,8	3 280,3	4 454,3
après expédition													
- Crédits de trésorerie	398 301,8	400 357,0	401 229,0	398 335,6	410 446,7	428 977,6	427 566,8	432 084,0	434 500,6	430 948,9	416 045,3	402 330,6	415 093,6
II. Crédits à moyen terme	180 388,6	177 303,1	185 384,2	187 705,2	189 888,0	184 520,6	181 932,1	204 216,9	196 856,1	194 387,6	201 285,0	195 807,8	189 972,9
- Habitat	17 668,3	17 961,6	17 676,2	17 791,6	17 867,3	18 509,7	18 821,5	20 121,0	20 840,0	20 879,3	21 524,9	21 756,2	19 284,8
- Equipement	162 720,3	159 341,5	167 708,0	169 913,6	172 020,7	166 010,9	163 110,6	184 095,9	176 016,1	173 508,3	179 760,1	174 051,6	170 688,1
III. Crédits à long terme	116 892,7	116 473,3	114 963,5	115 527,3	114 985,6	114 391,0	114 799,5	114 007,5	115 424,8	117 797,0	119 744,6	121 013,8	116 335,1
- Habitat	64 902,1	66 562,4	65 125,7	65 827,3	62 927,0	64 799,4	64 997,8	67 489,8	63 979,3	68 753,3	69 455,0	67 282,9	66 008,5
- Equipement	51 990,6	49 910,9	49 837,8	49 700,0	52 058,6	49 591,6	49 801,7	46 517,7	51 445,5	49 043,7	50 289,6	53 730,9	50 326,6
<b>TOTAL</b>	<b>885 035,4</b>	<b>886 294,0</b>	<b>890 494,7</b>	<b>891 088,6</b>	<b>906 966,0</b>	<b>923 973,7</b>	<b>923 652,4</b>	<b>947 411,3</b>	<b>943 372,5</b>	<b>938 870,0</b>	<b>932 355,4</b>	<b>922 588,2</b>	<b>916 008,5</b>
<b>2017</b>													
I. Crédits à court terme	622 086,8	572 934,4	572 837,9	564 364,3	584 026,8	618 569,0	636 709,4	652 987,9	672 850,3	679 060,6	689 250,9	631 050,3	624 727,4
- Mobilisation des créances commerciales	195 922,5	137 801,8	135 680,7	140 439,7	139 780,8	140 451,2	137 017,2	138 615,6	153 830,7	153 413,8	150 562,1	138 435,1	146 829,3
- Crédits à l'exportation	5 354,4	6 198,3	5 956,6	3 680,9	4 853,1	10 841,3	9 798,8	11 925,7	11 386,4	10 834,2	13 053,7	10 346,8	8 685,9
- Crédits à l'importation	2 366,2	2 365,0	1 811,7	1 982,8	2 251,1	2 222,3	2 467,1	3 469,8	2 800,1	1 813,1	2 343,3	2 339,6	2 352,7
après expédition													
- Crédits de trésorerie	418 443,7	426 569,3	429 388,9	418 260,9	437 141,8	465 054,2	487 426,3	498 976,8	504 833,1	512 999,5	523 291,8	479 928,8	466 859,6
II. Crédits à moyen terme	181 760,1	190 283,8	190 160,0	192 251,8	194 524,7	200 619,7	200 611,5	206 263,8	197 138,6	196 273,0	195 612,9	198 136,9	195 303,1
- Habitat	21 338,8	30 658,7	21 987,1	21 741,0	21 309,0	21 867,5	21 877,2	23 907,7	23 372,8	23 615,7	23 740,1	24 281,9	23 308,1
- Equipement	160 421,3	159 625,1	168 172,9	170 510,8	173 215,7	178 752,2	178 734,3	182 356,1	173 765,8	172 657,3	171 872,8	173 855,0	171 994,9
III. Crédits à long terme	138 312,1	130 575,7	127 669,2	131 064,3	125 267,5	130 249,5	137 040,0	132 399,7	131 805,2	140 885,5	144 122,5	148 156,3	134 795,6
- Habitat	74 119,3	76 410,9	70 224,5	75 595,1	73 703,3	76 125,1	76 721,4	78 095,3	78 360,0	78 975,9	78 985,1	81 197,0	76 542,7
- Equipement	64 192,8	54 164,8	57 444,7	55 469,2	51 564,2	54 124,4	60 318,6	54 304,4	53 445,2	61 909,6	65 137,4	66 959,3	58 252,9
<b>TOTAL</b>	<b>942 159,0</b>	<b>893 793,9</b>	<b>890 667,1</b>	<b>887 680,4</b>	<b>903 819,0</b>	<b>949 438,2</b>	<b>974 360,9</b>	<b>991 651,4</b>	<b>1 001 794,1</b>	<b>1 016 219,1</b>	<b>1 028 986,3</b>	<b>977 343,5</b>	<b>954 826,1</b>
<b>2018</b>													
I. Crédits à court terme	630 053,8	641 248,2	651 526,5	655 767,1	652 813,4	694 154,0	734 002,5	742 378,0	753 077,4	786 346,9	754 440,9	707 381,7	700 265,9
- Mobilisation des créances commerciales	136 064,0	140 069,0	157 753,5	157 141,5	152 480,0	154 717,6	162 918,2	166 376,3	165 717,4	163 734,7	163 179,9	143 274,5	155 285,6
- Crédits à l'exportation	9 003,0	8 104,6	7 114,3	4 740,2	4 710,3	9 256,8	19 772,0	20 072,8	18 713,7	25 279,1	13 389,2	21 128,0	13 440,3
- Crédits à l'importation	2 551,6	3 459,0	4 490,6	4 242,6	4 176,6	4 053,8	3 737,4	3 927,6	3 548,3	3 292,1	4 565,8	5 697,8	3 978,6
après expédition													
- Crédits de trésorerie	482 435,2	489 615,6	482 168,1	489 642,8	491 446,5	526 125,8	547 574,9	552 001,3	565 098,0	594 041,0	573 306,0	537 281,4	527 561,4
II. Crédits à moyen terme	200 318,9	207 487,7	193 889,9	198 583,2	194 889,2	207 831,7	201 463,7	214 631,5	214 070,1	214 908,5	249 341,3	252 708,1	212 510,3
- Habitat	24 672,2	25 642,7	28 196,6	27 553,9	26 955,8	27 605,1	27 264,1	27 618,2	27 187,7	27 380,0	25 816,1	24 586,2	26 706,6
- Equipement	175 646,7	181 845,0	165 693,3	171 029,3	167 933,4	180 226,6	174 199,6	187 018,3	186 882,4	187 528,5	223 525,2	228 121,9	185 803,8
III. Crédits à long terme	147 805,3	151 505,1	155 413,3	156 464,8	157 483,9	158 870,3	162 203,4	156 172,2	162 276,8	161 905,9	166 934,6	176 828,7	159 488,7
- Habitat	81 758,7	83 930,7	84 253,3	89 160,9	89 563,7	91 292,4	93 233,3	95 603,4	100 835,6	104 041,4	105 677,6	112 629,1	94 331,7
- Equipement	66 046,6	67 574,4	71 160,0	67 303,9	67 920,2	67 577,9	68 970,1	60 568,8	61 441,2	57 864,5	61 257,0	64 199,6	65 157,0
<b>TOTAL</b>	<b>978 178,0</b>	<b>1 000 241,0</b>	<b>1 000 829,7</b>	<b>1 010 815,1</b>	<b>1 005 186,5</b>	<b>1 060 856,0</b>	<b>1 097 669,6</b>	<b>1 113 181,7</b>	<b>1 129 424,3</b>	<b>1 163 161,3</b>	<b>1 170 716,8</b>	<b>1 136 918,5</b>	<b>1 072 264,9</b>

## ANNEXE 7 : CREDITS DU SECTEUR FINANCIER (en MBIFF) (suite)

	2019	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
I. Crédits à court terme	695 073,8	701 189,7	709 056,2	701 665,1	723 527,4	746 264,1	781 864,4	783 895,6	801 785,8	820 659,6	845 081,5	824 112,9	761 181,3	
- Mobilisation des créances commerciales	134 489,5	131 967,7	127 790,0	121 114,7	131 001,2	128 837,3	133 338,5	131 102,8	125 161,5	122 551,7	137 576,1	115 234,3	128 347,1	
- Crédits à l'exportation	17 415,4	15 134,4	14 064,4	11 062,9	7 536,1	6 687,9	6 125,3	8 616,4	10 534,6	10 329,0	9 572,9	8 652,4	10 477,6	
- Crédits à l'importation après expédition	5 900,0	5 576,9	6 195,9	6 156,9	5 934,0	5 715,4	5 537,5	5 860,9	4 647,0	4 059,8	6 205,8	5 439,7	5 602,5	
- Crédits de trésorerie	537 268,9	548 510,7	561 005,9	563 330,6	579 056,1	605 023,5	636 863,1	638 315,5	661 442,7	683 719,1	691 726,7	694 786,5	616 754,1	
II. Crédits à moyen terme	254 063,9	256 379,2	267 703,7	273 227,8	276 845,6	282 596,8	284 932,8	285 872,5	292 577,9	287 879,1	278 096,1	284 537,4	277 059,4	
- Habitat	24 963,0	23 812,2	24 770,8	24 439,9	23 846,5	23 874,0	23 974,2	23 664,8	23 082,0	24 079,2	22 971,1	22 927,7	23 867,1	
- Equipement	229 100,9	232 567,0	242 932,9	248 787,9	252 999,1	258 722,8	260 958,6	262 207,7	269 495,9	263 799,9	255 125,0	261 609,7	253 192,3	
III. Crédits à long terme	178 481,8	185 064,0	183 895,0	187 903,9	189 477,4	193 347,3	197 644,9	207 661,7	209 484,9	210 211,0	217 350,1	215 991,4	198 042,8	
- Habitat	115 039,7	118 859,5	120 857,7	125 499,4	125 499,3	128 660,2	130 820,8	131 579,8	133 372,2	134 089,8	135 287,5	140 100,4	128 305,5	
- Equipement	63 442,1	66 204,5	63 037,3	62 404,5	63 978,1	64 687,1	66 824,1	76 081,9	76 112,7	76 121,2	82 062,6	75 891,0	69 737,3	
<b>TOTAL</b>	<b>1 127 619,5</b>	<b>1 142 632,9</b>	<b>1 160 654,9</b>	<b>1 162 796,8</b>	<b>1 189 850,4</b>	<b>1 222 208,2</b>	<b>1 264 442,1</b>	<b>1 277 429,8</b>	<b>1 303 848,6</b>	<b>1 318 749,7</b>	<b>1 340 527,7</b>	<b>1 324 641,7</b>	<b>1 236 283,5</b>	
2020														
I. Crédits à court terme	844 621,3	829 116,7	853 255,3	861 113,0	920 544,6	909 733,4	943 967,6	978 541,1	933 174,7	941 164,1	946 571,3	960 251,9	910 171,3	
- Mobilisation des créances commerciales	104 328,8	105 940,5	135 858,9	135 909,3	134 663,3	126 403,1	116 701,3	123 766,2	133 036,6	142 894,6	144 695,7	136 464,0	128 388,5	
- Crédits à l'exportation	1 520,5	7 088,3	4 868,7	686,6	591,5	591,6	3 704,2	1 926,4	3 846,7	2 926,4	2 434,5	1 920,0	2 675,5	
- Crédits à l'importation après expédition	5 190,9	5 813,2	5 505,7	4 597,0	4 525,8	3 700,7	4 269,4	4 448,1	3 981,4	4 416,9	5 447,7	5 028,3	4 743,8	
- Crédits de trésorerie	733 581,1	710 274,7	707 022,0	719 920,1	780 764,0	779 038,0	819 292,7	848 400,4	792 310,0	790 926,2	793 993,4	816 839,6	774 363,5	
II. Crédits à moyen terme	290 854,5	294 830,5	292 092,6	293 865,5	289 842,3	296 475,0	315 625,4	322 129,1	314 345,7	318 678,7	330 822,7	330 123,6	307 473,8	
- Habitat	24 120,0	23 091,1	23 792,5	22 312,6	23 087,8	23 170,8	23 562,5	23 166,5	23 882,8	32 282,3	27 570,8	35 656,1	25 474,7	
- Equipement	266 734,5	271 739,4	268 300,1	271 552,9	266 754,5	273 304,2	292 062,9	298 962,6	290 462,9	286 396,4	303 251,9	294 467,5	281 999,2	
III. Crédits à long terme	219 412,4	221 599,9	229 142,9	231 806,3	240 414,3	249 907,3	259 800,4	260 685,3	276 405,9	279 791,7	293 109,0	300 742,5	255 234,8	
- Habitat	140 833,6	142 194,7	141 359,2	146 392,8	149 299,2	151 320,3	160 556,0	166 642,0	171 092,2	176 721,7	179 175,9	184 590,1	159 181,5	
- Equipement	78 578,8	79 405,2	87 783,7	85 413,5	91 115,1	98 587,0	99 244,4	94 043,3	105 313,7	103 070,0	113 933,1	116 152,4	96 053,4	
<b>TOTAL</b>	<b>1 354 888,2</b>	<b>1 345 547,1</b>	<b>1 374 490,8</b>	<b>1 386 784,8</b>	<b>1 450 801,2</b>	<b>1 456 115,7</b>	<b>1 519 393,4</b>	<b>1 561 355,5</b>	<b>1 523 926,3</b>	<b>1 539 634,5</b>	<b>1 570 503,0</b>	<b>1 591 118,0</b>	<b>1 472 879,9</b>	

Source: BRB

**ANNEXE 8 : TAUX D'INTERET MOYENS DEBITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (EN %)**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Court terme</b>	<b>17,63</b>	<b>17,44</b>	<b>16,40</b>	<b>15,75</b>	<b>15,84</b>	<b>15,67</b>
- Exportations	18,78	15,50	0,00	7,68	7,00	7,00
- Importations	20,21	15,20	16,84	14,77	15,81	15,29
- Trésorerie	17,09	16,82	15,98	15,84	17,16	16,80
- Autres	17,80	17,71	16,54	16,06	15,26	15,15
<b>Moyen terme</b>	<b>15,57</b>	<b>15,83</b>	<b>16,03</b>	<b>14,98</b>	<b>15,23</b>	<b>15,68</b>
- Habitat	16,83	16,95	17,05	18,33	17,92	18,31
- Equipement et divers	15,52	15,79	16,00	14,93	15,20	15,66
<b>Long terme</b>	<b>14,79</b>	<b>14,78</b>	<b>14,83</b>	<b>15,36</b>	<b>14,24</b>	<b>12,11</b>
- Habitat	13,60	15,59	15,70	18,29	16,56	15,94
- Equipement et divers	14,83	14,77	14,82	15,32	14,21	12,10
<b>MOYENNE GENERALE</b>	<b>16,85</b>	<b>16,77</b>	<b>16,16</b>	<b>15,47</b>	<b>15,49</b>	<b>15,18</b>

Source: BRB

**ANNEXE 9 : TAUX D'INTERET MOYENS CREDITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (EN %)**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Dépôts à vue (1)</b>	<b>5,28</b>	<b>4,55</b>	<b>3,18</b>	<b>2,70</b>	<b>1,92</b>	<b>2,75</b>
<b>Comptes sur livrets</b>	<b>7,75</b>	<b>6,84</b>	<b>5,48</b>	<b>4,54</b>	<b>4,56</b>	<b>4,74</b>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>9,03</b>	<b>7,60</b>	<b>6,94</b>	<b>6,72</b>	<b>6,23</b>	<b>6,10</b>
1 mois au plus	8,06	7,47	6,53	6,19	5,02	5,13
1 an au plus	9,39	7,21	6,86	6,89	6,78	6,51
2 ans au plus	10,90	10,69	10,34	7,58	9,72	10,90
plus de 2 ans	10,68	9,58	8,81	7,71	8,11	7,94
<b>Bons de caisse</b>	<b>8,57</b>	<b>8,03</b>	<b>4,34</b>	-	-	-
1 mois au plus	-	-	-	-	-	-
1 an au plus	8,57	8,03	4,34	-	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-	-
<b>MOYENNE GENERALE</b>	<b>8,70</b>	<b>7,21</b>	<b>5,96</b>	<b>5,43</b>	<b>5,28</b>	<b>5,66</b>

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés

Source: BRB

## ANNEXE 10 : IMPORTATIONS PAR RUBRIQUES DOUANIERES (EN MBIF ET TONNES)

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
		V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
01	Animaux vivants	1 360,8	743,2	2 421,6	997,1	3 504,5	1 176,6	2 191,9	687,6	419,4	48,5	2 864,9	743,9
02	Viandes	5 153,0	442,7	14 558,9	1 242,0	8 669,2	794,1	5 279,1	315,5	15,8	6,5	1 777,9	241,1
03	Poissons	3 110,4	2 965,2	3 022,5	2 910,9	2 974,4	2 967,0	2 906,7	5 368,7	5 609,8	3 882,6	7 687,2	4 965,8
04	Produits laitiers	2 393,3	950,5	2 203,2	599,0	2 002,2	552,7	1 074,7	458,7	2 154,9	614,1	1 285,8	422,5
07	Légumes	3 410,4	11 541,3	3 871,2	10 807,7	4 498,0	10 284,6	7 459,9	12 584,3	5 249,5	9 693,0	5 232,2	11 784,7
08	Fruits	1 451	205,3	193,0	197,0	150,1	88,9	241,5	198,6	298,8	413,2	330,2	277,3
1001	Froment et méteil	16 199,0	31 579,8	26 927,7	66 281,1	35 809,8	82 594,5	36 562,2	81 139,8	57 130,0	118 514,3	43 790,2	83 639,4
1005	Mais autre que de semence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15 607,5	33 611,6	11 484,4	23 693,2	9 455,1	15 999,6
1006	Riz	9 375,3	13 080,1	9 729,4	12 008,9	44 197,9	27 914,0	16 926,3	15 627,0	27 118,9	16 960,9	14 811,6	17 975,3
1101	Farine de froment	6,1	7,9	77,3	95,3	4 653,1	6 003,7	3 965,8	4 919,2	207,2	261,5	2 510,2	3 061,3
1107	Malt	16 172,7	16 260,8	13 292,9	14 089,4	15 330,6	17 175,0	18 041,5	19 492,5	13 490,7	13 814,6	17 597,5	17 017,3
1209	Graines	299,1	76,7	331,2	28,0	220,6	14,7	421,3	21,3	852,3	23,3	1 146,1	57,3
1302	Sucrs et extraits végétaux	2 305,1	55,9	1 704,1	44,8	1 905,6	42,9	2 295,3	31,1	770,6	11,2	1 558,4	21,7
1507-1515	Huiles végétales	7 998,8	5 377,8	12 433,9	8 993,8	14 233,9	7 928,6	20 700,4	14 809,8	16 928,3	12 400,0	12 226,8	7 688,0
1517	Margarine	587,6	155,8	458,5	129,1	601,1	161,4	512,2	144,7	712,1	197,8	671,7	190,7
16	Préparations viandes et poissons	180,8	100,5	264,5	148,1	330,2	186,1	3 045,3	297,1	8 885,1	673,2	10 189,9	857,3
1701910-9910	Sucre cristallisé	13 976,0	10 513,2	16 841,7	12 757,6	41 125,9	26 267,5	31 826,6	22 985,5	25 055,1	16 648,9	30 389,3	22 785,1
1704	Sucreries sans cacao	2 307,2	1 373,6	2 166,6	1 435,8	3 723,0	1 757,7	4 000,8	2 078,3	6 997,6	3 266,5	7 911,7	3 325,5
190110	Préparations pour l'alimentation des enfants	664,0	281,6	876,1	114,0	4 588,5	751,9	1 476,8	215,6	5 758,4	2 556,5	926,8	101,1
1902	Pâtes alimentaires	816,3	893,9	830,8	946,9	836,2	1 009,3	1 093,5	1 348,7	1 106,3	1 246,5	1 414,2	1 466,2
190531	Biscuits	1 696,9	1 228,2	1 722,5	1 238,4	2 158,8	1 783,4	2 741,9	2 050,2	2 710,9	1 903,8	4 135,8	2 744,9
20	Préparations légumes et fruits	2 619,4	1 710,2	2 162,0	1 463,7	2 409,9	1 657,5	3 151,3	2 040,1	3 432,8	1 735,1	4 640,4	2 538,4
21	Préparations alimentaires diverses	14 716,3	3 813,6	15 520,5	3 837,2	13 551,4	3 841,7	9 599,9	3 091,1	18 890,9	4 681,7	20 497,8	6 223,1
2203	Bières	5 751,2	8 308,4	2 875,8	2 500,2	3 698,0	2 500,8	5 100,0	3 192,5	5 555,5	3 680,4	5 791,1	2 661,1
2204	Vins	1 092,2	314,7	783,0	227,1	967,7	217,3	1 784,5	368,2	1 877,2	404,6	2 478,9	516,1
2205	Vermouths	4,7	2,0	11,8	5,1	17,6	3,2	15,1	2,4	58,5	15,7	139,9	28,2
2207-08	Liqueurs et autres boissons spiritueuses	1 076,5	361,0	1 208,5	502,5	2 148,7	716,2	3 214,0	1 187,7	4 197,5	1 945,6	6 767,6	3 081,8
2401	Tabac	6 589,8	864,5	6 433,4	801,6	7 039,4	826,1	5 968,7	666,7	4 024,4	432,9	2,8	5,7
240220	Cigarettes	29,8	0,6	186,1	17,4	73,4	1,2	144,2	3,5	164,7	3,5	5 888,1	504,8
2501	Sel	5 162,5	31 577,3	5 844,2	30 569,8	5 808,1	31 865,8	7 000,3	31 969,1	7 542,8	33 018,9	8 741,5	33 857,9
252310	Ciments non pulvérisés dits clinkers	4 978,0	55 265,1	5 341,5	51 318,3	3 429,4	15 418,4	18 690,5	88 910,8	64 227,4	198 794,3	36 302,2	115 627,0
252329	Ciment portland	14 761,1	67 114,1	17 057,3	71 950,5	17 524,2	82 610,4	16 028,9	76 704,9	16 735,7	72 070,0	21 934,6	84 095,5
2710113-14-1911	Essence d'avion et Kérozène	3 718,3	2 593,3	1 817,2	1 509,7	5 460,5	4 280,8	6 109,0	4 900,1	6 866,0	5 177,8	2 914,3	2 158,2
2710111-15	Essence autres	83 305,8	53 042,0	84 544,6	61 748,4	93 537,5	70 306,3	119 775,5	96 031,0	120 822,2	96 201,4	117 144,7	107 472,3
27101921-23-31-39	Gas oil et fuel oil	78 827,4	59 406,4	73 754,6	64 695,5	106 256,0	89 671,9	135 388,4	108 934,7	146 759,5	112 908,9	130 196,1	121 858,5
27101912-14	Pétrole	696,4	529,6	546,4	453,6	353,1	251,1	51,7	26,6	10,9	2,7	1 720,1	1 273,3
2710119-1910-19-26	Huiles et graisses	5 464,2	2 502,0	5 788,6	2 728,8	7 352,3	3 400,8	5 334,1	2 652,3	3 892,2	1 713,7	7 441,1	3 199,0
271091-99-1941-42	Déchets d'huile	7 046,9	8 084,6	5 881,2	8 225,7	5 114,7	7 080,1	3 295,8	4 562,2	4 445,1	4 421,3	3 398,4	3 223,7
2711-2715	Asphaltes, bitumes	8 289,3	4 926,1	6 701,0	5 686,6	5 112,6	2 757,9	3 923,3	3 346,0	2 935,5	2 621,0	8 661,9	14 468,0
28	Produits chimiques inorganiques	6 436,5	7 188,3	6 513,5	6 694,3	7 284,1	6 073,8	9 815,8	7 567,9	10 796,2	9 182,9	9 930,2	8 901,5



## ANNEXE 10 : IMPORTATIONS PAR RUBRIQUES DOUANIERES (EN MBIF ET TONNES) (suite)

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
		V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
29	Produits chimiques organiques	2 561,5	709,6	2 215,7	670,5	3 324,1	670,6	3 781,1	940,9	6 228,3	1 352,1	3 793,6	864,3
30	Produits pharmaceutiques	102 432,6	4 631,2	89 983,5	4 340,3	106 480,6	4 346,1	107 819,1	4 628,2	115 646,2	6 041,4	123 556,7	5 246,8
31	Engrais	27 301,3	27 303,4	35 922,0	39 793,1	50 879,5	49 218,7	64 536,5	62 848,6	50 746,7	56 291,7	65 633,6	86 381,1
32	Matières colorantes	7 406,7	2 522,6	7 074,7	3 247,9	8 663,1	3 550,3	9 858,1	3 839,5	9 789,5	3 928,6	11 335,1	4 155,9
33	Produits de parfumerie	6 897,4	2 325,7	15 378,0	2 681,5	15 153,7	3 165,5	16 388,2	4 099,0	18 925,8	3 808,9	19 969,1	3 750,1
3401-05	Savons et produits d'entretien	4 348,8	2 348,5	3 583,2	1 927,2	3 811,7	2 122,4	4 150,5	2 473,3	5 089,2	2 987,6	5 501,0	2 912,5
3605	Allumettes	70,1	34,9	175,0	90,7	156,7	85,6	244,7	88,7	168,3	49,9	110,6	35,7
37	Produits photographiques et cinématographiques	100,8	20,0	105,4	19,7	156,9	17,0	180,4	23,1	122,0	12,0	170,1	8,4
380810	Insecticides			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	332,6	28,1	6 362,0	102,5
380840	Désinfectants			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	123,3	12,2	397,0	54,1
39	Matières plastiques	23 261,8	8 920,6	28 018,4	10 322,8	29 283,8	10 771,2	38 841,6	13 337,5	35 886,8	13 918,3	42 603,1	14 021,3
4011-12	Pneumatiques	11 635,4	2 134,0	10 690,2	3 012,0	26 015,5	2 498,3	14 787,0	2 653,8	14 026,3	3 216,9	14 687,4	3 005,5
4013	Chambres à air	685,3	196,6	846,8	215,5	1 032,7	235,4	899,3	269,9	926,8	328,2	549,9	230,1
42	Ouvrages en cuir	8 970,7	291,7	5 968,1	386,2	6 667,7	438,1	6 066,5	520,9	2 400,8	964,8	2 280,0	803,5
44	Bois et ouvrages en bois	3 485,1	2 950,6	2 645,3	2 245,5	2 754,4	1 920,7	2 226,6	2 843,1	2 732,2	2 370,0	3 135,1	2 672,4
48	Papiers, cartons et ouvrages en carton	24 584,0	7 982,9	18 971,7	8 477,4	18 452,7	7 906,3	17 136,2	6 695,5	27 527,2	10 930,1	31 735,7	16 520,2
49	Articles de librairie	10 870,3	705,2	11 137,2	1 828,0	13 046,1	1 672,5	5 960,0	561,7	21 695,5	1 142,6	10 515,3	993,0
5206-12	Tissus de coton	1 150,8	193,1	1 052,9	268,8	5 365,8	929,4	8 836,7	1 339,9	7 798,2	1 595,9	13 327,3	2 458,6
5407-08	Tissus synthétiques et artificiels continus	139,3	31,5	737,4	113,2	4 384,4	606,5	957,0	154,4	268,4	38,8	192,4	48,0
5512-16	Tissus de fibres textiles synthétiques discontinus	1 326,1	276,6	1 165,6	327,8	645,6	234,7	618,3	371,7	1 897,8	636,2	1 270,4	496,3
5607	Ficelles et cordes	24,3	16,1	34,6	10,2	26,9	12,4	101,7	66,5	151,4	81,0	573,2	147,8
5903	Tissus imprégnés d'autres matières plastiques	4,1	2,8	5,4	0,4	12,3	1,2	18,7	2,4	11,6	1,2	40,1	11,5
61	Vêtements et accessoires du vêt., en bonneterie	6 721,1	566,5	3 659,4	778,4	5 050,7	1 090,6	5 763,1	1 404,6	6 631,1	1 393,5	5 105,1	1 260,3
62	Vêtements et acc. du vêt. autres qu'en bonneterie	14 006,5	825,0	9 807,2	717,1	11 563,9	699,9	11 001,3	698,4	13 053,7	1 125,8	5 468,2	1 089,8
6308-10	Friperie	13 166,0	11 596,8	14 766,5	11 373,9	20 060,9	14 465,3	20 782,0	14 759,5	20 109,4	13 582,2	23 390,1	15 225,5
64	Chaussures	5 513,2	2 356,3	10 808,8	2 574,7	12 698,2	3 434,8	9 081,2	1 870,8	10 092,9	2 336,4	12 433,6	6 983,1
68	Ouvrages en pierres, plâtre et ciment	484,5	475,4	346,9	419,8	2 943,1	2 302,8	1 141,6	965,5	1 697,9	2 777,6	1 819,9	6 984,7
69	Produits céramiques	7 053,0	10 598,8	7 539,2	13 206,8	9 914,0	17 682,5	7 589,3	15 864,6	10 006,7	20 757,6	14 081,7	27 386,0
701090	Bouteilles	7 758,2	7 529,3	7 889,2	7 400,6	3 957,4	4 098,9	4 952,3	4 642,8	3 158,7	1 695,7	7 820,7	4 439,2
72	Fonte, fer et acier	42 438,4	31 725,2	42 306,7	33 285,2	63 985,6	42 715,6	95 172,2	48 583,2	102 747,5	48 675,5	122 428,5	59 297,2
73	Ouvrages en fonte, fer et acier	21 880,1	10 585,9	20 306,6	12 950,8	17 345,1	10 013,6	17 979,5	10 109,1	29 607,5	12 788,1	38 020,5	18 916,5
76	Ouvrages en aluminium	2 999,1	764,3	2 147,3	630,6	3 075,2	641,5	2 997,4	769,6	5 273,6	1 154,8	7 925,6	2 732,3
8201-07	Ouvrages divers	1 618,3	417,8	1 652,5	412,0	1 874,1	484,3	2 587,4	1 186,7	3 561,4	1 943,1	2 492,5	1 206,7
82013010	Houes	1 178,3	596,4	1 639,3	911,0	1 856,7	1 135,2	1 427,3	963,1	1 581,9	1 283,8	2 055,0	1 368,5
8212	Rasoirs et leurs lames	123,9	56,8	104,1	71,9	185,4	90,5	124,6	67,7	263,2	78,5	293,5	65,0
83	ouvrages en métaux	6 025,6	1 883,0	5 950,7	1 984,2	7 538,7	2 614,4	5 560,9	2 323,7	7 658,9	2 644,5	9 976,1	3 116,0
84	Engins mécaniques et pièces de rechange	112 627,3	5 285,7	52 968,0	3 685,0	48 320,4	4 520,5	83 446,1	7 368,4	76 091,9	7 331,8	99 045,3	11 164,9
8501	Machines génératrices	4 292,4	334,7	255,2	13,7	891,1	54,6	303,3	33,4	3 000,9	190,9	824,0	101,8
8504	Transformateurs électriques	4 293,1	361,0	2 784,0	191,9	3 234,8	367,7	2 101,7	208,1	2 982,9	291,7	13 481,9	1 014,2
8506-07	Piles et accumulateurs électriques	5 308,1	1 984,8	8 120,3	2 276,2	9 150,9	2 377,4	8 535,3	2 790,2	11 812,2	2 764,7	11 714,3	2 792,5
8525-29	Appareils de radio	3 949,4	454,8	14 831,6	375,6	4 175,9	435,6	5 737,7	555,2	4 691,6	521,7	5 726,4	523,0



## ANNEXE 10 : IMPORTATIONS PAR RUBRIQUES DOUANIERES (EN MBIF ET TONNES) (suite)

Rubriques douanieres	Dénomination des marchandises	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
		V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
8701	Tracteurs	976,0	64,1	987,3	153,9	533,8	71,0	395,2	40,8	1 099,6	102,0	4 687,4	704,9
8702-03	Voitures automobiles	35 414,7	4 634,9	33 138,2	4 471,3	48 765,5	4 999,7	52 789,8	7 141,4	75 599,5	14 570,2	89 739,2	11 999,8
8704	Camions	20 918,1	2 317,2	13 307,2	2 341,4	23 000,0	3 237,0	22 872,1	5 147,7	36 056,2	6 973,2	33 829,9	8 271,8
8708	Pièces de rechange pour véhicules	7 571,0	699,5	10 053,3	665,3	6 770,6	784,2	6 891,3	1 136,4	11 239,7	4 037,4	10 630,2	1 476,0
8711-14	Vélos, motos et leurs pièces	13 428,0	2 759,3	10 070,3	2 335,4	9 644,2	2 152,5	9 929,9	2 567,6	17 517,4	3 620,3	18 277,6	3 816,4
90	Appareils d'optique, photo et cinéma	23 640,3	1 098,3	15 251,1	757,0	20 616,5	672,1	23 896,8	850,4	25 701,8	788,8	29 835,4	1 131,4
92	Instruments de musique d'enregistrement	279,5	52,5	317,4	44,9	332,9	67,6	1 040,8	77,9	1 591,0	125,4	698,9	96,2
9401-04	Mobilier et articles de literie	5 831,7	1 589,1	4 476,4	1 042,8	7 687,7	1 554,5	6 224,5	1 650,5	6 560,0	1 978,0	7 313,1	2 066,0
95	Jouets et articles de sport	987,4	368,6	4 407,1	699,0	749,8	235,8	4 219,8	707,1	1 547,4	506,9	1 610,3	474,0
9603	Balais et brosses	601,7	191,2	287,3	200,8	265,3	205,5	288,5	231,5	274,7	282,0	439,8	344,4
9608	Stylos et crayons à bille	2 417,9	150,1	772,4	165,7	1 473,3	159,3	1 116,2	158,8	1 587,7	240,7	2 159,6	255,5
9610	Ardoises et tableaux pour l'écriture	48,7	30,4	12,8	5,6	7,3	5,2	13,1	4,2	6,1	2,9	17,9	4,9
	Tous autres articles (1)	184 361,9	62 963,2	126 021,4	72 081,2	184 552,0	95 805,1	162 527,5	79 542,3	206 934,1	101 721,5	228 322,4	127 443,2
	<b>TOTAL</b>	<b>1 133 893,7</b>	<b>634 352,0</b>	<b>1 019 595,7</b>	<b>708 203,4</b>	<b>1 307 187,9</b>	<b>822 514</b>	<b>1 414 662,1</b>	<b>976 693,6</b>	<b>1 638 427,4</b>	<b>1 143 866,4</b>	<b>1 741 908,0</b>	<b>1 175 731,2</b>

(1) : Exclut les objets personnels

Source: OBR

## ANNEXE 11 : IMPORTATIONS PAR RUBRIQUES DOUANIERES (EN MBIF ET TONNES)

	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
<b>I. BIENS DE PRODUCTION:</b>	393 350,3	434 471,2	404 539,3	500 023,5	537 693,6	552 643,0	629 446,0	686 635,8	739 588,9	854 148,3	750 547,4	873 078,5
10. Métallurgie	37 408,4	26 324,9	29 596,3	25 262,3	48 625,9	33 775,6	82 689,4	42 222,0	91 848,7	43 466,0	119 438,2	57 423,1
11. Agriculture et élevage	34 520,3	35 835,8	41 575,1	45 368,2	57 722,8	54 631,6	71 873,1	67 638,5	62 155,7	61 704,2	85 020,3	93 601,8
12. Alimentation	53 949,7	72 855,9	63 434,3	103 775,1	110 533,2	140 547,6	85 689,9	128 071,1	109 486,9	156 604,6	104 347,0	148 871,0
13. Textile	1 954,3	313,7	1 075,2	188,2	1 132,8	204,5	690,3	265,0	916,8	279,0	1 890,7	579,7
14. Construction	34 169,4	147 229,7	36 048,7	149 118,5	41 142,8	126 018,0	49 998,7	198 450,4	100 828,4	314 994,6	90 977,8	278 541,3
15. Bois	2 296,4	1 915,8	1 650,2	1 260,1	1 113,8	857,3	1 211,9	1 235,9	1 902,7	1 567,9	1 721,5	1 675,4
16. Papier	4 794,2	1 601,8	2 862,3	1 781,4	1 644,4	918,5	2 505,7	1 525,0	6 060,9	3 653,1	4 111,0	2 443,1
17. Cuir	374,9	297,2	51,8	17,2	189,9	129,6	256,9	184,6	178,3	74,6	37,6	17,9
18. Autres biens de production:	223 882,8	148 096,5	228 245,5	173 252,4	275 588,1	195 560,4	334 530,0	247 043,3	366 210,5	271 804,4	343 003,1	289 925,3
180. Chimiques	14 619,3	8 418,4	14 882,4	7 762,8	23 801,9	7 454,8	23 403,8	8 708,2	26 074,9	11 467,0	34 762,1	11 713,2
181. Combustibles solides	0,6	2,7	1718,4	10 445,8	357,7	1 476,5	204,3	226,8	2 607,1	10 315,8	813,1	4 530,9
182. Huiles minérales	179 098,5	126 182,2	173 055,0	140 012,5	218 454,6	175 498,6	274 147,6	221 210,6	296 812,2	232 318,6	263 208,0	238 848,4
183. Autres	30 164,3	13 493,2	38 589,7	15 031,3	32 973,9	11 130,5	36 774,3	16 897,8	40 716,3	17 703,0	44 220,0	34 832,8
<b>II. BIENS D'EQUIPEMENT:</b>	328 407,7	31 121,2	191 162,5	30 080,6	229 884,5	30 408,0	275 997,2	40 095,6	278 899,7	50 070,8	364 785,2	55 126,5
20. Chaudières, engins mécaniques	112 627,3	5 762,7	52 968,0	3 685,0	48 331,6	4 520,7	83 276,2	7 101,2	76 091,9	7 331,8	99 045,3	11 164,9
21. Pièces et outillages	20 872,0	10 442,9	20 185,4	12 761,3	16 953,3	10 160,8	17 571,0	10 234,9	17 917,2	9 838,8	29 135,6	14 716,8
22. Matériel électrique	121 079,7	6 822,1	59 401,4	5 229,0	51 931,7	5 880,8	75 603,9	6 957,1	63 272,4	7 332,0	105 762,5	9 675,1
23. Tracteurs, véhicules et engins/transport	49 048,4	6 476,7	43 393,4	7 387,6	90 716,9	8 792,8	68 878,9	12 227,6	94 714,3	24 358,4	97 571,9	17 786,7
24. Autres biens d'équipement	24 780,3	1 616,8	15 214,4	1 017,7	21 951,1	1 052,9	30 667,1	3 574,8	26 903,8	1 209,8	33 270,0	1 783,1
<b>III. BIENS DE CONSOMMATION:</b>	412 135,2	166 744,7	423 893,8	178 099,2	539 609,5	239 462,7	509 218,9	249 962,2	619 938,9	239 647,4	626 575,4	247 526,2
30. Durables:	188 908,3	48 162,1	192 305,6	53 189,4	245 697,2	65 257,2	211 516,4	65 336,2	304 369,3	78 546,0	282 300,1	81 420,5
300. Textiles	47 115,2	15 695,0	41 272,5	15 989,7	78 759,1	24 737,6	55 789,0	18 398,5	87 898,2	18 273,3	60 222,2	14 633,6
301. Véhicules	37 338,9	5 703,0	32 964,1	5 151,2	39 958,0	5 361,1	42 344,3	7 274,6	66 287,0	9 759,8	80 604,4	13 328,0
302. Autres	104 454,2	26 764,1	118 069,0	32 048,5	126 980,1	35 158,4	113 383,2	39 663,2	150 184,1	50 512,9	141 473,5	53 458,9
31. Non durables:	223 226,9	118 582,6	231 588,2	124 909,8	293 912,3	174 205,5	297 702,4	184 626,0	315 569,6	161 101,3	344 275,3	166 105,7
310. Alimentaires	89 014,7	102 665,4	113 954,8	108 935,2	158 084,4	157 320,4	159 271,9	165 638,3	159 449,9	140 639,4	174 058,0	139 717,6
311. Pharmaceutiques	102 594,9	4 636,3	90 121,9	4 346,7	106 809,7	4 358,2	107 981,7	4 637,9	117 435,0	6 107,2	123 812,4	5 255,9
312. Autres	31 617,3	11 280,8	27 511,5	11 627,9	29 018,2	12 527,0	30 448,8	14 349,7	38 684,7	14 354,8	46 404,9	21 132,2
<b>TOTAL</b>	<b>1 133 893,1</b>	<b>632 337,1</b>	<b>1 019 595,6</b>	<b>708 203,3</b>	<b>1 307 187,7</b>	<b>822 513,7</b>	<b>1 414 662,1</b>	<b>976 693,6</b>	<b>1 638 427,5</b>	<b>1 143 866,4</b>	<b>1 741 908,0</b>	<b>1 175 731,2</b>

Source : OBR

ANNEXE 12: IMPORTATIONS PAR PAYS DE PROVENANCE (en T et en MBIF)

	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	70 200,9	286 325,9	107 263,3	207 412,1	109 323,5	241 807,0	134 943,4	260 568,6	157 247,7	282 983,7	142 004,8	303 211,7
1. Union Européenne	38 077,6	254 583,2	46 016,7	162 499,3	43 590,9	192 462,9	44 381,9	192 957,6	78 896,4	207 411,9	88 326,6	257 782,2
Allemagne	2 927,4	35 314,9	10 312,0	20 567,7	11 388,3	24 956,0	5 359,2	22 362,5	41 097,7	41 468,4	5 099,7	24 223,9
Belgique	13 940,4	79 523,1	12 060,2	46 595,0	12 056,6	51 595,6	14 338,2	47 858,9	16 274,4	68 331,5	18 687,4	91 637,1
Danemark	548,2	23 610,0	995,1	22 238,4	939,8	22 015,7	1 296,9	28 195,9	678,6	33 761,2	452,0	23 599,4
Espagne	263,8	1 334,6	97,6	998,7	123,8	466,4	2 220,0	2 502,6	226,6	3 060,1	147,9	1 125,9
France	9 440,7	38 496,6	7 651,1	45 122,8	7 852,7	48 885,1	7 223,5	47 454,5	5 144,3	24 182,4	7 693,6	32 831,2
Grèce	57,8	243,2	60,3	467,5	105,2	578,8	56,7	560,7	50,0	364,1	78,4	319,3
Irlande	56,9	171,9	1,0	87,5	19,6	102,2	3 062,9	4 100,4	17,5	29,6	35,9	911,8
Italie	4 714,0	7 995,5	5 548,7	9 901,4	5 270,7	9 853,5	5 390,1	12 741,9	3 024,7	11 318,9	4 491,8	9 928,9
Pays-Bas	5 668,0	64 843,8	1 605,1	11 644,5	2 335,2	20 213,6	2 912,7	20 187,9	2 099,7	12 757,4	1 994,1	17 390,0
Portugal	6,6	119,2	30,3	46,4	2 357,8	2 364,6	2 571,5	2 589,6	832,1	819,4	504,4	4 949,6
Roumanie	14,0	253,6	2,2	217,4	0,2	28,4	0,0	2,0	11,6	320,1	2,9	547,7
Autres pays de l'U.E.	419,8	2 677,1	7 653,1	4 612,1	1 140,9	11 402,8	1 948,2	4 400,7	9 439,2	10 998,9	36 068,0	36 853,9
2. AUTRES	32 123,3	31 742,7	61 246,7	44 912,8	65 732,6	49 344,2	90 561,5	67 611,0	78 351,3	75 571,8	13 072,4	13 463,6
Suisse	455,5	2 099,7	1 475,5	4 537,5	1 568,8	3 044,6	58,3	2 344,8	97,7	2 559,2	53 678,2	45 429,5
Turquie	6 080,9	7 984,4	5 044,0	6 004,8	11 301,9	13 241,5	8 346,8	11 289,0	10 060,2	13 301,1	106,0	2 546,5
Russie	15 600,3	8 745,4	17 037,9	8 941,6	48 517,1	22 972,7	77 933,2	37 830,3	50 085,9	26 107,5	15 076,6	19 443,7
Royaume-Uni	3 805,9	9 484,5	37 059,8	24 205,7	4 242,9	9 872,7	2 892,4	14 256,8	17 753,6	30 226,9	33 488,5	18 168,7
Autres pays d'Europe	6 180,7	3 428,7	629,6	1 223,1	101,9	212,7	1 330,7	1 890,2	353,9	3 377,0	5 007,2	5 270,6
II. ASIE	231 054,7	510 261,4	250 149,8	473 921,6	320 416,4	647 243,9	417 494,8	780 541,9	411 464,4	862 569,9	435 571,4	896 184,0
Arabie Saoudite	42 395,7	60 530,1	26 205,4	30 246,6	94 356,3	112 073,2	201 137,3	242 634,2	196 687,6	247 251,4	194 016,7	206 169,1
Bangladesh	66,2	295,1	74,8	431,0	218,7	876,4	260,1	916,2	294,1	1 430,6	275,9	1 549,0
Corée du Nord	4,5	82,7	40,6	71,1	87,7	2 337,8	45,5	118,6	250,0	1 107,3	315,0	1 602,5
Corée du Sud	493,7	3 782,7	434,8	3 192,4	406,2	5 873,7	592,3	4 845,6	397,9	2 765,5	646,2	4 434,7
Emirats Arabes Unis	63 643,5	62 003,0	53 020,2	69 238,0	48 475,7	87 849,7	81 122,8	124 525,7	66 644,8	115 439,6	68 142,5	119 178,5
Hong-Kong	169,8	12 545,5	273,2	1 845,2	2 777,8	5 892,6	103,5	27 088,0	234,4	3 984,3	495,4	5 676,5
Iran		0,1	0,1	0,1	225,1	423,4	551,5	397,7	31,8	39,4	108,9	92,2
Japon	4 822,6	31 377,0	4 626,1	31 972,5	5 891,4	47 490,0	13 825,6	54 612,4	13 769,2	58 436,5	14 731,4	71 153,0
Pakistan	928,3	3 713,2	1 314,4	3 197,8	7 598,2	7 513,2	5 455,9	7 955,7	4 497,0	7 719,4	2 167,5	3 897,5
Rép. Pop. de Chine	56 709,2	151 757,3	70 211,7	171 009,3	69 335,7	184 059,6	63 772,5	183 503,6	79 224,7	247 222,7	84 629,7	271 561,4
Taiwan	28,2	119,9	19,8	123,8	446,1	646,3	666,8	1 302,6	25,2	157,0	5,5	310,0
Union Indienne	57 415,1	115 200,1	88 867,9	142 297,9	79 846,6	170 567,6	25 931,3	99 781,1	30 828,3	126 217,6	47 833,3	165 074,0
Autres pays d'Asie	4 377,8	68 854,8	5 060,9	20 296,0	10 751,0	21 640,4	24 029,6	31 060,3	18 579,3	50 798,7	22 203,5	45 485,6
III. AFRIQUE	316 128,9	310 810,9	340 884,6	318 102,5	366 103,7	370 928,3	410 038,2	348 030,1	548 194,7	459 134,2	579 513,8	511 735,1
Afrique du Sud	17 580,5	37 594,2	15 292,8	12 606,7	7 856,0	15 349,0	6 019,0	16 817,5	13 755,1	36 019,4	7 404,6	28 884,6
Djibouti	2,4	20,1	5,8	21,6	12,0	15,0	1,7	4,5	0,1	3,5	0,0	0,0
Egypte		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kenya	46 978,5	74 925,5	48 359,9	78 657,8	38 886,7	73 559,2	34 790,7	69 955,9	46 853,8	88 405,1	33 573,4	40 709,5
Ouganda	41 338,2	64 790,5	51 544,4	74 547,8	42 883,3	73 306,2	44 208,0	72 669,7	36 408,3	70 388,4	43 307,9	90 447,6
R.D.C. (I)	8 914,4	5 424,3	5 308,8	6 217,1	921,0	1 640,2	6 108,4	6 989,5	2 396,7	2 942,1	29 001,3	16 256,9
Rwanda	21 999,9	11 577,0	19 130,3	18 636,5	15 553,2	12 656,0	6 695,3	8 101,8	14 339,0	19 338,2	1 971,2	3 872,6
Tanzanie	161 611,8	84 488,9	149 881,2	84 854,5	163 183,2	101 589,8	207 470,4	88 799,9	203 526,0	105 908,3	284 942,4	149 409,2
Zambie	9 860,9	11 319,9	45 974,4	26 650,0	85 411,7	51 889,8	85 916,2	45 203,6	205 471,3	80 807,9	149 219,1	62 888,2
Zimbabwe	306,1	562,0	110,4	271,1	0,1	9,8	36,1	100,2	36,2	104,4	18,8	78,5
Autres pays d'Afrique	7 536,3	20 108,5	5 276,5	15 639,3	11 396,4	40 913,3	18 792,4	39 387,5	25 408,2	55 216,8	18 065,6	31 553,6
IV. AMERIQUE	12 622,0	24 781,0	9 721,7	19 161,7	26 360,5	46 621,1	13 773,8	24 459,0	26 583,1	32 953,5	18 295,5	28 731,3
Etats-Unis	4 283,3	16 721,1	6 420,4	15 263,1	8 787,5	33 371,7	6 187,8	17 066,4	18 887,3	24 627,4	10 792,4	21 190,7
Canada	7 952,4	6 403,7	2 904,7	2 635,7	5 699,3	4 970,2	4 912,6	4 619,3	7 555,6	7 039,2	2 441,0	3 344,7
Autres pays d'Amérique	386,3	1 656,1	396,6	1 262,9	1 875,7	8 279,2	2 673,4	2 773,3	140,2	1 286,9	5 062,0	4 195,9
V. OCEANIE	2 330,5	1 713,9	183,9	994,0	309,4	587,2	443,4	1 062,4	350,6	746,2	345,8	2 046,0
Australie	2 297,0	1 601,9	129,8	863,0	278,6	549,5	360,2	1 038,2	342,1	681,1	312,4	2 021,8
Autres	33,5	112,1	54,1	131,0	30,8	37,8	83,2	24,2	8,5	65,1	33,4	24,2
VI. PAYS NON SPECIFIÉS	0,0	0,0	0,0	3,8	0,1	0,1	0,0	0,0	26,0	39,9	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>632 337,1</b>	<b>1 133 893,1</b>	<b>708 203,3</b>	<b>1 019 595,6</b>	<b>822 513,6</b>	<b>1 307 187,7</b>	<b>976 693,6</b>	<b>1 414 662,1</b>	<b>1 143 866,4</b>	<b>1 638 427,4</b>	<b>1 175 731,2</b>	<b>1 741 908,0</b>

(I) : République Démocratique du Congo

Source : OBR

## ANNEXE 13 : STRUCTURE DES EXPORTATIONS (en T et en MBIF)

	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
<b>PRODUITS PRIMAIRES</b>												
café marchand	38 606,1	132 504,3	37 989,9	123 659,2	42 313,1	233 498,0	40 319,8	253 182,4	38 937,0	260 871,2	44 499,8	210 716,9
coton	13 657,5	62 685,7	16 645,6	74 825,1	13 327,5	63 433,4	16 898,7	72 827,9	21 684,4	69 796,3	12 896,2	58 726,9
peaux brutes	33,0	91,2	20,0	47,2	17,7	4,6	29,0	12,7	0,0	0,0	0,0	0,0
thé	3 485,7	7 954,3	970,8	1 773,5	837,8	959,4	1 157,1	2 657,8	803,2	1 854,7	696,6	1 299,6
huile de palme brute	11 145,1	53 630,9	10 872,8	38 250,2	10 421,1	50 068,9	10 525,1	46 407,2	10 080,5	40 663,8	8 832,2	40 192,4
minéral de nobium	12,0	9,1	72,1	192,8	41,9	394,7	101,2	362,7	2,6	8,1	166,3	180,9
métaux de terres rares	148,4	3 968,4	122,9	4 373,0	372,0	11 485,0	592,4	21 913,8	612,5	-	578,3	12 389,7
Or	-	0,0	0,4	25 265,0	1,6	101 494,2	1,8	100 775,8	1,6	239,4	319,5	3 053,9
animaux vivants	6,1	8,4	12,9	10,5	0,1	0,1	4,5	16,5	0,0	0,0	0,0	0,0
poissons vivants	8,4	279,3	5,9	73,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres	10 110,0	3 877,1	9 266,6	4 113,6	17 293,5	5 657,7	10 585,1	6 381,6	5 677,3	6 209,5	21 009,8	6 837,0
<b>PRODUITS MANUFACTURES</b>												
limonades, eaux gazeuses	47 151,4	57 441,3	46 623,6	57 385,1	50 811,9	65 002,0	62 898,0	68 073,0	63 784,3	70 473,1	61 358,0	100 276,3
bouteilles en verre foncé	61,3	26,1	163,7	168,7	59,3	61,1	450,4	373,6	2,8	4,6	14,9	16,8
bières	447,4	490,8	391,0	660,0	2 969,5	7 225,3	366,0	735,0	2 753,7	2 127,1	1 192,8	5 163,7
cigarettes	13 431,6	10 269,7	11 671,9	8 921,8	16 825,3	11 664,9	5 495,0	5 809,1	8 068,4	5 735,5	12 326,3	8 886,9
tissus de coton	892,0	9 247,7	817,6	8 826,0	1 174,7	11 683,5	489,8	6 445,5	613,0	7 476,8	989,2	13 185,0
sucré	0,0	0,0	7,2	34,4	3,2	16,8	56,2	120,9	22,5	63,1	15,7	212,0
farine de blé	0,1	0,0	0,0	0,0	4,6	0,1	201,2	300,7	0,1	0,1	0,5	0,2
farine de maïs	8 924,9	10 086,9	9 578,4	9 355,8	15 876,4	14 008,9	16 068,5	16 095,3	19 172,1	19 014,8	17 395,7	17 656,2
ciment portland	48,8	19,8	33,7	15,7	31,3	23,5	3,1	6,3	0,5	1,1	593,1	579,7
savons	23,0	14,2	1 560,8	542,8	8,7	4,6	960,8	391,5	228,5	65,3	133,4	60,6
Kérozène	8 347,3	10 637,4	5 097,5	7 053,9	1 988,3	2 059,9	1 752,1	2 034,9	1 376,2	1 703,9	677,8	763,3
Gazole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 730,4	9 452,2	3 157,6	8 474,9	1 982,5	5 365,2
autres (1)	14 975,0	16 648,6	17 301,9	21 805,8	11 870,8	18 253,9	32 708,7	25 204,4	28 388,9	25 806,0	26 036,1	48 386,9
<b>TOTAL</b>	<b>85 757,5</b>	<b>189 945,6</b>	<b>84 613,5</b>	<b>206 309,5</b>	<b>93 125,1</b>	<b>298 500,1</b>	<b>103 217,8</b>	<b>321 255,4</b>	<b>102 721,3</b>	<b>331 344,3</b>	<b>105 857,8</b>	<b>310 993,2</b>

(1) : Non compris les objets personnels.

Sources : OBR et OTB.

ANNEXE 14 : EXPORTATIONS PAR PAYS DE DESTINATION (en T et en MBIIF)

	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	11 962,5	59 620,1	14 825,4	71 616,3	10 366,6	56 664,0	12 798,5	67 637,7	13 508,5	54 995,5	10 030,5	50 743,8
1. Union Européenne	2 846,3	14 825,3	5 422,9	27 604,7	4 848,3	31 980,1	7 172,3	41 609,7	6 680,8	27 512,2	6 772,6	34 920,5
Allemagne	775,8	2 395,4	2 331,5	11 992,6	2 740,3	15 268,5	3 188,0	13 480,9	3 090,8	12 121,4	2 283,0	11 649,9
Belgique	1 489,4	7 616,4	2 437,1	12 053,1	1 722,7	14 002,2	2 856,5	21 662,8	2 967,7	11 855,9	2 817,8	15 484,8
Danemark	0,5	8,6	19,2	89,2	0,2	1,0	1,5	7,6	6,7	28,5	0,1	6,3
Espagne	38,4	0,0	9,6	56,8	0,6	8,9	4,6	50,1	0,0	0,0	20,0	131,4
France	61,8	1 173,6	274,8	1 527,9	192,4	832,6	321,7	1 599,0	272,0	1 409,2	83,2	667,5
Grèce	0,0	0,0	0,4	14,9	0,0	5,3	0,1	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Irlande	19,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,3	0,0	0,0
Italie	183,4	2 164,1	199,5	937,6	99,2	446,5	303,3	1 941,5	232,9	1 666,0	357,2	1 288,4
Pays-Bas	45,6	678,4	113,2	719,7	34,1	398,1	428,1	2 512,4	48,9	213,7	5,6	13,9
Portugal	183,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Roumanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	559,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays de l'U.E.	48,8	788,8	37,6	212,9	58,3	463,3	68,3	350,1	61,3	216,1	1 142,3	5 257,9
2. Autres	9 116,1	44 794,8	9 402,5	44 011,5	5 518,3	24 683,9	5 626,2	26 028,0	6 827,6	27 483,4	63,3	420,4
Suisse	7 477,1	35 825,8	7 466,2	36 348,5	3 688,6	15 282,7	3 563,0	16 884,4	4 873,4	19 042,6	3 257,9	15 823,4
Russie	0,0	0,0	1 936,2	7 663,1	57,6	309,7	212,3	594,0	0,7	18,5	3 081,0	15 352,6
Royaume-Uni	1 635,3	8 963,5	1 936,2	7 663,1	1 651,0	8 461,6	1 767,5	8 146,3	1 692,2	7 234,2	25,5	38,9
Autres pays d'Europe	3,7	5,5	0,0	0,0	121,2	630,0	83,3	403,3	261,3	1 188,2	151,5	431,9
II. ASIE	13 632,7	49 074,3	11 829,3	55 928,4	9 934,9	146 919,9	13 845,7	161 199,0	17 036,5	182 670,8	10 334,1	137 246,0
Arabie Saoudite	0,0	0,0	0,0	0,0	19,2	34,2	1,1	21,3	0,0	0,0	16,9	86,8
Bangladesh	0,0	0,0	90,0	87,7	0,0	0,0	1,0	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Corée du Nord	19,2	154,7	15,6	136,9	0,0	0,0	0,0	0,0	13,4	78,5	0,0	0,0
Corée du Sud	9,1	188,4	5,4	114,3	1,5	80,7	27,4	754,0	2,7	76,7	0,0	0,0
Hong-Kong	12,9	735,2	0,3	14,4	0,3	9,4	1,7	17,9	0,0	0,0	0,1	2,7
Emirats Arabes Unis	3 602,2	1 289,2	3 319,6	26 550,4	1 061,8	104 119,4	803,6	109 306,1	1 210,5	130 084,9	1 543,8	100 214,8
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Japon	56,8	675,3	40,8	204,4	27,3	318,1	29,7	295,2	42,2	473,7	3,3	21,1
Oman	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pakistan	5 572,3	26 815,5	5 437,4	19 125,2	5 060,7	24 347,8	5 306,3	23 440,7	5 275,5	20 492,0	3 873,6	17 288,7
Rép. Pop. de Chine	1 021,7	3 202,5	508,7	1 844,1	687,3	3 859,4	2 198,7	9 935,1	1 095,7	10 246,9	548,0	3 889,2
Taiwan	19,0	135,9	7,8	44,8	15,2	166,7	15,2	225,9	49,7	225,9	0,0	3,2
Union Indienne	313,4	249,7	26,4	131,9	382,6	505,8	860,6	866,9	899,5	616,1	690,0	123,8
Autres pays d'Asie	3 006,1	15 627,8	2 377,3	7 674,3	2 694,3	13 645,1	4 600,5	16 392,3	8 447,2	20 376,1	1 247,1	4 791,5
III. AFRIQUE	59 759,0	78 464,3	57 498,6	73 902,6	72 364,3	90 472,1	75 820,4	87 828,9	71 886,4	89 005,6	84 939,1	119 394,0
Afrique du Sud	5,4	46,6	64,5	267,4	25,3	124,0	103,5	291,3	235,3	707,2	166,4	487,8
Djibouti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	10,1	0,0	0,0
Egypte	2 786,2	13 407,7	2 718,2	9 562,6	2 536,2	12 286,4	2 583,1	11 543,7	2 626,3	10 267,2	1 921,0	8 524,3
Kenya	1 802,3	3 732,1	2 141,4	4 144,3	7 732,2	6 298,6	8 948,8	7 486,3	8 536,5	4 794,7	8 604,5	10 302,1
Ouganda	6 990,4	6 519,5	6 614,2	6 364,9	9 119,5	7 225,4	13 531,8	7 906,9	10 239,4	11 583,7	6 606,1	4 596,0
République D.Congo	29 149,7	36 665,3	30 974,0	34 624,8	40 179,0	46 792,1	33 789,6	33 711,0	34 411,5	34 858,2	44 814,8	60 945,9
Rwanda	9 459,7	8 965,1	6 775,2	8 253,3	3 654,7	4 714,2	3 602,3	6 693,6	2 513,8	4 680,6	22,2	149,6
Tanzanie	8 884,6	3 211,5	7 385,4	2 058,1	7 889,2	2 242,5	11 090,3	4 492,1	11 133,5	5 304,2	19 698,0	16 436,8
Zambie	46,4	456,2	124,5	1 317,4	180,8	2 029,5	182,7	2 017,1	165,9	2 004,4	680,4	2 325,0
Zimbabwe	3,6	0,4	0,0	0,0	0,1	0,0	4,5	495,6	0,1	2,5	0,6	5,2
Autres pays d'Afrique	630,9	5 459,9	701,3	7 309,8	1 047,4	8 759,4	1 983,8	10 191,3	2 020,4	14 792,6	2 425,2	15 621,4
IV. AMERIQUE	371,1	2 561,3	397,0	4 345,4	457,9	4 270,3	701,6	4 305,7	542,5	4 399,0	468,3	3 270,6
Etats-Unis	293,9	2 162,1	322,2	3 945,9	389,0	3 698,1	565,1	3 636,4	401,9	3 657,6	344,5	2 715,8
Canada	76,7	396,6	68,1	367,3	66,0	566,6	115,6	587,2	139,9	735,8	66,0	339,7
Autres pays d'Amérique	0,5	2,6	6,6	32,3	2,9	5,6	21,0	82,1	0,7	5,7	57,8	215,1
V. OCEANIE	32,2	225,7	63,3	516,9	1,4	173,9	51,5	284,1	56,1	273,3	85,7	338,8
Australie	32,2	225,7	28,2	263,3	1,4	173,9	37,7	219,0	0,0	0,0	12,7	147,0
Autres pays de l'Océanie	0,0	0,0	0,0	253,6	0,0	65,1	13,9	65,1	56,1	273,3	73,0	191,7
VI. AUTRES PAYS NON SPECIFIÉS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	85 757,5	189 945,7	84 613,5	206 309,6	93 125,1	298 500,1	103 217,8	321 255,4	103 030,0	331 344,3	105 857,8	310 993,2

Sources: OBR, OTB et Interpetrol energy SA

## ANNEXE 15 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURUNDI (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (prov)
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-1740 524</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Avoirs</b>	<b>1,063,384.7</b>	<b>1,178,891.8</b>	<b>1,446,973.3</b>	<b>1,516,230.1</b>	<b>1,881,716.8</b>	<b>2,052,855.7</b>
<b>Investissements directs à l'étranger</b>	<b>4,216.2</b>	<b>4,251.7</b>	<b>4,268.9</b>	<b>4,268.9</b>	<b>5,649.5</b>	<b>7,824.0</b>
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>421,210.1</b>	<b>421,210.1</b>	<b>499,553.6</b>	<b>499,553.6</b>	<b>499,553.6</b>	<b>499,553.6</b>
<b>Produits financiers dérivés</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>
<b>Autres investissements</b>	<b>572,988.4</b>	<b>592,712.3</b>	<b>762,839.6</b>	<b>884,102.6</b>	<b>1,161,689.3</b>	<b>1,361,903.7</b>
Crédits commerciaux	357,842.5	455,517.2	598,577.3	718,968.8	990,981.6	1,090,644.3
Monnaie fiduciaire et dépôts	206,487.6	129,081.0	154,987.5	161,079.6	161,478.4	262,428.6
Autres avoirs	8,658.3	8,114.1	9,274.8	4,054.2	9,229.3	8,830.8
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>220,530.1</b>	<b>160,717.8</b>	<b>180,311.2</b>	<b>128,305.1</b>	<b>214,824.5</b>	<b>183,574.4</b>
<b>Engagements</b>	<b>3,051,608.3</b>	<b>3,485,212.2</b>	<b>4,323,889.3</b>	<b>4,830,470.2</b>	<b>5,340,975.1</b>	<b>5,971,316.6</b>
<b>Investissements directs de l'étranger dans l'économie</b>	<b>597,587.5</b>	<b>706,683.0</b>	<b>972,210.2</b>	<b>972,210.2</b>	<b>980,482.6</b>	<b>997,185.9</b>
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>17,781.1</b>	<b>21,646.1</b>	<b>24,368.0</b>	<b>24,368.6</b>	<b>24,368.0</b>	<b>24,368.0</b>
<b>Produits financiers dérivés</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>
<b>Autres investissements</b>	<b>2,269,732.8</b>	<b>2,589,350.2</b>	<b>3,141,917.3</b>	<b>3,648,135.0</b>	<b>4,143,866.7</b>	<b>4,742,620.1</b>
Crédits commerciaux	1,240,278.4	1,563,843.1	2,054,575.3	2,525,220.9	2,801,553.4	3,242,754.1
Prêts	928,417.9	927,615.3	956,190.0	992,540.1	1,193,218.5	1,318,013.4
. Autorités monétaires	186,603.0	159,229.9	146,139.6	115,083.0	163,729.4	129,886.0
. Administrations publiques	691,234.5	724,630.8	778,292.4	815,659.1	948,429.4	1,035,965.0
. Banques	50,580.4	43,754.6	31,758.0	61,798.0	81,059.7	152,162.4
. Autres secteurs	101,036.5	97,891.8	131,152.0	130,374.0	149,094.7	181,852.5
Monnaie fiduciaire et dépôts	101,036.5	97,891.8	131,152.0	130,374.0	149,094.7	181,852.5
Autres engagements	166,506.9	167,532.9	185,393.8	185,756.3	192,257.8	207,142.7

Source : BRB



